

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'INTERVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 30 novembre 1903, à une heure et demie

PAR

Jean HENRIOT

AVOCAT

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. DUVERDIER DE SUZE, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. P. GAUDEMET, PROFESSEUR
 { M. TISSIER, PROFESSEUR

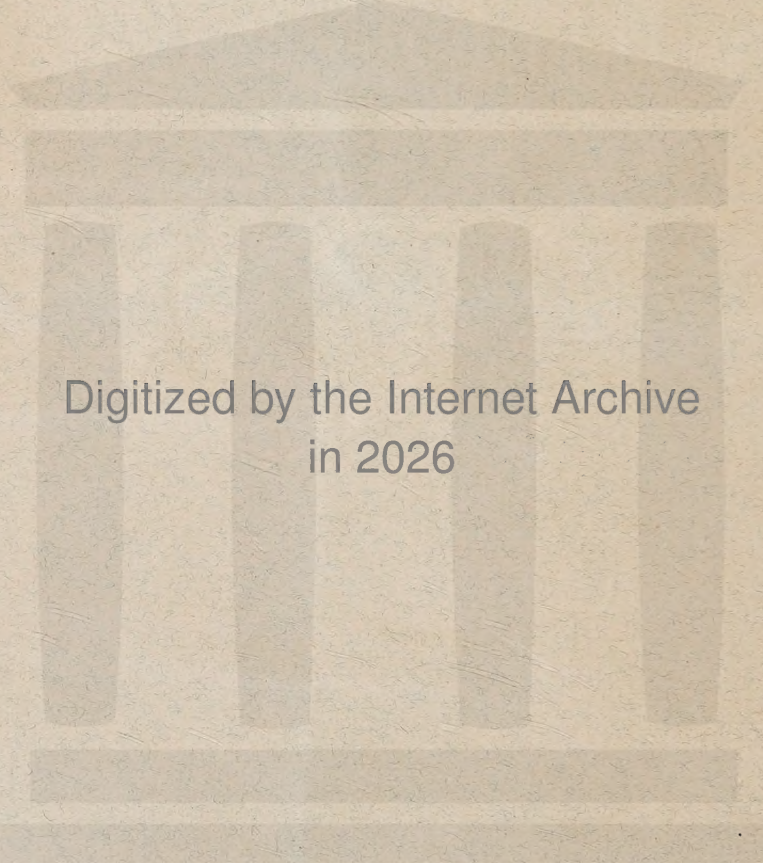


DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

—
1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548218_0009

DE

L'INTERVENTION

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'INTERVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 30 novembre 1903, à une heure et demie

PAR

Jean HENRIOT

AVOCAT

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. DUVERDIER DE SUZE, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. P. GAUDEMET, PROFESSEUR
M. TISSIER, PROFESSEUR



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1903



BIBLIOGRAPHIE

- BERRIAT-SAINT-PRIX, *Cours de Procédure civile*, tomes I et II, cinquième édition.
- B.OCHE, *Dictionnaire de Procédure civile et commerciale*.
- BOITARD, COLMET-D'AAGE et GLASSON, *Leçons de Procédure civile*, t. I.
- BONCENNE ET BOURBEAU, *Théorie de la Procédure civile*, tome V.
- BONCENNE, *Introduction à l'étude de la Procédure civile*.
- BORNIER (Philippe), *Conférence des Ordonnances de Louis XIV*, tome I.
- CARRÉ ET CHAUVEAU, *Lois de Procédure civile et commerciale*, t. III.
- GARSONNET, *Traité théorique et pratique de Procédure*, tome II, année 1885, pages 668-687.
- PIGEAU ET PONCELET, *Commentaire du Code de Procédure*, t. I.
- RODIÈRE, *Cours de Compétence et de Procédure en matière civile*, t. I.
- RODIER, *Questions sur l'Ordonnance de Louis XIV, d'avril 1667*.
- ROUSSEAU ET LAISNEY, *Dictionnaire théorique et pratique de Procédure civile, commerciale, criminelle et administrative*, v^o Intervention.
- SERPILLON, *Commentaire sur l'Ordonnance d'avril 1667*.
- TISSIER, *Théorie et pratique de la Tierce-Opposition*.
- THOMINE-DESMAZURES, *Commentaire sur le Code de Procédure civile*.
- ZIMMERN, *Traité des actions chez les Romains*, traduction L. Etienne.

RÉPERTOIRES

- Répertoire général alphabétique de Droit Français*, Carpentier, Frèrejoutan, Fuzier-Herman, v^o Intervention.
- DALLOZ, *Répertoire et Supplément*, v^o Intervention.
- Répertoire alphabétique de Droit Français*, Labori, v^o Intervention.
- Pandectes françaises*, v^o Intervention.
- Codes annotés de Procédure civile*, articles 339 et suivants.
-

DE L'INTERVENTION

AVANT-PROPOS

C'est une des maximes les plus fréquemment citées de notre droit, que celle qui restreint expressément les effets d'un jugement aux parties en cause dans l'instance et qu'on formule en ces termes : « *Res inter alios judicata, aliis nec nocere nec prodesse potest* » (art. 1351 C. civ.).

Le principe qu'elle pose est avant tout un axiome de bon sens ; s'il n'était pas admis, on serait toujours exposé à voir ses droits compromis ou même définitivement perdus avant d'avoir eu le temps de les défendre. D'autre part, les notions les plus élémentaires du droit commandent que toute personne qui peut souffrir d'un jugement, ait été mise à même de pouvoir mettre en jeu tous les moyens pour l'éviter. Si par exemple Primus est en procès avec Secundus au sujet d'un droit de passage sur une propriété, et que le droit de passage en question implique la reconnaissance d'un autre droit de passage

sur Tertius, le jugement ne pourra être opposable à Tertius. C'est à bon droit en effet que Tertius dirait : si le procès avait été intenté contre moi, j'aurais empêché le jugement rendu ; j'aurais trouvé soit dans des titres de propriété, soit dans la possession, des moyens qui m'auraient permis de triompher : je ne puis perdre mes droits sans avoir été appelé à les défendre.

En raison du développement des relations sociales et de la multiplicité des conventions, il arrivera très fréquemment que les jugements intervenus porteront un grave préjudice aux personnes qui n'y ont pas figuré : pour faire valoir leurs droits, il leur sera nécessaire d'entamer un nouveau procès qui nécessitera des frais considérables ; les lenteurs bien connues de la justice entraîneront des retards inévitables ; la preuve des droits méconnus deviendra plus difficile à faire. Il peut arriver aussi que le premier jugement préjuge la décision à rendre, ou qu'on ait à craindre ce résultat si regrettable en droit qu'on appelle la contrariété des jugements.

A tous ces inconvénients que nous ne faisons ici qu'énumérer, quelle est l'institution juridique qui va remédier ?

La voie de la tierce-opposition ? Non, pour bien des raisons : d'abord c'est un procédé tout à fait exceptionnel, particulièrement coûteux, qui ne peut être employé que dans certains cas. Ensuite, certaines personnes ne peuvent l'employer. Enfin, la tierce-opposition est seulement un moyen répressif auquel on ne peut recourir qu'après le procès. Par suite, elle ne parerait que très imparfaitement aux difficultés que nous avons énumérées.

Il est un autre procédé qui se présente tout naturellement à l'esprit, et qui consiste tout simplement, pour le tiers qui pourra être lésé par un jugement, à intervenir dans l'instance pendante.

C'est l'intervention, que nous nous proposons d'étudier.

Nous allons, dans cet avant-propos, donner en quelques mots une idée de sa nature, de son but, de la façon dont elle fonctionne et de ses avantages.

Ce serait une idée trop restreinte de rattacher l'intervention à ce principe que le patrimoine du débiteur est le gage commun de ses créanciers : nous verrons en effet qu'on peut parfaitement intervenir dans une instance où l'on n'est le créancier d'aucune des parties.

Il faut dire avec les auteurs, que l'intervention dérive des principes généraux de notre droit : la loi doit protection à tous les intérêts dont elle reconnaît la légitimité. Or, c'est à chaque instant qu'une personne a l'intérêt le plus sérieux et le plus évident à venir figurer dans un procès qui primitivement s'agitait entre d'autres personnes, mais dont le jugement peut compromettre ses droits. De ce que l'intervention dérive d'un principe aussi large, et aussi général, il résulte, — nous le verrons — qu'elle n'a d'autre base que l'intérêt de celui qui l'exerce, et d'autres limites que le respect du droit d'autrui.

Telle est la nature de l'intervention. Son but apparaît clairement. Grâce à elle, les débats seront clos par un seul et même jugement ; grâce à elle, on pourra faire valoir des droits qui auraient été compromis ; grâce à elle, on évitera des retards, puisque l'intervenant pourra apporter des renseignements qu'il aurait fallu parfois

rechercher par des mesures d'instruction ; des frais, puisqu'une seule et même décision fixera définitivement les droits de chacun ; grâce à elle, enfin, le nombre des procès sera singulièrement diminué, et l'on évitera les contrariétés de jugements.

L'intervention est donc un procédé facile et naturel, peu coûteux, un moyen préventif dont les avantages sont considérables. Il n'est donc pas étonnant que l'intervention ait existé dans les législations anciennes, que le droit romain et l'ancien droit l'aient pratiquée, qu'elle se présente aujourd'hui aussi dans les législations étrangères, qu'enfin en France, la jurisprudence tende de plus en plus à élargir son rôle.

L'intervention est d'un exercice très fréquent ; l'activité croissante des transactions, le développement du commerce et de l'industrie ont pour résultat de multiplier les instances où peuvent être intéressés les droits appartenant aux tiers. Et si elle ne se comprend pas dans les contrats, puisque les conventions sont des actes de pure faculté dont un grand nombre restent secrètes entre les parties, elle apparaît comme aussi facile qu'elle est avantageuse dans les procès qui sont soumis à la publicité la plus large.

Mais l'intervention n'offre-t-elle pas aussi un inconvénient ? Nous avons dit que l'intervention évitait dans certaines affaires des retards, puisqu'elle pouvait avoir pour résultat d'apporter des renseignements nécessaires à la solution même du litige primitif : est-ce qu'elle ne pourrait pas, en revanche, créer certains retards ? est-ce que des plaideurs peu scrupuleux ne pourraient pas éviter, pendant un temps plus ou moins long, leur condamna-

tion en faisant intervenir dans l'instance des gens qui n'auraient à cela aucun intérêt?

Il y avait là en effet un grave écueil; aussi le législateur a posé un principe excellent qu'il a formulé en décidant que l'intervention ne pourra jamais retarder le jugement de la cause principale lorsque celle-ci sera en état. Dès lors, l'intervention ne pourra plus servir de prétexte à un abus qui aurait été très dangereux.

NOTIONS GÉNÉRALES

D'après son étymologie, le mot intervention (1) (*inter venire*, venir au milieu, se mettre entre), est le fait, par une personne, de prendre part à une instance à laquelle elle était originairement étrangère. L'immixtion de ce tiers aux débats aura pour conséquence d'entraver, d'arrêter et de compliquer la discussion et le jugement de l'affaire principale, puisqu'un plaideur de plus se trouvera mêlé à l'instance. Aussi, est-ce au titre des « Incidents » que le législateur s'occupe de l'intervention en première instance, qui est un véritable incident de procédure venant interrompre la marche régulière d'une instance déjà en cours.

Par rapport aux parties principales, l'intervention, n'étant que le développement d'une instance préexistante, aura toujours le caractère d'une demande incidente. Elle ne sera pas introductive d'instance puisqu'elle sera portée devant un tribunal déjà saisi et, en conséquence, sera dispensée des préliminaires de conciliation.

(1) Le mot intervention s'emploie aussi dans certains cas spéciaux : intervention à protêt, intervention des cautions.... Ces expressions ne rentrent pas dans notre sujet.

L'art. 48 C. pr. civ. n'exige, en effet, cette formalité que pour les demandes introductives d'instance, et l'article 49 *ter* vient, à l'appui, en dispenser expressément les demandes en intervention. La survenance d'un tiers dans une instance apporte nécessairement de nouvelles complications à raison de la diversité d'intérêts engagés ; obliger la partie intervenante à une tentative de conciliation serait occasionner un retard dans la procédure, et l'article 340 s'y oppose formellement, et ne servirait qu'à envenimer les passions des parties principales qui, ayant déjà entamé le procès, ne consentiraient que très difficilement à transiger sur les prétentions de l'intervenant.

La nature de l'intervention sera subordonnée à celle de l'instance principale, en vertu du principe : « *Accessorium sequitur principale* ». Une intervention sera commerciale si le procès est pendant devant un tribunal consulaire, alors même « que le seul but de cette intervention serait d'éviter une action civile qui pourrait « être exercée ultérieurement (1) ». Il est vrai qu'on pourrait objecter qu'il y a une incompétence *ratione personæ* de la part du tribunal qui statuerait, mais cependant, à raison du but de l'intervention, qui est d'éviter un retard et des frais, on doit passer outre et dire avec Boitard (2), que l'avantage de terminer deux procès par un seul et même jugement fait céder ici la règle de compétence, car le tribunal sera le plus apte à apprécier la gravité du dommage.

(1) Bruxelles, 12 janvier 1888, D., 89, 2, 293.

(2) Boitard, p. 559, 2^e alinéa.

De plus, le sort de la demande incidente sera lié à celui de l'instance principale ; c'est ainsi qu'une intervention régulière et fondée en droit ne pourrait rendre valable une demande principale entachée de nullité, même si l'intervenant s'appropriait les conclusions du demandeur. L'intervention subsistera si la procédure principale a été régulièrement intentée, et disparaîtra si elle est déclarée nulle.

Mais, par rapport à l'intervenant, la demande d'intervention sera toujours principale. Pour intervenir, une commune, par exemple, devra nécessairement se pourvoir en autorisation (1).

La doctrine et la jurisprudence distinguent l'intervention volontaire et l'intervention forcée. L'intervention volontaire, appelée aussi active ou spontanée, est le fait d'un tiers qui, de son propre mouvement, se présente dans une instance où ses intérêts sont en jeu, quoique n'étant ni introduite par lui ni dirigée contre lui, et qui vient faire valoir ses droits ou soutenir ceux d'une partie en cause. L'intervention sera dite forcée ou passive lorsque l'une des parties en cause appellera un tiers dans l'instance pour le faire condamner personnellement ou pour voir dire qu'il y aura à la fois chose jugée contre lui et l'une des parties en cause : il y a alors mise en cause ou assignation en déclaration de jugement commun. Entre ces deux sortes d'interventions, il existe, tant au fond que dans la forme, de nombreuses différences qui tiennent à ce fait que la première a lieu dans l'intérêt de

(1) La jurisprudence du Conseil d'État est en ce sens : 19 août, 1^{er} novembre 1837, 8 juillet 1840.

l'intervenant, alors que dans la seconde, c'est l'intérêt des parties principales en cause qui est en jeu ; c'est ainsi que l'intervention volontaire, qui permet à un tiers qui n'était pas originairement partie dans un débat judiciaire, d'y prendre part, se formera par une requête ; elle devra toujours être en état, afin de ne pas retarder le sort de la demande principale, et il ne sera pas possible aux juges de disjoindre les causes, à raison de la contrariété de jugements qui serait à craindre. L'intervention forcée, au contraire, devra être formée par assignation, car le tiers mis en cause doit connaître les prétentions de ses adversaires ; elle pourra retarder le jugement de la cause principale, même si l'affaire est en état, car le jugement pouvant lui être opposable, et l'intervenant n'étant plus alors recevable à former tierce-opposition, il faut lui donner le temps suffisant de préparer ses moyens de défense ; enfin, les tribunaux auront le droit de statuer séparément sur la demande principale et sur l'intervention, car les deux demandes n'ayant pas le même objet, il n'y a pas lieu de craindre la contrariété possible de décisions.

De son côté, l'intervention volontaire se divise en intervention agressive ou en intervention conservatoire. L'intervention est agressive lorsqu'elle a lieu dans le seul intérêt de l'intervenant qui, par ses prétentions, dirige ses attaques à la fois contre le demandeur et le défendeur primitifs. L'intervention est conservatoire lorsqu'elle vient en aide à l'une des parties en cause, demanderesse ou défenderesse. C'est ainsi qu'il y aurait intervention agressive si l'intervenant venait réclamer la propriété que se disputent les plaideurs. Il y aurait

intervention conservatoire si les créanciers, la caution... venaient assister le demandeur ou le défendeur pour maintenir et conserver dans son intégralité le droit contesté.

Des différences nombreuses séparent ces deux sortes d'intervention; c'est ainsi que dans l'intervention agressive, le tiers intervenant ayant un intérêt tout à fait distinct de celui des parties en cause, agit pour son compte personnel et peut déposer des conclusions autres que celles des parties principales; en cas d'intervention conservatoire, au contraire, l'intervenant venant seulement soutenir de ses moyens celui de qui il tient ses droits, ne peut que développer les conclusions de son ayant-droit. La disjonction des causes offrirait de grands inconvénients en cas d'intervention agressive et ne présenterait aucune utilité en matière d'intervention conservatoire. Les solutions relatives aux mesures d'instruction, aux frais..., varieront aussi suivant qu'on se trouvera dans l'un ou l'autre cas; elles proviennent toutes de ce fait que ces deux interventions ont chacune une base juridique différente. En matière d'intervention agressive, si le tiers ne prend pas part aux débats, la voie de la tierce-opposition lui est toujours ouverte et il pourra invoquer la relativité de la chose jugée; en matière d'intervention conservatoire, la situation du tiers est toujours la même, qu'il soit ou ne soit pas partie à l'instance, car il est toujours représenté; il ne pourrait donc former tierce-opposition ni invoquer la règle : *Res inter alios judicata*...

L'article 166 C. pr. civ., qui oblige les demandeurs principaux et intervenants à fournir la *cautio judicatum*

solvi, s'ils sont étrangers, s'appliquera-t-il à tous les cas de l'intervention ? Il va sans dire que cette question ne peut pas se poser en cas d'intervention forcée où l'étranger intervenant doit être assimilé à un défendeur, puisque ce n'est pas librement et volontairement qu'il vient se mêler aux débats ; mais, en cas d'intervention volontaire, il nous faut faire une distinction selon que l'intervenant agit à la fois contre le demandeur et le défendeur ou prend parti pour le demandeur (cas d'intervention agressive et d'intervention conservatoire dans l'intérêt du demandeur) et selon qu'il agit dans l'intérêt du défendeur seulement (cas d'intervention conservatoire dans l'intérêt du défendeur).

Dans ce dernier cas, l'étranger étant défendeur, sera dispensé de la *cautio judicatum solvi*, mais dans tous les autres, il sera tenu de la fournir comme les demandeurs principaux.

Qu'elle soit agressive ou conservatoire, la nature intime et subjective de l'intervention ne change pas : elle reste toujours un recours destiné, par la loi, à protéger les intérêts légitimes de celui qui l'exerce. Aussi est-elle admise par la loi dans la plus large mesure ; elle peut s'exercer en toute matière, à moins qu'un texte spécial et formel n'apporte une dérogation ; elle est recevable en tout état de cause, à la condition qu'elle ne soit pas tardive, ne retarde pas la marche du procès et ne cause aucun préjudice aux parties en cause, et devant toutes les juridictions, justices de paix, tribunaux de commerce, de première instance, cours d'appel et de cassation, en se conformant aux conditions exigées par la loi ; elle peut même s'exercer en référé, si la mesure

sollicitée est de nature à préjudicier aux droits de la partie intervenante (1).

C'est ici le lieu d'indiquer, dans ses grandes lignes, le plan de cette étude :

Après un rapide aperçu sur l'historique de la matière, nous analyserons successivement les conditions qui régissent l'intervention volontaire en première instance et en appel (2). Nous étudierons ensuite les formes sous lesquelles elle peut se produire en justice : ses conditions de recevabilité, le jugement et les effets de ce jugement. Nous traiterons ensuite l'intervention forcée et, en appendice, l'appel en garantie, et nous terminerons par l'exposé des projets de révision du Code de procédure et par un aperçu des législations étrangères qui nous permettront de nous rendre compte à quels besoins de réformes est soumise l'intervention.

(1) Pand. Chron., v° *Intervention*, p. 849.

(2) Nous laisserons de côté l'intervention devant la Cour de Cassation, soumise à des règles spéciales. — V. *Lois et règlements de la Cour de Cassation*, p. 223.

HISTORIQUE

Droit romain.

Les principes du droit romain ne permettaient pas que l'autorité de la chose jugée pût être invoquée contre les tiers : un jugement ne pouvait avoir d'effet à l'égard d'autres personnes, que celles qui étaient liées par la *litis contestatio*, c'est-à-dire par le contrat qu'elles avaient formé avant le procès ; et la conséquence de ces principes était que les ayants-cause qui n'étaient pas parties à l'instance, et qui cependant s'y trouvaient représentés par ceux de qui ils tenaient leurs droits, avaient la faculté de repousser le jugement et de recommencer un nouveau procès en leur nom personnel.

Les jurisconsultes de l'époque classique essayèrent de remédier autant que possible à ce formalisme, et la doctrine créant en quelque sorte l'intervention, décida que le tiers ayant-cause d'une personne engagée dans un procès, à la condition d'avoir connaissance de ce litige, serait considéré comme partie au jugement, et de ce fait ne pourrait se soustraire à l'autorité de la chose jugée qu'au moyen d'un appel. (Digeste, XLII, titre I, loi 63, *De re judicata* : « *Scientibus sententia, quæ inter*

alios data est, obest » (1). Ce droit d'interjeter appel n'était pas une intervention puisque le tiers n'avait pas la faculté d'intervenir au procès: l'intervention ne fut reconnue qu'à l'ayant-cause pouvant craindre, des parties au procès, une entente contraire à ses intérêts. Il fut autorisé à intervenir devant le juge avant le prononcé de la sentence (Digeste, livre V, titre II, loi 29, *De inofficioso testamento*), qui accorde le droit d'intervenir aux légataires qui redoutent une collusion entre les héritiers et le demandeur en cassation de testament. — Justinien, Nov. 112, c. 1, permet au légataire de se joindre, *si hoc prodesse sibi putaverit*, à l'héritier qui soutient un procès concernant la propriété de la chose léguée. — Lorsque l'intervention avait lieu, elle était, suivant la règle au C. L. 10, *De judiciis*, portée devant le juge de l'action primitive: l'intervenant n'était pas tenu de se faire délivrer une formule par le préteur; il lui suffisait de se présenter « *in judicio adesse* » au début pour y surveiller ses intérêts; il devenait alors partie au procès, ne pouvait plus opposer la règle: *Res inter alios judicata*, et n'avait contre le jugement rendu d'autre voie de recours que l'appel.

Si, au contraire, le tiers n'était pas l'ayant-cause de la partie engagée dans le procès, et avait cependant avec elle un intérêt commun bien qu'indépendant, il n'était pas obligé d'intervenir, mais il le pouvait. C'est ainsi que, d'après la loi 63 précitée: le jugement rendu contre le cohéritier, seul actionné, d'un débiteur, n'est pas oppo-

(1) Digeste, L. 49, t. I^{er}, Lois 5 et 14, *De appellationibus* pour les esclaves affranchis et les fidejusseurs qui ont cautionné.

sable à l'autre cohéritier. Pour intervenir, ce tiers devait obtenir du prêteur une formule qui renvoyait l'affaire devant le juge saisi de l'action primitive, et sa situation devenait semblable à celle de l'ayant-cause, en cas de dol ou de fraude.

Ancien droit.

L'intervention existait dans l'ancien droit français : nous en trouvons la définition même dans le *Nouveau Stile du Châtelet de Paris* : « La demande d'intervention est, lorsque dans une instance formée entre
« deux particuliers, survient un tiers dans l'instance,
« soit pour prendre le fait et cause du défendeur, ou
« pour quelque intérêt particulier et différent de celui
« des parties, mais qui y a rapport. » C'est seulement l'ordonnance d'avril 1667 (titre XI, art. 28) qui la règlement pour la première fois : « Toutes requestes d'intervention, tant en première instance qu'en cause d'appel
« en contiendront les moyens, il en sera baillé copie et
« des pièces justificatives pour en venir à l'audience
« des sièges et cours où le procès sera pendant, pour
« être plaidées et jugées contradictoirement ou par
« défaut, sur la première assignation, même ès chambres
« des enquêtes de nos Cours de Parlement : ce que nous
« voulons être observé à peine de nullité et de cassation
« des jugements et arrêts qui pourraient intervenir, et
« de répétition de tous dommages et intérêts solidairement, tant contre la partie que contre les procureurs
« en leur nom. »

Notre ancien droit permettait donc à une tierce per-

sonne d'intervenir en tout état de cause dans un procès déjà pendant, tant en première instance qu'en appel.

Il existait deux sortes d'interventions : actives ou passives, correspondant à notre intervention volontaire et à notre intervention forcée : mais l'article 28 précité ne semble mentionner que la première qui était de beaucoup la plus usitée.

Pour intervenir, il fallait justifier d'un intérêt, parce que, dit Rodier, « le jugement qui serait rendu pouvait nuire à la personne intervenante. » Si l'intérêt n'était pas suffisamment justifié, la demande devait être rejetée.

Quelle que fût la juridiction, les interventions ne pouvaient être proposées qu'en conséquence des requêtes signifiées aux procureurs de l'instance (1). Ces demandes étaient plaidées et jugées sur première assignation pour ne pas retarder l'instruction et le jugement du procès déjà pendant.

Les requêtes devaient contenir les moyens sur lesquels l'intervention était fondée, et il était donné en même temps copie des pièces justificatives. L'intervenant devait venir à l'audience *prêt à plaider* non seulement sur la recevabilité de son action, mais encore sur le fond : l'intervention ne devait pas être une cause de retard pour le prononcé du jugement, et servir à faire traîner les procès en longueur ; de sorte que, dit Rodier (Quest. 1, p. 197) « le jour même que l'intervenant a donné sa requête, on peut le sommer d'en venir à l'audience la plus prochaine, fût-elle le lendemain,

(1) Aux requêtes étaient assimilées les demandes formées par lettres de Chancellerie.

« pour plaider son intervention ; et, il faudrait des raisons bien puissantes pour qu'il obtint le renvoi à un autre jour. »

Si l'instance était pendante à l'audience, prête à recevoir jugement, on plaidait sur le tout en même temps ; l'intervenant faisait valoir son intérêt et la nécessité de son intervention, et établissait des conclusions ; la partie adverse était entendue et on statuait ensuite par un seul et même jugement admettant ou rejetant l'intervention. Les juges avaient cependant la faculté de se prononcer sur l'intervention et de renvoyer à une date ultérieure pour se prononcer sur le fond.

Mais si le procès était *appointé à écrire*, on ne traitait à l'audience que les raisons pour admettre ou rejeter l'intervention, les conclusions au fond devant être jugées avec le procès appointé ; selon que ces raisons paraissaient justes ou injustes, on recevait ou on déboutait l'intervenant.

L'intervenant étant demandeur suivait la juridiction du défendeur ; il n'y avait d'exception que pour les privilégiés dont nous allons avoir l'occasion de parler.

Si une des parties faisait défaut à l'audience, il lui était fait assignation à son domicile que les débats se poursuivraient à l'audience prochaine sans nouvelle sommation ou déclaration.

L'intervention était plus largement admise dans notre ancien droit qu'en droit romain. Les ordonnances des anciens rois se préoccupaient peu de savoir quel était l'intérêt nécessaire pour intervenir. C'était une simple question de fait laissée à l'appréciation des juges. Bournier (déjà cité) nous dit en effet que « la poursuite de la

« cause appartient principalement à celui qui a le plus
« d'intérêt, et en second lieu à celui lequel, par quelque
« conséquence, souffre du préjudice, pourvu qu'il dé-
« duise ses moyens parce que, comme on ne peut pas
« régulièrement interjetter appel d'une sentence donnée
« entr'autres parties, un tiers ne doit être reçu appellant. »

Les commentateurs des ordonnances faisaient cependant la distinction romaine des ayants-cause et des tiers; toutefois, cette distinction était plus apparente que réelle. L'intervention fut la source de fréquents abus résultant du privilège des « *committimus* », des évocations devant la Chambre de l'Édit et des Lettres d'État.

La faveur des *committimus* permettait à certaines personnes privilégiées (1) de porter l'instance engagée devant les juges de leur privilège; et cela non seulement si elles étaient parties principales, mais aussi si elles intervenaient dans un procès (2).

Dans ce cas, la procédure était différente : si le procès principal dans lequel les privilégiés *committimus* désiraient intervenir ou étaient assignés pour intervenir, était pendant devant un juge d'un ordre inférieur ou

(1) Le mot *committimus* (nous commettons), était consacré dans le style de la Chancellerie et du Palais pour désigner les Lettres par lesquelles le roi accordait aux officiers de sa maison, aux membres des Cours souveraines, aux archevêques et évêques, aux quarante de l'Académie française, à des abbayes, à des monastères, à des corps, à des communautés, à des chapitres et même à des particuliers, le privilège de porter leurs causes devant certains juges et d'y traduire les personnes contre lesquelles ils plaidaient. — Boncenne, *Traité de procédure Civile*, p. 132.

(2) Étaient assimilés aux *committimus* ceux qui avaient le droit de porter leur cause au Grand Conseil.

égal à celui de leur privilège, ils faisaient assigner les deux parties principales aux Chambres des Requêtes de l'Hôtel ou du Palais (1) afin de se faire recevoir parties en l'instance. La cause une fois portée à l'audience, les juges examinaient le bien-fondé de l'intervention : si l'intérêt des *committimus* leur paraissait suffisant, l'affaire était maintenue en la Chambre où les privilégiés intervenaient et la procédure ordinaire commençait; si au contraire l'intervenant était débouté, on renvoyait les parties principales devant leurs premiers juges.

Les privilégiés étaient présumés renoncer à leur privilège s'ils ne se prévalaient pas de leur faveur avant la contestation de la cause.

Certains Parlements possédaient une *Chambre dite de l'Édit* dont le rôle était de juger les causes des réformés : un conseiller ou deux au plus appartenant à la religion protestante siégeaient dans cette Chambre; et les membres de cette Église avaient le droit d'évoquer leurs causes devant la Chambre de l'Édit (2).

Enfin des *Lettres d'État* étaient accordées aux officiers de terre et de mer, et en général aux personnes remplissant, à l'étranger, des fonctions diplomatiques : ces lettres avaient pour but de suspendre pendant un délai déterminé toutes les poursuites qui pouvaient être dirigées contre ces personnes.

(1) Le *committimus* au Grand Sceau donnait le droit d'attirer les causes aux requêtes de l'Hôtel ou aux requêtes du Palais; le *committimus* au Petit Sceau aux requêtes du Palais de leur Parlement.

(2) Avant l'édit de Nantes, ces Chambres étaient appelées : « Chambres mi-parties », et se composaient de magistrats catholiques et protestants en nombre égal.

Ces trois privilèges (1) donnèrent lieu à de nombreux abus : certains plaideurs de mauvaise foi faisaient intervenir dans leurs causes des « committimus » qui entraînaient avec eux un changement de juridiction : à raison de leur caractère, ces interventions furent appelées *interventions mendiées*.

Il arrivait aussi que, pour faire traîner les procès en longueur, une partie principale s'adjoignait comme partie intervenante des officiers au service de l'État, qui, prêtant leur nom, usaient de leur privilège de Lettres d'État et retardaient l'issue d'un procès où ils n'avaient aucun intérêt. Il en était de même des réformés qui prêtaient leur concours intéressé aux plaideurs aux abois.

Ces privilèges contraires au droit commun et à l'ordre naturel des juridictions furent réglementés par les ordonnances royales de 1667 (art. 29, 30 et 31), 1669 (art. 21 « Committimus »; art. 8 « Garants ») et 1673 qui essayèrent de restreindre et de modifier les limites dans lesquelles ils s'exerçaient : c'est ainsi que les committimus ne furent valables que pour un an, avec nécessité de renouvellement : ils ne pouvaient avoir lieu en matière commerciale et ne pouvaient être invoqués que pour des causes personnelles ; l'intervention des réformés devait être faite dans le mois à compter du jour de la publication du rôle, ou de la signification du premier acte, ou du jour de l'appointement ; et à l'égard des procès par écrit, du jour du premier arrêt de conclusions. Enfin la Déclaration

(1) A ces trois privilèges, il y a lieu d'ajouter encore les lettres de protection et de garde gardienne, plaçant sous la protection du Roi les membres des Universités, les Docteurs, les Archers de Paris, etc., et jouissant du privilège d'un Juge spécialement désigné.

du 23 décembre 1702, art. 18, réglementa la concession des Lettres d'État, valables pour six mois seulement, et ne pouvant être renouvelées que « pour grandes et importantes considérations » ; elles avaient leur effet en matière criminelle.

La révocation de l'Édit de Nantes supprima les Chambres de l'Édit ; en 1669, cependant, le Parlement de Paris, et, en 1679, celui de Toulouse, avaient déjà supprimé leurs Chambres pour les réformés.

Toutefois les autres privilèges subsistèrent jusqu'à la nuit du 4 août.

Législation.

Ces abus ne tenaient pas à l'intervention elle-même, mais aux dispositions particulières qu'on y avait introduites ; aussi n'ont-ils pas empêché le législateur d'insérer dans le Code de procédure civile plusieurs articles relatifs à l'intervention (art. 339, 340 et 341, au Titre des Incidents, et art. 406, 446 et 536) (1).

Soumise aujourd'hui à des règles sévères, l'intervention ne fait plus la distinction du droit romain, et ne risque pas de tomber dans la funeste organisation des privilèges de l'ancien droit. Elle est, comme nous le verrons dans la suite, d'une grande utilité à ceux qui veulent éviter les effets d'un procès pendant auquel ils ne sont pas parties, supprime la multiplicité des frais, et a l'avantage de trancher d'un seul coup par un seul et même jugement toutes les contestations connexes.

(1) L'article 340 est conçu dans le même sens que l'article 28 de l'Ordonnance de 1667.

Les travaux préparatoires sur l'intervention ne mentionnent que ces quelques mots :

« La présence d'une partie qui n'a point encore été
« appelée peut souvent décider l'objet du litige ; elle
« peut aussi avoir un intérêt majeur à ce que ses droits
« ne soient pas compromis par un premier jugement. Il
« faut donc autoriser son intervention : mais elle ne doit
« pas retarder le jugement si la cause est en état ; ainsi
« l'intervention se formera par une simple requête, et
« l'intervenant sera prêt à plaider ; et si l'intervention
« est contestée dans tous les cas, ce débat sera jugé à
« l'audience (1). »

Dans son exposé des motifs, M. Treilhard ne prononce même pas le mot intervention (2).

(1) Rapport du tribun Perrin, séance du 14 avril 1806.

(2) Dalloz, — Répertoire, v^e *Intervention*, 10.

TITRE PREMIER

INTERVENTION VOLONTAIRE

CHAPITRE PREMIER

Personnes qui peuvent intervenir.

SECTION I

Intervention devant la juridiction du premier degré.

Les tiers peuvent intervenir devant les Juges de paix, devant les Tribunaux de commerce, devant le Juge des référés, devant le Conseil des prud'hommes, s'ils sont justiciables de leur juridiction, devant les Tribunaux de première instance; en un mot, l'intervention est admise devant toutes les juridictions du premier degré, avec exception cependant pour les arbitres dont les décisions n'ont force exécutoire que si elles sont revêtues d'une ordonnance *d'exequatur* émanant du Président du Tribunal de première instance. Toutefois, si cette ordonnance était frappée d'opposition, les tiers pourraient

intervenir sur cette opposition, dans le litige qui serait alors tranché par des juges publics. Quelles personnes peuvent intervenir devant les juridictions du premier degré ? Le législateur imitant le silence des Ordonnances de 1667 et 1669 reste muet sur ce point ; aussi, devons-nous nous en référer aux principes généraux. Sur ces conditions, la jurisprudence s'est montrée très large pour des raisons tirées, nous dit M. Garsonnet, p. 674, des « avantages présentés par l'intervention, et des heureux résultats qu'elle peut produire » ; et aussi à raison de ce principe que celui qui a un intérêt suffisant a une action pour le faire valoir. Combien de procès, en effet, ont été évités par l'intervention supprimant de longs retards, souvent très préjudiciables aux intérêts de l'intervenant. De plus, le Code Civil et le Code de Procédure civile nous fournissent aussi arguments : l'art. 882 C. Civ. qui autorise les créanciers d'un copartageant, leur débiteur, à intervenir à leurs frais dans un partage où ils pourraient craindre la fraude et s'opposer à ce que le partage ait lieu hors de leur présence ; l'art. 1447 même Code, conçu dans le même sens que le précédent et permettant aux créanciers du mari de se pourvoir contre la séparation de biens prononcée en fraude de leurs droits, et même d'intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester ; et enfin l'art. 466 C. proc. civ. (1), d'après lequel aucune intervention ne sera reçue en appel si ce n'est de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce-opposition.

De ce dernier article, nous déduisons qu'il n'est

(1) Garsonnet, *Traité de Procéd. civ.*, p. 674.

pas nécessaire, pour intervenir devant les juridictions du premier degré, de pouvoir former tierce-opposition (1), et comme le nombre des personnes pouvant former tierce-opposition est suffisamment restreint, puisqu'il est nécessaire que ces personnes éprouvent un préjudice par suite du jugement rendu, après les débats dans lesquels elles n'auraient pas figuré, nous en concluons que l'intervention doit être très largement admise en première instance, et que l'article 466 doit être considéré comme une disposition exceptionnelle et spéciale à l'intervention en appel.

Nous trouvons cependant un arrêt de Paris, du 2 août 1843 (2), qui nous semble excessif et qui méconnaît au créancier le droit d'intervenir dans une instance pendante entre son débiteur et un tiers, au jugement de laquelle il n'aurait pas le droit de former tierce-opposition. Les Pandectes essayent d'expliquer cet arrêt en disant « que les droits des créanciers ayant été minutieusement réglés, fortement sauvegardés et largement étendus par la loi dans des circonstancess déterminées, les juges ont la crainte et se font un scrupule de les augmenter en dehors des cas prévus. » Cet arrêt nous semble excessif et méconnaître la portée de l'article 466 C. proc. civ. sur lequel la Cour de Cassation, dans un arrêt du 29 décembre 1841 (3), s'est prononcée bien claire-

(1) Trib. de Bar-le-Duc, 1^{er} mars 1883, *Gaz. Palais*, 1893, I, 445 : En première instance, le simple intérêt suffit pour être admis à intervenir dans un procès, alors même qu'on n'aurait pas qualité pour attaquer le jugement par tierce-opposition.

(2) P., 1843, 2, 382.

(3) S., 1842, 1, 252.

ment : « L'art. 466 C. proc. civ. qui porte qu'aucune intervention n'est reçue si ce n'est de la part de ceux qui ont le droit de former tierce-opposition, et qui suppose, par conséquent, à tout intervenant le droit de se rendre tiers-opposant, n'est applicable qu'en cause d'appel et non en première instance. »

Au cas cependant où l'instance à laquelle l'intervenant vient prendre part doit se terminer par un jugement en premier et en dernier ressort, y a-t-il lieu d'appliquer l'art. 466 et dire que l'intervention ne sera reçue que de la part de celui qui aura le droit de former tierce-opposition ? Nous ne le pensons pas, la disposition de l'art. 466 est spéciale à l'intervention en cause d'appel seulement : « si, dans ce cas, l'intervention est refusée, c'est principalement parce que son admission aurait pour résultat de priver les parties d'un degré de juridiction ; mais, lorsque le jugement est en premier et en dernier ressort, ce motif n'existe plus et l'application de l'art. 466 aurait un inconvénient, ce serait forcer les ayants-cause à entamer une seconde instance, tandis que l'intervention a pour but, au contraire, de diminuer le nombre des procès et doit plutôt être facilitée que restreinte » (1).

Il est cependant un cas où les tiers ne pourraient intervenir : dans les instances en interprétation de jugement. Un jugement du 8 novembre 1838 (2), en interprétation d'un jugement du 10 novembre 1837, rejette l'intervention des tiers comme non recevable, en se fondant

(1) Dalloz, Répertoire, v^o *Intervention*, n^o 22.

(2) Dalloz, *eo. verbo*, p. 131, note 1.

sur ce qu'un jugement ne peut être interprété qu'entre ceux qui étaient parties. Pourvoi devant la Cour (1) pour fausse application et violation des principes en matière de tierce-opposition et d'intervention.

En effet, dans les instances en interprétation de jugement, les tiers, quel que soit leur intérêt, ne peuvent être recevables à intervenir ; ces demandes n'ont pas d'autre but que d'éclaircir le premier jugement rendu qui pourra toujours être attaqué par ces tiers par la voie de la tierce-opposition, s'il leur cause un dommage.

Les conditions nécessaires pour agir en justice sont l'intérêt, la qualité et la capacité : nous examinerons successivement chacune de ces trois conditions, en consacrant à chacune d'elles une division spéciale.

A. — Intérêt.

La première condition nécessaire à l'exercice du droit d'intervention est l'intérêt. En matière de demandes principales, la maxime de bon sens : pas d'intérêt, pas d'action, qui signifie qu'une personne n'est pas autorisée à soulever devant les tribunaux des contestations qui ne lui importent pas, est corroborée par l'autre axiome juridique : l'intérêt est la mesure des actions, d'après lequel une demande en justice ne peut être formée que dans les limites de l'intérêt des plaideurs. Dès qu'il y a un intérêt, il doit y avoir une action pour le faire valoir, et les tribunaux ne sauraient refuser d'en connaître sans commettre un déni de justice.

(1) Crim., Rejet. 4 avril 1839.

Appliquant ce principe aux demandes incidentes, nous dirons que pour être reçu à intervenir dans une instance, il faut y avoir intérêt. La demande en intervention qui est incidente vis-à-vis des parties en cause n'est-elle pas, du reste, principale vis-à-vis de l'intervenant, et ne doit-elle pas, à ce dernier titre, réunir les conditions nécessaires à l'exercice de l'action principale ?

Toute demande en intervention qui ne pourrait se baser sur un intérêt quelconque doit être impitoyablement rejetée : la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître la nécessité de cette condition ; l'intervenant, en effet, se rend partie au procès pour soutenir ses droits : sa demande en intervention, si elle était dénuée d'intérêt, ne serait pas plus recevable en justice qu'une action principale qui en serait complètement dépourvue (1) ; et la Cour de Cassation dans un arrêt du 10 novembre 1874 (2) a reconnu que l'intervention en première instance est soumise par l'art. 339 C. proc., à la seule condition que l'intervenant justifie, d'après les termes du droit commun, d'un intérêt dans le débat dont le tribunal est saisi.

Mais nous désapprouvons un arrêt de la Cour de Bruxelles du 11 mai 1825 (3) qui décide qu'on ne peut être reçu partie intervenante par cela seul qu'on pourrait être exposé à une action en garantie de la part de l'une des parties en cause, si cette partie venait à succomber dans sa demande. Nous pensons, en effet, que cette circons-

(1) Lyon, 23 juillet 1874, D., 75, 1, 147.

(2) D., 75, 1, 208.

(3) *Journal de cette Cour*, t. II, 1825, p. 64.

tance constitue à elle seule un intérêt d'ordre assez puissant pour motiver une intervention (1) La Chambre des Requêtes, 24 juillet 1840, admet, en effet, l'intervention d'un officier ministériel : « attendu qu'on ne pourrait lui opposer une fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt, alors qu'il y a à craindre une action en garantie, en cas d'annulation de l'acte argué ». Les tribunaux devront donc repousser l'intervention toutes les fois qu'elle ne reposera pas sur un intérêt sérieux, ou que celui qui demande à intervenir ne pourra justifier de son intérêt : c'est ainsi qu'un tiers ne pourrait intervenir dans une instance tendant à la mainlevée d'une opposition à mariage. Il a même été jugé plus spécialement (2), que l'intervention dans une instance en rectification d'un acte de l'état-civil de l'enfant du demandeur agissant comme intéressé à la rectification d'un nom qui lui appartient, est non recevable en l'absence d'un intérêt qui soit propre à l'intervenant, alors que ce dernier n'articule ni fraude ni collusion entre les parties.

Quelle sera la mesure de l'intérêt nécessaire pour motiver une intervention ? Nous trouvons ici, parmi les auteurs, des divergences sensibles au point de vue des différents caractères que présente l'intérêt, selon qu'il est réel ou moral ; aussi diviserons-nous l'étude de cet article en deux paragraphes qui nous permettront de préciser et d'analyser chacun de ces deux intérêts.

Auparavant il est nécessaire de nous demander à qui appartient le droit d'apprécier l'existence de l'intérêt ?

(1) Carré et Chauveau, n° 1270.

(2) Cassat., 6 août 1861, D., 61, 1, 76.

Nous pensons, avec les auteurs et la jurisprudence, que les juges saisis de la demande principale sont les meilleurs appréciateurs de l'intérêt des tiers. Savoir si l'intérêt allégué par l'intervenant est suffisant pour admettre son intervention est une pure question de fait que doit résoudre le juge du fond à qui nous reconnaitrons, en principe, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation (1). Nous disons en principe, car les tribunaux, qui admettent en général l'intérêt de l'intervenant dans le sens le plus large, ne pourraient cependant contester cet intérêt sans motifs suffisants, ni en altérer le caractère pour y chercher un obstacle à l'intervention (2); mais ils pourraient repousser la demande de l'intervenant si elle était conçue dans un but vexatoire ou si elle était surabondante; au cas, par exemple, où l'intervention du tiers n'aurait d'autre raison que de dévoiler en public quelques détails d'une importance relative, sans pour cela éclairer la question en litige; ou si les moyens employés par lui faisaient double emploi avec ceux de la partie qui les représente. Dans ces cas, les juges devraient rejeter la demande en intervention comme dénuée d'intérêt, et faire supporter à l'intervenant les frais de son intervention.

a) INTÉRÊT MATÉRIEL.

L'intérêt matériel, appelé aussi intérêt réel par opposition à l'intérêt moral ou d'honneur, consiste dans un

(1) Berriat, p. 220, note 6. — Req., 10 nov. 1874; S., 75, 1, 360; — D. P., 75, 1, 208.

(2) Cassat., 20 mai 1896, P., 97, 1, 399.

préjudice causé au patrimoine de l'intervenant par le procès en cours. Cet intérêt peut être direct ou indirect : l'intérêt direct est celui auquel peuvent donner lieu toutes les phases du procès ; il est indirect, au contraire, lorsqu'une personne pourrait craindre que le jugement à intervenir puisse former par rapport à elle un précédent défavorable au cas où elle serait menacée d'un procès semblable. Il est évident que si l'intérêt est direct à la contestation, il est suffisant pour autoriser une demande en intervention. C'est ce qui arriverait au cas où une caution interviendrait dans l'instance dirigée contre le débiteur principal, ou si le tiers propriétaire du droit litigieux demandait à intervenir dans un débat où les parties se disputent la propriété du droit : l'intérêt de la caution ou du propriétaire est bien direct et actuel à la contestation ; leur intérêt est légitime et plus que suffisant pour motiver leur intervention.

En sera-t-il de même de l'intérêt indirect ? MM. Chauveau et Carré, n° 1680 *bis*, et beaucoup d'auteurs n'admettaient pas comme suffisant à une demande d'intervention l'intérêt indirect : la crainte que le jugement à rendre puisse préjuger défavorablement pour eux plus tard est excessive ; et la règle : « *Res inter alios judicata, aliis neque nocet...* » étant pour eux une garantie, il n'est pas juridique de les admettre à intervenir. Un jugement du tribunal de la Seine, du 28 mars 1831, est en ce sens, et un jugement du tribunal du Puy, du 2 déc. 1884 (1), dit explicitement : « que pour pouvoir intervenir utilement « dans une instance engagée entre deux parties et pour

(1) D., 86, 3, 47.

« pouvoir prendre utilement des conclusions dans cette
« instance, il ne suffit pas à un tiers, soit individu, soit
« corporation, de prévoir et de prétendre qu'il pourra
« dans l'avenir avoir un intérêt semblable à celui pour
« lequel il y a litige, mais qu'il faut que ce tiers puisse
« invoquer pour motiver son intervention un intérêt
« actuel et direct; attendu que, dans la cause, cet intérêt
« ne se présente pas au regard des intervenants, puisque
« la décision du tribunal ne pourra s'appliquer qu'à
« l'espèce particulière qui lui a été soumise et au fait
« particulier qui a donné lieu à la demande ».

Cette opinion, admise pendant longtemps, a reçu un correctif important : l'intérêt même indirect peut servir de base à une demande d'intervention pourvu qu'il soit connexe dans sa cause avec les débats de la contestation engagée devant le tribunal. C'est l'opinion de MM. Boitard et Colmet d'Aage, I, n° 531, p. 518, et de M. Garsonnet, II, n° 384 : « La seule crainte du préjugé qui pourrait résulter du jugement de la demande principale est un motif suffisant pour intervenir ».

Et la jurisprudence, abandonnant ses anciens errements, a consacré par de nombreuses décisions ce dernier système (1).

Un arrêt de cassation, du 2 mars 1858 (2), dit explicitement « qu'une demande en intervention dont la solution dépend de l'appréciation du même acte que le jugement de la demande originaire, est recevable,

(1) Cassation, 6 août 1862, D., 62, 1, 436; 17 mai 1870, S., 70, 1, 385; 3 janvier 1883, S., 83, 1, 349. — Lyon, 10 février 1887.

(2) D., 58, 1, 308.

« quoique les deux demandes aient un objet complètement distinct ».

Un jugement plus récent du tribunal de Châlons-sur-Marne (1), dispose que le droit d'intervenir dans une instance appartient non seulement aux possesseurs d'un droit actuel, mais aux tiers qui justifient d'un droit éventuel, et la crainte seule du préjugé qui pourrait résulter de la solution donnée à la demande principale, est un motif suffisant pour intervenir.

Nous croyons devoir citer ici un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 16 août 1870 (2) qui indique bien la tendance des tribunaux à admettre comme suffisant l'intérêt indirect même dans des cas où la demande en intervention n'a, avec la demande principale, que des rapports tout à fait éloignés. Il s'agissait d'un habitant d'une commune qui formait une demande principale, tant en son nom personnel pour réclamer un droit de passage sur un fonds, à raison de l'enclave de son terrain, qu'au nom de la commune dans l'intérêt de laquelle il avait été autorisé à revendiquer le même fonds. La Cour a reconnu qualité à un autre habitant pour intervenir dans l'instance, afin de réclamer également une servitude de passage résultant de l'enclave de son propre immeuble. Or, il importe de remarquer que la demande de la partie principale et celle de l'intervenant avaient un objet tout à fait distinct : le premier réclamait un droit de passage à raison de l'état d'enclave de son propre fonds ; l'intervenant, au contraire, réclamait une

(1) S., 1902, 2, 149.

(2) D., 71, 2, 233; — et note.

servitude de passage à raison de l'état d'enclave de son propre fonds et de la reconnaissance formelle du défendeur; de telle sorte qu'il semble que le rejet de la demande principale ne pouvait avoir aucune influence sur le sort des prétentions de l'intervenant.

Il existait dans cette affaire, d'après Dalloz (1), bien plutôt des ressemblances dans les faits et les prétentions respectives « des parties, qu'une identité dans la demande » et les éléments juridiques des deux litiges (2) ».

Nous admettrons donc, avec les auteurs et la jurisprudence, et cela dans la plus large mesure, l'intervention basée sur un intérêt réel direct ou indirect, pourvu qu'il soit sérieux, car il va sans dire que les tribunaux devraient repousser toute intervention qui n'aurait d'autre but que de troubler les parties en cause. L'intervention doit avoir son utilité : c'est à ce seul titre qu'elle est admise, car tel est son but; mais, dès que cette utilité disparaît, elle doit être écartée. C'est ainsi que la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 22 janvier 1890 (3), a rejeté l'intervention qui n'avait d'autre motif que le désir de rendre service à une des parties en cause par une affirmation qui, du reste, n'éclairait pas directement l'affaire.

(1) D., v° *Intervention*.

(2) L'intérêt peut aussi être médiat ou immédiat : Le garant dans un procès à la suite duquel une action pourrait être exercée contre lui, aurait un intérêt médiat à intervenir; il y aurait intérêt immédiat au contraire si la caution intervenait dans un procès où son débiteur serait en cause.

Nous ne ferons aucune distinction entre ces deux caractères qui ne peuvent avoir aucune influence sur la recevabilité de l'intervention.

(3) Journ. Bordeaux, 90, 2, 37.

Il n'est pas, du reste, nécessaire que l'intérêt soit né et actuel, car l'intérêt peut être actuel bien que le droit soit éventuel. La Cour d'Orléans, dans un arrêt du 31 mars 1892 (1), a décidé que le fils aîné du titulaire d'un majorat peut intervenir dans une instance introduite par le père, afin d'empêcher les créanciers de saisir les biens constituant le majorat.

L'intérêt peut aussi n'être que conditionnel. L'acquéreur sous condition pourra intervenir ; en effet, en intervenant, il ne fait qu'accomplir un acte conservatoire, droit que lui accordent les principes généraux et l'art. 1180 Code civil, qui permet aux créanciers, avant que la condition soit accomplie, d'exercer tous les actes conservatoires de son droit.

La jurisprudence a toujours été en ce sens (2). C'est ainsi que la Cour de Bourges, dans un arrêt du 2 avril 1828 (3), a reconnu à des enfants qui ne sont appelés à toucher le prix d'une vente immobilière, faite par leurs père et mère, qu'après la mort de ces derniers, les père et mère s'étant réservé seulement les intérêts, qualité pour intervenir après le décès de la mère dans l'instance en résolution de cette vente, motivée sur le défaut de payement de ces mêmes intérêts.

A plus forte raison, l'intervention sera recevable lorsque le droit, tout en étant certain, n'est cependant pas exigible. La maxime « qui a terme, ne doit rien », n'est

(1) S., 1894, 2, 38.

(2) Lyon, 29 juillet 1891.— Loi 14 octobre 1891. — Cour de Cassation, 28 juin 1810. — Cour de Bruxelles, 15 juin 1822.

(3) D., v^o *Intervention*, p. 136.

pas ici un obstacle à une demande de cette nature. Les créanciers à terme ont, comme les créanciers conditionnels, le droit d'exercer toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires à la conservation de leurs créances. Du reste, en vertu de l'article 1185 C. civ., le terme ne suspend point l'engagement, mais en retarde seulement l'exécution.

b) INTÉRÊT MORAL.

A l'intérêt matériel réel ou pécuniaire qui ne peut s'appliquer qu'aux biens ou au patrimoine des personnes, nous opposons ici l'intérêt moral résultant d'atteintes graves portées à la considération, à la réputation, voire même à l'honneur.

Cet intérêt moral n'est susceptible d'aucune évaluation pécuniaire. Le discrédit jeté sur les personnes par des allégations mensongères est souvent, pour ne pas dire toujours, irréparable. La loi offre bien à la personne calomniée le moyen de poursuivre ses diffamateurs, mais les dommages-intérêts auxquels ces derniers seront condamnés ramèneront-ils à la victime la considération à laquelle elle avait droit? La publicité dans les débats, les insertions dans les journaux seront-elles suffisantes pour la réhabiliter en quelque sorte et effacer à tout jamais la diffamation? Nous ne le pensons pas et nous croyons que, dans certains cas, il est permis, grâce à l'intervention, d'atténuer, autant que possible, les effets néfastes d'allégations mensongères.

Si, dans le cours d'un procès, l'honneur d'un tiers peut être mis en jeu, si des doutes peuvent s'élever sur

son honnêteté ou sa moralité, et porter par là même atteinte à sa considération, pourquoi ne pas lui permettre d'intervenir dans ce même procès pour se défendre, pour réduire à néant les imputations dirigées contre lui, pour confondre l'imposteur, et s'éviter aussi les ennuis d'un nouveau procès qui n'effacerait qu'imparfaitement les traces de l'injure ressentie ?

Aussi, admettons-nous que l'intérêt moral, aussi bien que l'intérêt pécuniaire, est suffisant pour former une demande en intervention (1).

Nous examinerons, en trois paragraphes distincts, les hypothèses qui peuvent se produire en matière d'intérêt moral.

Première hypothèse. — Un tiers quelconque, tout à fait étranger au procès ou même l'avocat ou l'avoué de l'une des parties qui se prétendent injuriés et diffamés par des allégations contenues, soit dans les plaidoiries, soit dans des mémoires publiés par les parties et produits à l'audience, peuvent-ils intervenir pour en demander la suppression et réclamer des dommages-intérêts ?

Si nous nous reportons à l'article 23 de la loi du 17 mai 1819, relative aux délits commis par la voie de la presse ou par tout autre mode de publication, nous voyons que cet article fait une distinction suivant que la diffamation ou les injures résultent de faits inhérents ou de

(1) S., 70, 1, 385. — Arrêt de Cassation du 17 mai 1870, décidant que l'intérêt fondé sur les biens et les rapports de la famille et sur l'honneur du nom, est de nature à faire admettre l'intervention de la mère d'une personne qui a reconnu un enfant, alors même que cette reconnaissance était contestée.

faits étrangers à la cause. Dans le premier cas, les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux ne peuvent donner lieu à aucune action en diffamation ou injure. Les droits de la défense sont sacrés; les avocats ont non seulement le droit, mais aussi le devoir de faire connaître aux juges toutes les faces, tous les incidents qui peuvent faire triompher leur cause; s'il leur arrive, par hasard, dans la chaleur de la discussion, de s'écarter un peu de la vérité ou de produire, à l'appui de leurs dires, des mémoires injurieux contre leur adversaire, la faute en incombe le plus souvent aux renseignements qui leur ont été donnés ou aux écrits de leurs clients ou avoués; aussi, le troisième alinéa du même article dispose que les juges saisis de la cause peuvent faire des injonctions aux avocats ou officiers ministériels ou même les suspendre de leurs fonctions; mais, par respect pour les droits de la défense, la loi n'a pas voulu que les parties qui se prétendent injuriées puissent, de ce fait, réclamer des dommages-intérêts.

Si, au contraire, la diffamation résulte de faits étrangers à la cause, les injures pourront donner ouverture, soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsqu'elle aura été réservée par les tribunaux et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

De cet article il résulte bien nettement que les tiers, à raison des injures dont ils se plaignent, ne pourront exercer une action principale que si la diffamation est basée sur des faits étrangers à la cause; par conséquent puisque les tiers ne peuvent intenter une action principale, nous en concluons *a fortiori* qu'ils ne peuvent former une demande en intervention.

Aussi la Cour de Cassation (1) a-t-elle décidé que les tiers qui se prétendent injuriés ne peuvent pas être reçus à intervenir si les faits dont ils se plaignent étaient utiles à révéler dans l'intérêt de la cause car, en pareille circonstance, ils n'auraient pas le droit d'intenter une action séparée en réparation.

Mais demandons-nous maintenant si les tiers, lorsqu'il s'agit de faits étrangers à la cause, c'est-à-dire dans les cas où l'action civile séparée leur est permise, peuvent intervenir dans cette même cause où se sont produits les faits dont ils ont à se plaindre ?

M. Favard de Langlade, t. I, p. 119; et MM. Boncenne et Bourbeau, t. V, p. 123, refusaient le droit d'intervention. D'après eux, la décision rendue sur le fond ne peut causer aucun préjudice aux tiers diffamés qui auront toujours le droit de demander la réparation des injures dont ils se plaignent par la voie de l'action principale : leur intérêt à poursuivre réparation n'ayant aucun lien avec l'objet même du procès. Les partisans de cette théorie se basaient de plus sur l'art. 1036 C. proc. civ., qui, ne s'appliquant qu'aux parties litigantes, semble bien exclure l'intervention des tiers.

Quelques décisions judiciaires sont en ce sens : la Cour de Grenoble, dans un arrêt du 5 avril 1827, avait admis l'intervention d'un tiers, mais, l'année suivante, dans un arrêt du 9 août 1828, elle repoussait l'intervention par ce motif que n'étaient recevables que ceux qui avaient le droit de former tierce-opposition. Et le 28 janvier 1832, confirmant la théorie de son dernier arrêt,

(1) Arrêt du 23 nov. 1835, Dev., 36, 1, 314.

elle rejetait l'intervention d'experts, réclamant la suppression de mémoires injurieux, produits dans la cause qui avait donné lieu à leurs opérations (1).

La Cour de Rouen, dans un arrêt du 29 novembre 1808 (2), refusait l'intervention d'un tiers étranger au procès qui se prétendait diffamé, alors que dans un arrêt du 25 mars 1807 (3), elle avait admis celle d'un avocat de la cause qui formait une demande en réparation pour cause d'injure.

L'opinion de M. Favard de Langlade et celle de MM. Boncenne et Bourbeau, complètement abandonnée aujourd'hui, nous semble erronée; nous ne devons faire ici aucune distinction entre les avocats, avoués, officiers ministériels qui se prétendent injuriés d'une part, et les tiers étrangers au procès d'autre part. Pour tous les deux, il y a là un délit prétorial dont la connaissance appartient au tribunal devant lequel il a été commis. L'intérêt, s'il n'est pas absolument direct à la contestation, est suffisamment connexe : connexité parfaite entre l'objet de la demande et les conclusions des parties sur le fait des injures. L'intérêt naît de la cause elle-même; il y a un rapport étroit entre le procès au cours duquel s'est produite l'injure et la suppression de cette injure; lien identique à celui qui unit la cause à l'effet, et nul tribunal ne peut mieux discerner les faits que celui devant lequel il se sont passés; tout aussi bien que les avocats,

(1) S, 32, 6, 644. — D., 32, 2, 88.

(2) Avant la loi du 17 mai 1819, on ne distinguait pas si les faits injurieux dont se plaignaient les tiers étaient afférents ou étrangers à la cause.

(3) 12, 2, 208.

les tiers doivent trouver devant les tribunaux aide et protection.

C'est la théorie soutenue par Merlin, (Répertoire v^o *intervention*, I) : « Il est de principe que *continentia causæ* « *dividi non debet*, et que, par suite, la connexité qui « existe entre deux affaires est un motif suffisant pour « attribuer la connaissance de l'une au juge saisi de « l'autre. Or, rien de plus connexe que la cause dans la- « quelle il a été fait à un tiers des imputations outrageantes et la demande du tiers outragé en réparation « de ces injures ; il n'y a même pas de tribunal plus à « portée d'apprécier ces imputations et de juger si elles « excèdent ou non les bornes d'une légitime défense, que « celui devant lequel l'une des parties les a mises en « avant. C'est aussi l'opinion de la majorité des « auteurs (1) ».

A l'appui de cette théorie qui est aussi la nôtre, on peut invoquer l'art. 377 du Code pénal, aujourd'hui abrogé, et aussi l'art. 1036 du Code de procédure qui autorise les juges dans les causes dont ils sont saisis à prononcer, même d'office, la suppression des écrits calomnieux, et à ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements ; comment en effet leur méconnaître les mêmes droits lorsque les parties attaquées leur font une demande semblable ?

A côté de ces considérations juridiques, il nous est facile d'invoquer des considérations de bon sens et d'équité : l'intervention, créée dans le but d'éviter la

(1) Boitard, tome II, p. 11. — Carré et Chauveau, n^o 1270 ; — Garsonnet, *Traité de procédure*.

multiplicité des procès, aura l'avantage de faire trancher d'un même coup par les juges, et la question de fond, et la question incidente sur la suppression des mémoires, le tout sera terminé par un seul et même jugement ; la réparation du mal sera plus prompte et plus efficace. L'intervention évitera de nouveaux frais et empêchera de rendre plus publiques des atteintes portées à la considération et à l'honneur. N'est-il pas juste aussi que le tribunal devant lequel s'est produite la diffamation soit celui qui la réprime ? Quel autre tribunal pourrait juger plus sainement et en meilleure connaissance de cause ? N'y a-t-il pas une très grande analogie dans ce cas avec celui où le diffamé par la voie de la presse exige une réplique dans le même journal, à la place même où a paru l'article incriminé ?

Enfin la jurisprudence est constante en la matière, et a toujours admis la recevabilité de l'intervention.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 7 novembre 1838 (1), admet l'intervention d'un avoué qui se prétend injurié par les mémoires de la partie adverse. Un arrêt de la Cour royale de Toulouse du 13 mars 1839, reçoit l'intervention d'un tiers (2). La Cour d'Amiens, dans un arrêt

(1) Devilleneuve, 38, 1, 875.

(2) Dans le même sens : Req. Décembre 1874, D., 75, 1, 225 ; — Rennes, 30 mai 1876, D., 77, 2, 51. — Cet arrêt accorde à la personne désignée dans une instance en séparation de corps, intentée par une femme contre son mari, comme complice de l'adultère, le droit d'intervenir pour obtenir le redressement des imputations diffamatoires dirigées contre elle, et la suppression des écrits la concernant. — Bien plus, cet arrêt accorde en outre à l'intervenant le droit d'assister à l'enquête pour la surveiller. — Dans le même sens, un arrêt de la Cour de Caen, du 15 juillet 1885, D., 88, 1, 465 ; — refusant toutefois l'autorisation d'assister aux enquêtes.

du 15 mars 1833, déclare recevable l'intervention d'un notaire injurié par un mémoire produit au cours de l'instance : « attendu que toute personne lésée dans son honneur et dans ses intérêts pécuniaires a le droit de se pourvoir à fin de réparation et de dommages-intérêts devant le tribunal saisi de la cause en laquelle les inculpations ont été dirigées contre elle ».

Invoquant ce dernier arrêt et pour les mêmes raisons que celles indiquées pour la suppression des mémoires injurieux, nous admettrons l'intervention pour obtenir les dommages-intérêts : faible compensation des diffamations qui se sont produites dans l'instance (1).

Deuxième hypothèse. — Au cours d'une instance, un acte authentique est argué de faux par l'une des parties : l'officier public qui a dressé cet acte pourra-t-il intervenir ?

L'intérêt moral se double ici d'un intérêt pécuniaire : le notaire, par exemple, qui a dressé l'acte a un intérêt moral de l'ordre le plus élevé à soutenir que l'acte dont on demande la nullité a été passé dans les formes prescrites, et qu'il n'a pas dépassé les limites de ses fonctions. Il lui importe en effet, au plus haut point, qu'aucun soupçon ne puisse s'élever sur son honorabilité professionnelle. Les raisons que nous avons invoquées dans l'hypothèse précédente doivent s'appliquer ici : les mêmes liens, les mêmes rapports de cause à effet existent pareillement. MM. Boncenne et Bourbeau, qui dans l'hypothèse précédente n'admettaient pas l'intervention, sont parti-

(1) Dans le même sens : Cassation, 22 nov. 1809, S., 10, 1, 88.

sans ici de sa recevabilité, parce qu'il peut y avoir pour l'officier ministériel un intérêt pécuniaire; sans doute, cet intérêt pécuniaire existe, car, de cette allégation mensongère pourra résulter pour le notaire, soit une condamnation à des dommages-intérêts, soit une action en garantie ou en responsabilité, soit des poursuites devant le conseil de discipline, soit enfin, dans certains cas, une poursuite et une condamnation pénales, intentée par le ministère public (art. 53, loi du 25 ventôse an XI); mais, à notre avis, l'intérêt d'honneur est suffisant pour autoriser une demande en intervention, au point que nous accorderions sa recevabilité, même s'il n'existait pour lui aucun intérêt pécuniaire; « attendu, dit la Cour de Nîmes, dans un arrêt du 11 juillet 1827, qu'il y a intérêt pécuniaire et aussi intérêt d'honneur; que celui-ci est même d'un ordre supérieur, surtout pour un officier public; que les prétentions des parties blessent l'honneur dudit notaire, portent atteinte à sa considération, tendent à lui enlever la confiance dont il a le droit de jouir, et l'exposent à des peines (1) ».

Nous renvoyons au chapitre suivant notre *dernière hypothèse* qui a trait à l'intervention des conseils de discipline des avocats, avoués... dans une instance, où se trouve engagé un de leurs membres.

Nous avons essayé de démontrer que l'intérêt moral a la même valeur que l'intérêt pécuniaire, et qu'il est, au même titre, suffisant pour motiver une intervention. Bien que ce soit plus discutable, nous admettrons qu'un

(1) Dans le même sens : Même Cour, 6 mars 1822. — Cour de Grenoble, 17 janvier 1867. — Cassation, 24 juillet 1840.

intérêt d'affection pour une personne décédée, alors même qu'il n'existerait aucun intérêt pécuniaire ou moral, doit faire recevoir l'intervention d'un membre de la famille qui aurait de justes raisons de croire que, dans cette instance, il sera porté atteinte à la réputation privée de cette personne (2).

Enfin, d'après M. Garsonnet, p. 676, les demandes de l'intervenant ne peuvent jamais être écartées sous prétexte d'opposition entre son intérêt moral et son intérêt pécuniaire : c'est ainsi que des collatéraux de la ligne paternelle ont été admis à intervenir dans un procès en réclamation d'état, intenté par un enfant, contre des collatéraux de la ligne maternelle, bien qu'en fait, les intervenants eussent un intérêt moral à soutenir les prétentions de l'enfant, et un intérêt pécuniaire à les combattre (Rouen, 14 mars 1877, D., 77, 2, 193).

B. — Qualité.

Pour avoir le droit d'intervenir, il faut avoir qualité, c'est-à-dire avoir la faculté légale d'agir en justice.

Le droit d'intervention sera, en général, accordé à toute personne qui aurait qualité pour agir elle-même, pour ester en justice, puisque l'intervention n'est autre chose qu'une demande en justice, et nous en concluons que les règles du droit commun pour la qualité exigée afin de pouvoir intenter une action, doivent être appliquées au cas qui nous occupe.

(1) Jugement du Tribunal de la Seine du 8 août 1849 : affaire B. Constant et M^{me} Récamier,

Avant d'examiner les différentes qualités en vertu desquelles il est possible d'intervenir, demandons-nous si deux qualités se trouvant réunies sur la même personne, celle-ci peut, à son gré, baser sa demande en intervention sur l'une ou l'autre de ces qualités, et au cas où elle échouerait dans sa première tentative, demander à nouveau à être admise dans l'instance en se basant sur son autre titre d'intervention? La partie qui forme intervention a sans doute l'option entre les deux titres en vertu desquels elle peut intervenir dans une instance; c'est à elle à choisir celui qui lui conviendra le mieux et qui a le plus de chances de réussir; et si la première tentative a échoué, elle pourra former une seconde intervention à un autre titre, pourvu, bien entendu, que cette intervention satisfasse aux conditions de recevabilité. Mais la question serait plus délicate, si une partie dans un procès demandait à intervenir dans cette même instance à une autre qualité; deux arrêts de Cassation, l'un du 14 février 1816 et l'autre du 13 février 1827, n'autorisent pas celui qui est déjà partie dans une instance à y intervenir en une autre qualité; ces deux arrêts semblent, à notre avis, méconnaître les principes du droit relatifs à l'autorité de la chose jugée. Aussi un arrêt de Cassation du 21 mai 1855 (1), autorise-t-il une partie principale à intervenir dans cette même instance, à une autre qualité : « celui qui, étant à la fois créancier ayant
« une créance pour gage et cessionnaire de cette créance,
« et qui d'abord n'a introduit une instance contre le
« débiteur qu'en qualité de créancier gagiste, peut

(1) S., 56, 1, 45.

« ensuite intervenir dans la même instance comme
« cessionnaire au nom du cédant qui n'a pas été mis en
« cause ; la faculté qu'il aurait eue de se borner à prendre
« des conclusions nouvelles en qualité de cessionnaire,
« et en ajoutant à sa demande première, ne nuit pas au
« droit qu'il a de procéder par voie d'intervention. »

« Ont seuls qualité, nous dit M. Garsonnet, I, § 119, le
« propriétaire du droit litigieux, son mandataire légal
« ou conventionnel, ses créanciers, et très exceptionnel-
« lement le contribuable qui exerce l'action de sa com-
« mune. »

La qualité ne sera donc pas identique pour tous ceux
qui agiront en justice ; elle résultera de causes différentes
semblables à celles des obligations, et que nous pouvons
faire provenir soit de la loi, soit des contrats ou quasi-
contrats, soit des délits ou quasi-délits.

a) INTERVENTION EN VERTU DE LA LOI.

La qualité résultera de la loi lorsque l'intervenant
puisera son titre dans un texte formel de la loi. Quelles
sont donc les personnes qui trouvent dans la loi le titre
en vertu duquel elles pourraient intervenir ? En premier
lieu, nous trouvons certaines personnes désignées par la
loi pour représenter en justice toute une classe d'incapables
aux intérêts desquels elles doivent veiller ; ce
sont le tuteur pour le mineur et l'interdit ; le mari
pour la femme dotale quand il s'agira de sa dot, le syndic
pour le failli, le représentant du contumax, le maire
pour la commune, etc...

Tuteurs. — Nous ne ferons ici aucune distinction entre la tutelle des mineurs et celle de l'interdit judiciaire ou légal, les mêmes règles devant s'appliquer à l'un et à l'autre.

C'est de la loi que le tuteur tire sa qualité pour représenter le mineur dans tous les actes de sa vie civile. L'intervention étant une demande en justice, il faut, pour pouvoir intervenir, avoir les mêmes droits que pour intenter une action principale ; dans tous les cas où le tuteur pourrait former une demande principale, il pourra intervenir. Sera donc recevable son intervention relative aux droits mobiliers du mineur ; mais comme l'autorisation du conseil de famille lui est nécessaire pour intenter une action immobilière, il lui faudra une autorisation pour intervenir en pareille matière.

N'y aurait-il pas lieu cependant de faire une exception à cette nécessité d'autorisation du conseil de famille, au cas de l'article 465 C. civ. ? Cet article oblige le tuteur qui veut provoquer un partage à se munir d'une autorisation, à moins que ce ne soit pour répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur. Le tuteur pourra-t-il sans autorisation intervenir en pareil cas ? Nous pensons que la règle édictée par la loi doit être écartée au cas d'intervention, car ce qu'a voulu le législateur, c'est empêcher le tuteur de provoquer un partage sans autorisation, alors que son intervention dans un partage commencé n'aura d'autre but que de sauvegarder les intérêts du mineur.

Lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux du tuteur, le subrogé-tuteur est chargé par la loi de représenter les incapables de façon à garantir

leurs intérêts : il va sans dire que, dans ce cas, le subrogé-tuteur remplaçant le tuteur et devant agir à sa place, aura le droit de former une intervention. Un arrêt de la Cour de Colmar, du 2 août 1817, a déclaré que dans ce cas le subrogé-tuteur avait qualité pour intervenir.

En serait-il de même dans le cas où le mineur étant représenté dans une instance par son tuteur, le subrogé-tuteur demanderait à intervenir dans cette même instance pour sauvegarder davantage les intérêts du mineur, s'ils venaient à être compromis ? La Cour de Paris, dans un arrêt du 15 avril 1820, avait refusé cette intervention au subrogé-tuteur pour défaut de qualité. La Cour de Grenoble, par un arrêt du 12 février 1835, lui reconnaissait, au contraire, le droit d'intervenir. La doctrine (1) cependant, semble se rallier à l'arrêt de la Cour de Paris ; elle invoque, à l'appui de ses dires, que le subrogé-tuteur ne peut agir que dans les cas spécialement déterminés par la loi, et que sa mission est plutôt une mission de surveillance que de gestion.

Le Mari. — Le mari étant le chef de la communauté, nous devons lui reconnaître en principe le droit d'intervenir dans les instances où les intérêts de la communauté sont engagés.

Si les époux ont adopté le régime de la communauté, le mari pourra intervenir dans toutes les instances ayant trait aux biens tombés dans la communauté. Quant aux biens restés propres à la femme, comme il

(1) Aubry et Rau, I, p. 478. — Laurent, V, § 104. — Demolombe, VII, n° 373.

n'a, par rapport à ces biens, que des actions possessoires il ne pourra intervenir que dans ces instances.

Si les époux ont adopté le régime dotal, comme le mari a seul le droit d'intenter ces actions par rapport aux biens dotaux, lui seul pourra intervenir.

Syndics. — En vertu de l'article 443 C. com., en matière de faillite, toute action mobilière ou immobilière relative au patrimoine du failli ne pourra être suivie ou intentée que contre les syndics.

Ils pourront donc intervenir dans les procès où les intérêts de celui qu'ils représentent seront en jeu.

Il en serait de même des liquidateurs judiciaires.

Représentant de contumax. — Le législateur qui a retiré au contumax le droit d'ester en justice comme demandeur a chargé l'administration des Domaines de veiller à son patrimoine. Elle aura donc qualité pour intervenir en son nom toutes les fois que ses intérêts seront engagés.

Ministère public. — Le ministère public aura-t-il qualité pour intervenir dans un procès déjà pendant? Il nous faut ici faire une distinction basée sur la façon dont s'exerceront ses attributions.

Si le ministère public agit par voie d'action principale, c'est-à-dire s'il saisit directement les juges, il va sans dire qu'il ne pourra intervenir, car il est partie principale et nous avons vu qu'une partie principale ne peut intervenir dans le même procès en la même qualité. Lorsque le ministère public dirige, par exemple,

une action civile contre les héritiers d'un officier de l'état civil qui a falsifié ou distrait un acte de mariage, son intervention dans l'instance ne peut être recevable (art. 200). Il en serait de même dans un jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 14, loi du 3 mai 1841).

Il est deux cas cependant où le ministère public est chargé par la loi de représenter certaines personnes déterminées. L'absent ou le présumé absent au cas de l'art. 116 C. civ. et la femme mariée au cas de l'art. 2145 C. civ. dans une demande formée par le mari en réduction de l'hypothèque légale. Il semble que dans ces deux cas le ministère public ne puisse intervenir, car il agira avec le caractère de demandeur ou de défendeur principal.

Toutefois comme l'art. 114 du Code civil charge le ministère public de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes, nous devons ici faire une exception : l'assimilant en quelque sorte à un tuteur désigné par la loi pour sauvegarder les intérêts de l'absent, nous appliquerons ce que nous avons dit du tuteur pour l'incapable, et nous lui reconnaitrons le droit d'intervenir.

Si le ministère public, au contraire, agit par voie de réquisition, il dépose des conclusions et donne son avis sur la façon dont le procès doit être tranché. « On dit
« alors, dit M. Garsonnet, I, p. 79, qu'il est partie jointe
« pour montrer qu'il n'est ni demandeur ni défendeur,
« et qu'il ne se mêle à l'instance que pour donner son
« avis sur la solution qu'elle comporte. »

Pourra-t-il intervenir ? Nous pensons que son inter-

vention ne serait pas recevable parce que le résultat du procès sera d'ordre tout à fait privé; on ne comprendrait pas, en effet, son intervention sur une question de nullité de contrat, ou de révocation de donation.

Héritiers. — La condition nécessaire à l'héritier pour intervenir sera d'avoir le titre d'héritier. Dès qu'il pourra se prévaloir de ce titre, il aura qualité pour former une intervention.

Celui qui a renoncé à une succession n'a plus le titre d'héritier, car la renonciation qu'il a faite le rend étranger à la succession. L'héritier apparent, bien que n'étant pas un véritable héritier, pourra intervenir tant que l'héritier véritable ne se sera pas fait connaître; car la loi le reconnaît pour tel jusqu'à ce moment. Les modifications au titre d'héritier ne changent rien au droit d'intervention; peu importe que l'héritier soit *ab intestat*, ou qu'il ait accepté purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire, qu'il soit réservataire ou non; il a toujours le titre d'héritier, et peut intervenir.

Les exécuteurs testamentaires et les légataires universels, à titre universel ou particulier, pourront intervenir dans toutes les instances où leurs intérêts seront en jeu.

Remarquons que si le titre consiste dans une prescription, le tiers intervenant puisera aussi sa qualité dans la loi.

Corporations. — Une question fort délicate et longtemps controversée est celle de savoir si les compagnies d'officiers ministériels (conseils de discipline pour l'ordre des

avocats, chambres des notaires, avoués, huissiers....) peuvent intervenir dans une instance où se trouve engagé un de leurs membres.

Si l'intervention des corporations en pareille matière est recevable, ce sera bien aussi dans la loi, c'est-à-dire dans les divers textes législatifs (arrêté consulaire du 13 frimaire an IX, art. 7; constitution de ventôse an XI, art. 2, et décret du 14 juin 1813, art. 70) qui ont organisé et réglementé leurs attributions qu'elles trouveront qualité pour intervenir.

La question peut se poser ainsi : les chambres de discipline des avocats et des officiers ministériels représentées par leur bâtonnier, leur président ou leur syndic, peuvent-elles intervenir dans un procès soutenu par un de leurs membres à l'effet de lui venir en aide, et d'obtenir la reconnaissance du droit qui lui est contesté ou qu'il réclame ? Par exemple, droit pour un notaire, un avoué, un huissier à un émolument déterminé et fixé par le tarif; droit de plaider pour un avoué licencié en droit; droit pour un notaire de procéder à une vente mobilière à l'exclusion d'un commissaire-priseur ?

Certains auteurs, au nombre desquels Boncenne et Bourbeau (1), enseignaient la négative. Tout en reconnaissant que l'intervention des corporations ne peut avoir pour but de faire déclarer commun à tous les membres de la compagnie le droit contesté, et que ce qui a été jugé vis-à-vis de l'un d'entre eux le sera désormais à l'égard de tous, ce qui serait contraire à l'autorité de la

(1) *Théorie de la procédure*, I, 123.

chose jugée, qui ne permet qu'à ceux qui ont été parties à un jugement d'invoquer ou de se voir opposer ce jugement, et en opposition avec l'article 5 du Code Civil qui défend aux juges de se prononcer par voie de dispositions générales et réglementaires : les partisans de la négative, se basant sur le manque d'intérêt que ces corporations trouveraient dans leur intervention, ne leur accordaient pas le droit d'intervenir.

Les corporations, disaient-ils, ne pourront invoquer la décision qui a été rendue que comme un précédent favorable pour les causes qui peuvent se produire ultérieurement. Il n'y a donc pas là un intérêt suffisant : ce n'est même pas un intérêt éventuel puisque le même cas peut ne jamais se produire, et s'il devait se produire à nouveau et absolument dans les mêmes conditions, on ne comprendrait pas encore l'utilité de l'intervention.

Il y a là un intérêt absolument privé qui se trouve en jeu : seule, la partie au procès souffrira ou bénéficiera du résultat, pourquoi permettre alors à la corporation d'intervenir ? De plus, il n'y aura chose jugée qu'entre les deux adversaires, en sorte que, malgré le jugement rendu, chacun des membres de la corporation pourra, si l'occasion se présente, se prévaloir du même droit et réclamer la même prérogative. Le confrère lui-même qui a succombé ne perd pas ses droits pour intenter à l'avenir pour un fait identique un procès semblable à un autre client. On a objecté que les corporations pourraient par leur présence apporter au plaideur un soutien moral, et le secours de leurs lumières : il est bien difficile de supposer que celui qui est partie principale à l'instance et qui se trouve personnellement intéressé au succès de son

procès ne s'entoure de toutes les garanties suffisantes pour faire triompher sa cause.

L'intervention, en pareil cas, n'aurait d'autre effet que de retarder la marche du procès et d'augmenter les frais.

Au début, la jurisprudence paraît s'être formée en ce sens : c'est ainsi qu'un arrêt du 2 août 1825 (1) a décidé que la Chambre des avoués n'a pas qualité pour intervenir dans un débat où l'on conteste à l'un d'eux le droit de plaider certaines causes : « attendu que son intervention ne saurait être accueillie principalement à cause de son inutilité, puisque les dispositions de l'arrêt à l'occasion duquel ils demandent à être reçus parties intervenantes, ne pouvant leur être déclarées communes, ne seront jamais applicables qu'à l'affaire sur laquelle le litige est engagé ».

Un arrêt du 9 février 1833 (2) décidant que les syndics des Chambres de discipline des avoués et des huissiers ne sont pas recevables à intervenir au nom de la corporation dans la contestation entre un avoué et un huissier, au sujet du droit d'émoluments de copies de pièces préparées dans l'étude de l'avoué et signifiées par l'huissier (3).

Cette théorie est presque complètement abandonnée aujourd'hui : sans doute il est difficile de trouver pour les corporations un intérêt pécuniaire suffisant pour leur accorder le droit d'intervention ; mais encore cet intérêt pécuniaire peut-il exister ? Refuser aux corporations le

(1) D. A., v^o *Intervention*, n^o 53.

(2) S., 33, 2, 119.

(3) Dans le même sens : Toulouse, 22 mars 1845, D., 45, 2, 157. — Nancy, 25 juillet 1833 ; Limoges, 7 décembre 1843.

droit d'intervenir dans un procès où un de leurs confrères, par exemple, soutient un droit intéressant tous les membres de la corporation, c'est créer un précédent portant préjudice à tous et les mettre dans l'impossibilité d'exercer un droit dont ils avaient auparavant la pleine jouissance; mais, en dehors de cet intérêt pécuniaire, il peut y avoir un intérêt moral suffisant pour autoriser l'intervention.

MM. Bioche, Chauveau, Billequin, Boitard, Colmet d'Aage et Rodière sont en ce sens; et Dalloz qui, dans son répertoire, s'était rallié à la première opinion, adopte l'affirmative dans son supplément. Les membres d'une même corporation, dit-on, sont tous unis par les liens de la solidarité la plus étroite, et la corporation elle-même est intéressée au plus haut point à ce qu'il ne soit pas jugé contre l'un de ses membres qu'il a usurpé un droit que ne lui accordait pas l'exercice de ses fonctions.

Ce serait jeter le discrédit sur le collège tout entier et chacun de ses membres à l'intérêt le plus légitime à ce que la compagnie ne soit pas atteinte.

L'objection de la théorie adverse relative aux frais ne se comprend guère, puisque le plus souvent les frais de l'intervention resteront à la charge de la Chambre de discipline.

Mais, dira-t-on, si vous reconnaissez aux corporations le droit d'intervenir dans un procès où se trouve engagé un de leurs membres, ce même droit doit être accordé à d'autres personnes, aux industriels, aux commerçants, par exemple, chaque fois que les intérêts du commerce ou de l'industrie se trouveront engagés dans un procès où serait partie un industriel, ou un commerçant.

L'objection ne nous paraît pas fondée : les corporations d'avocats, de notaires, d'avoués, exercent un monopole qui leur a été conféré par les lois organiques : seuls, les membres de ces collèges peuvent exercer les prérogatives attachées à leurs charges; aussi des Chambres de discipline ont-elles été créées pour veiller au maintien et à la stricte observation des règles de la compagnie.

L'article 12 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 pour l'ordre des avocats énumère les attributions du Conseil de discipline. Ces attributions consistent : 1^o à prononcer sur les difficultés relatives à l'inscription sur le tableau; 2^o à exercer la surveillance que l'honneur et les intérêts de l'ordre rendent nécessaire; 3^o à appliquer, lorsqu'il y a lieu, les mesures de discipline autorisées par les règlements.

Or, rien de semblable n'existe pour les commerçants et les industriels qui n'ont point de Chambres de discipline (1). La faute de l'un d'entre eux ne rejaillira pas sur les autres; on ne conçoit même pas l'intérêt que pourrait leur procurer leur intervention: c'est aux Chambres de commerce, par exemple, à prendre l'initiative de mesures utiles au développement du commerce, et non pas à s'immiscer dans des débats où les intérêts privés d'un commerçant sont compromis.

La jurisprudence la plus récente penche en ce sens :

(1) Peut-on comparer les syndicats professionnels aux corporations d'avocats, notaires....? Bien que le rôle de ces syndicats soit de défendre les intérêts communs et collectifs en vue desquels ils ont été créés, nous pensons qu'ils ne pourraient intervenir, à ce titre, dans un procès entre patron et ouvrier : leur corporation n'étant pas soumise par la loi à un Conseil de discipline.

un arrêt de Cassation du 24 juillet 1870 (1) décide que les Chambres des huissiers et des notaires pourront intervenir dans les différends entre les membres de de celles-ci, et un arrêt de Paris, Req. 25 juillet 1870 (2), d'après lequel une corporation peut intervenir par le ministère de son représentant légal, dans un procès intéressant un de ses membres au profit duquel il s'agit de faire reconnaître un droit ou un émolument qu'on lui conteste (3).

Un arrêt du Conseil d'Etat du 5 mars 1886 (4) a cependant rejeté l'intervention d'un bâtonnier de l'ordre des avocats, en se fondant sur ce qu'il n'était pas porté atteinte aux prérogatives de l'ordre des avocats dans ses attributions énumérées par l'article 17 de l'ordonnance du 20 novembre 1822.

Et nous adopterons avec toutes ses conséquences l'opinion de M. Garsonnet (II, 384, p. 681-683) qui admet l'intervention des corporations dans un procès où se trouve engagé un de leurs membres parce que : « L'intérêt pécuniaire des corporations se double ici d'un
« intérêt moral, à savoir un intérêt d'honneur ou de
« discipline. Soutenir que la prétention d'un confrère
« est fondée et qu'il n'a pas, en revendiquant ou en
« usurpant un droit qui ne lui appartient pas, compro-
« mis jusqu'à un certain point la dignité de sa corpo-

(1) S., 72, 1, 122.

(2) D., 72, 1, 25.

(3) Dans le même sens : Besançon, 28 juillet 1877, et Paris, 26 juillet 1894, *Gaz. du Palais*, 94, 2, 242.

(4) S., 87, 3, 55.

« ration, c'est agir en vertu de l'intérêt le plus légitime
« et le plus respectable. »

Interdiction. — Les articles 490 et 491 du Code civil n'accordent le droit de provoquer l'interdiction d'une personne atteinte d'imbécillité, de démence ou de fureur qu'aux parents de cette personne ou à son conjoint, et dans certains cas, au ministère public.

Ces différentes personnes pourront-elles intervenir dans la demande d'interdiction déjà engagée par l'une d'elles ? Les parents ou le conjoint ayant un intérêt quelconque à appuyer ou à faire rejeter la demande en interdiction pourront, sans aucun doute, intervenir ; car en première instance, dès qu'il existe un intérêt, la demande en intervention doit être admise.

Quant au ministère public, nous ferons comme précédemment une distinction : si la demande en interdiction est basée sur un état de fureur qui soit de nature à porter atteinte à la sécurité publique, le ministère public aura le droit d'intervenir, car il pourra, de cette façon, interjeter appel du jugement qui repousserait la demande d'interdiction. Mais au cas où cette demande serait basée sur une simple démence, le ministère public ne pourra pas intervenir, car ici, l'ordre public ne se trouve plus en jeu.

C'est aussi en vertu de la loi que les parents de l'un ou l'autre époux pourront intervenir dans une instance en divorce (ou en séparation de corps, croyons-nous) pour régler toutes les mesures relatives à la garde des enfants (article 240 C. civ., modifié par la loi du 18 avril 1886).

Leur intervention serait même recevable non seulement au cours de l'instance en divorce, mais encore lorsqu'il s'agit de modifier ou de rétracter les dispositions du jugement qui a statué sur la garde de l'enfant (1).

Il est encore plusieurs cas où la loi confère à certaines personnes déterminées une action directe contre le débiteur de leur débiteur.

L'art. 133 du Code de procédure civile donne à l'avoué qui a obtenu la distraction des dépens une action directe en paiement des dépens avancés par lui. Si la partie gagnante exerce contre la partie adverse une demande en paiement des dépens, l'avoué distractionnaire pourra intervenir et se faire attribuer ce qui lui est dû.

Au cas de l'article 1753 Code civil, dans une instance où le locataire principal réclame au sous-locataire le paiement des loyers, le bailleur pourra intervenir pour se faire attribuer les loyers dus par le locataire principal.

Egalement au cas de l'article 1994, 2^e alinéa, du Code civil où le mandant pourra intervenir contre la personne que le mandataire s'est substituée dans sa gestion, et de l'art. 1798 qui donne aux ouvriers employés par un entrepreneur une action directe contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur.

Enfin, auraient aussi qualité pour intervenir, toujours en vertu de la loi, les créanciers chirographaires

(1) Paris, 17 juillet 1886, S., 88, 2, 129.

d'un donateur d'immeubles qui opposeraient le défaut de transcription de la donation (art. 941 et 1070 C. civ.); les créanciers d'un commerçant failli qui, au nom de tous les créanciers inscrits, et dans l'intérêt commun de la masse, demanderaient la nullité des actes faits par leur débiteur, après la cessation de ses paiements, ou dans les dix jours qui l'ont précédée (1); et les créanciers d'une Société commerciale qui voudraient faire prononcer la nullité de cette société pour défaut de publication (art. 42, C. com. et art. 56 loi du 24 juillet 1867).

b) INTERVENTION EN VERTU D'UN CONTRAT.

La qualité résultera d'un contrat lorsque le tiers trouvera dans un contrat préexistant le titre même sur lequel il pourra baser sa demande en intervention; à défaut de ce contrat, n'ayant aucun intérêt à agir, il ne serait pas recevable par défaut de qualité.

Sous ce titre nous rangerons en premier lieu les créanciers qui puiseront le plus souvent leur qualité dans un contrat, puis nous passerons rapidement en revue, à titre d'exemples, quelques-uns des principaux contrats pouvant servir de titre à une demande en intervention.

1° Intervention des créanciers.

L'article 1166 C. civ. accorde aux créanciers le droit d'exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la

(1) V. Garsonnet, II, p. 678, notes 20 et 18 (art. 443, 446 et 448 Code de commerce).

personne, et l'article 1167 C. civ. décide qu'ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits. Si nous nous reportons de plus aux Travaux préparatoires du Titre des Obligations, nous trouvons dans l'exposé des motifs par Bigot-Préameneu : « Celui qui contracte des dettes « engage tous ses biens. Ce gage serait illusoire si, au « préjudice des créanciers, il négligeait d'exercer ses « droits. Ils doivent donc être admis à agir directe-
« ment. Leur intérêt et la crainte des fraudes établissent « leur qualité ».

De ces différents textes, semble bien résulter le droit pour tous les créanciers d'intervenir dans toutes les instances où figure leur débiteur, avec exception cependant quand il s'agira de droits exclusivement personnels.

Les créanciers pourront intervenir soit en exerçant les droits de leur débiteur (art. 1166), soit au contraire en agissant en leur nom personnel (art. 1167) pour attaquer des actes faits en fraude de leurs droits.

Quelques auteurs cependant, au nombre desquels M. Baudry-Lacantinerie, s'appuyant sur ces mêmes textes, ont refusé aux créanciers le droit d'intervenir ; l'art. 1166 n'aurait été créé que pour permettre au créancier d'agir au cas où le débiteur refuserait d'agir, ou mettrait à soutenir son procès une négligence telle qu'on aurait lieu de supposer de sa part une entente frauduleuse avec l'autre partie. Mais si le créancier n'avait à craindre aucune négligence de la part du débiteur défendant de son mieux ses intérêts, il n'y aurait pas lieu pour le créancier d'intervenir.

L'action basée sur l'article 1166 serait non pas une action principale, mais une simple action subsidiaire, refusant au créancier d'intervenir dans une instance où le débiteur serait déjà partie principale; sauf les exceptions indiquées par le dernier alinéa de l'art. 1167.

« Il va de soi, dit M. Baudry-Lacantinerie (1), qu'un
« créancier ne peut exercer une action du chef de son
« débiteur, qu'autant que celui-ci refuse ou tout au
« moins néglige de l'exercer; car on ne peut agir au nom
« d'une personne qu'autant qu'elle n'agit pas elle-même;
« d'ailleurs, l'action des créanciers n'a plus de raison
« d'être lorsque le débiteur agit. »

Un arrêt de Cassation, du 8 décembre 1825 (2), déclare les créanciers non recevables dans leur intervention, et ne pouvant être admis à faire valoir de leur chef des droits que leur débiteur défend lui-même; et un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 2 mai 1828, décide que l'art. 1166, sainement entendu, suppose le cas où « le débiteur
« n'exerce pas ses droits ou les exerce avec négligence, et
« fait donner lieu par sa conduite à des soupçons de
« fraude et de mauvaise foi; car autrement il en résul-
« terait que tous les créanciers, quelque nombreux qu'ils
« soient, pourraient intervenir dans toutes les affaires
« indistinctement, soit que le débiteur les soutînt avec
« loyauté et bonne foi, soit qu'il ne les défendît qu'avec
« négligence et collusion, ce qui donnerait lieu à des
« abus trop grands pour que la loi ait eu l'intention de
« les protéger. »

(1) N° 911. — *Précis de Droit Civil*, II, 5^e édit.

(2) D. P., 1826, I, 169.

Cette opinion, très peu répandue, est rejetée avec raison par Boitard et Colmet-d'Aage, Aubry et Rau (IV, p. 117), Demolombe (XXV, 96) et Garsonnet (II, 679), qui reconnaissent aux créanciers le droit d'intervenir : il ne s'agit pas en effet, pour un créancier, d'intenter une action principale basée sur l'article 1166 C. civ., mais bien d'intervenir dans un procès déjà engagé. Le créancier ne demande à intervenir dans l'instance où son débiteur joue le rôle de demandeur ou de défendeur que pour surveiller, contrôler ses agissements et éviter le préjudice qui résulterait du jugement ; l'autorité de la chose jugée peut avoir pour lui des effets irrémédiables et son intervention aura pour effet de les déjouer (1).

Nous admettons donc l'intervention des créanciers dans une instance où se trouve leur débiteur, dans la plus large mesure. Nous basant sur l'intérêt qui est la mesure des actions, nous leur reconnaitrons le droit d'intervenir non seulement lorsqu'ils auront à craindre une entente frauduleuse ou une négligence coupable de leur débiteur, mais encore lorsqu'ils jugeront utile de l'assister dans sa défense, ou nécessaire de surveiller leurs intérêts compromis.

Ce ne sera donc pas seulement sur les articles 1166 et 1167 C. civ., que nous nous baserons pour accorder le droit d'intervention aux créanciers, mais bien sur les principes généraux du droit dont les articles 618, 865,

(1) La jurisprudence la plus nombreuse est en ce sens : Cour de Bordeaux, 14 avril 1828 ; Cour de Cassation, 8 février 1837, D. A., v. *Tierce-Opposition*, n° 187, Cour de Poitiers, 10 novembre 1875, D. P., 76, 2, 179.

882, 1447 et 2225 C. civ., et 536 C. proc. civ. ne sont que des applications.

Tous ces articles, en effet, accordent aux créanciers le droit d'intervenir dans une instance où les intérêts de leur débiteur sont en jeu : l'article 618, qui autorise les créanciers de l'usufruitier à intervenir dans toutes les contestations pour la conservation de leurs droits ; l'article 865, aux termes duquel les créanciers hypothécaires peuvent intervenir dans un partage pour s'opposer à ce que le rapport en nature se fasse en fraude de leurs droits ; l'article 882, en vertu duquel les créanciers d'un copartageant peuvent s'opposer à ce qu'il soit procédé à un partage hors de leur présence ; l'article 1447, qui autorise les créanciers du mari à intervenir dans l'instance sur la demande en séparation de biens pour la contester ; l'article 2225, qui autorise les créanciers ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, à l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce ; l'art. 536 C. proc. civ. déclarant que les créanciers intervenants dans une reddition de compte n'auront tous ensemble qu'une seule communication tant du compte que des pièces justificatives par les mains du plus ancien des avoués qu'ils auront constitués ; et enfin l'art. 2092 du Code civil qui affecte à la sûreté des créanciers tous les biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir de leur débiteur. Nous reconnaitrons le droit d'intervention à tous les créanciers, qu'ils soient privilégiés ou hypothécaires, gagistes ou antichrésistes aussi bien qu'aux simples chirographaires.

Comme tous les créanciers chirographaires, les créanciers hypothécaires peuvent intervenir dans les procès

de leur débiteur, mais ils auraient aussi le droit d'intervenir à raison de leur sûreté, de leur hypothèque, soit par exemple dans un procès entre leur débiteur et le vendeur de l'immeuble qui a été affecté à la garantie de leur créance, soit même encore dans un règlement entre les autres créanciers hypothécaires relativement à leur rang. Dans tous ces cas, il y a un très grand intérêt pour le créancier hypothécaire à ce que la demande du vendeur n'entraîne pas la résolution de son droit d'hypothèque, ou à ce qu'il conserve son rang vis-à-vis des autres créanciers hypothécaires sur lesquels il a la priorité, et leur intervention devra nécessairement être admise.

Le créancier gagiste pourra intervenir dans tous les procès où seront en jeu les intérêts de son débiteur, cela ne fait aucun doute ; mais pourra-t-il intervenir dans l'instance relative à l'objet même de son gage ? Certains auteurs ne reconnaissent au créancier gagiste le droit d'intervenir que si un tiers revendique le bien donné en gage, en alléguant la perte ou le vol (art. 2279 et 2280 C. civ.), parce que, dans ce cas, son intervention dans l'instance lui permettrait d'obtenir du débiteur un nouveau gage en remplacement de celui qu'il va être obligé de restituer ; mais à ce cas seulement serait limitée l'intervention des créanciers gagistes, auxquels serait refusé le droit d'intervenir, s'ils se trouvaient toujours nantis de leur gage, car, sur ce gage, ils ont un droit de rétention opposable à tous. Nous n'admettons pas cette solution qui, selon nous, doit être étendue ; car, le créancier gagiste peut voir son gage diminuer de valeur ; il est de plus exposé à le perdre à la suite d'un vol par exemple,

et lui retirer le droit d'intervenir dans un procès relatif à son gage, c'est ne pas lui permettre de faire les diligences nécessaires pour la conservation de ses droits.

Il en serait de même enfin du créancier antichrésiste, qui pourrait intervenir dans tous les procès relatifs à l'immeuble que son débiteur lui a donné en antichrèse : par exemple si l'immeuble donné est revendiqué par un tiers contre le débiteur, parce que, dans ce cas, le créancier risquerait de perdre la jouissance de l'immeuble, et en même temps la sûreté attachée à sa créance (1).

L'intervention des créanciers admise, comme nous venons de le voir, dans la plus large mesure, trouvera cependant une exception indiquée par l'article 1166, *in fine*, C. civ., quand il s'agira des actions personnelles.

En conséquence, les créanciers n'auraient pas qualité pour intervenir dans un procès où leur débiteur réclamerait un droit exclusivement attaché à la personne : il en serait ainsi si un créancier demandait à intervenir dans une instance en divorce ou en séparation de corps ou dans une demande en nullité de mariage. Ces actions, suivant l'expression de Merlin (631, *Exercice des droits de succession, d'usage, d'habitation*), sont personnellissimes : elles sont tellement attachées à la personne que la personne seule peut les exercer et l'intervention des créanciers n'aurait pour but que de venir troubler des débats d'ordre tout à fait intime (2).

(1) En ce sens : jugement du tribunal de Bayeux, du 16 août 1816, et un arrêt confirmatif de Caen, du 30 août 1817, arrêt de cassation, du 20 mars 1825, D. A., v° *Obligation*, 3113.

(2) Trib. Nogent-le-Rotrou, 7 février 1890. Loi du 18 mars 1890.

Toutefois, Duranton (tome III, n° 160 ; tome X, n° 563) admet l'intervention des créanciers dans les actions mixtes, c'est-à-dire dans les actions ayant à la fois un intérêt moral et pécuniaire. D'après lui, les créanciers pourraient intervenir dans une action en désaveu de paternité dirigée contre leur débiteur si l'enfant possède un titre ; l'enfant ayant une possession d'état incontestable, les créanciers ne feraient alors qu'exercer leurs droits (art. 1166 et 788 C. civ. combinés), c'est-à-dire être autorisés par justice à accepter la succession de leur débiteur, jusqu'à concurrence de leurs créances. Duranton ajoute cependant que si l'enfant n'a ni possession ni titre, les créanciers ne pourraient plus alors intervenir, car ce serait un véritable procès en réclamation d'état auquel ne peuvent s'immiscer les créanciers (art. 1166 C. civ., *in fine*).

Cette opinion est complètement abandonnée aujourd'hui ; que ce soient des actions personnellissimes ou mixtes, les créanciers ne pourront jamais intervenir. L'intérêt de la société et de la morale doit l'emporter sur l'intérêt des tiers qui souvent n'apporteraient pas dans leurs recherches la réserve qu'y mettraient les membres de la famille.

Il a été jugé en ce sens, par un arrêt de Cassation du 6 juillet 1836 (1) que l'action qui tend à fixer l'état et la qualité d'un individu dans une famille, étant une action exclusivement attachée à la personne, le créancier de celui qui, défendant à une action en désaveu, réclame la qualité d'enfant légitime, est irrecevable à intervenir

(1) S., 36, 1, 633.

dans l'instance où s'agite cette question, alors d'ailleurs qu'il n'allègue aucun fait de collusion, entre les parties en cause, ayant pour but de préjudicier à ses droits.

Nous appliquerons la même solution à une demande en séparation de biens (1) et à une demande en révocation de donation pour cause d'ingratitude du donataire. La femme, en effet, et le donateur sont seuls juges d'apprécier les dilapidations du mari ou la gravité de l'injure, qui est absolument personnelle; la femme est libre de retirer sa demande en séparation et le donateur peut pardonner. On ne peut donc, en pareille matière, admettre l'intervention des créanciers de la femme ou du donateur, car ils s'attaqueraient à des droits exclusivement attachés à la personne. Tout au contraire, les créanciers du donataire et les créanciers du mari, intéressés à ce que le bien ne sorte pas du patrimoine de leur débiteur, seraient admis à intervenir dans l'instance pour veiller à la conservation de leurs droits.

2° Intervention en vertu d'un contrat nommé.

Nous ne pouvons passer ici en revue toutes les espèces de contrats et montrer pour chacun d'eux la possibilité de l'intervention; nous indiquerons, à titre d'exemples, quelques cas d'intervention dans lesquels l'intervenant puisera sa qualité dans le contrat lui-même. Il sera facile

(1) En cas de faillite ou de déconfiture du mari, la loi permet aux créanciers personnels de la femme d'exercer les droits de leur débitrice, jusqu'à concurrence du montant de leurs créances, art. 1446-2°, Code Civil.

ensuite d'étendre le principe à tous les cas semblables qui pourront se présenter et arriver ainsi à leur solution.

L'acquéreur pourra toujours intervenir dans les instances dirigées contre son auteur; il n'est en effet que le continuateur de sa personnalité juridique. La qualité pour intervenir suit le droit, en quelques mains qu'il passe : c'est ainsi que tout acquéreur pourra intervenir dans un débat pour faire valoir ses droits sur un objet dont deux personnes se disputent la propriété; il invoquera soit un titre de vente ou d'échange ou de donation....

Un arrêt de la Cour de Cassation du 28 novembre 1838, décide que l'acquéreur de l'immeuble dotal dont le contrat de mariage autorisait la vente à charge de remploi est fondé, dans le cas où le remploi n'a pas été effectué, à intervenir dans un ordre ouvert sur les biens du mari où la femme a produit, et à demander le maintien de la collocation de la femme, alors même que celle-ci s'en rapporte à la justice.

A l'acquéreur nous assimilerons le cessionnaire d'une créance qui n'est, en somme, qu'un acquéreur de droits incorporels. La Cour de Douai, dans un arrêt du 17 décembre 1813 (1), infirmant un jugement du 13 août 1813, a admis l'intervention d'un cessionnaire de créances bien qu'il n'ait pas rempli les formalités indiquées par les articles 1689 et 1690 C. civ.

Le *vendeur*, ou en termes plus généraux, le *garant*, pourra également intervenir dans tous les procès où seront parties ceux à qui il doit la garantie.

(1) D., Rép., v° *Intervention*, n° 57.

Le vendeur, par exemple, interviendra dans un procès où un tiers actionnerait l'acheteur en revendication de l'immeuble vendu ; le vendeur évidemment interviendrait aux débats parce qu'il est tenu à la garantie : ce n'est pas dans la garantie qu'il puisera sa qualité pour intervenir, mais bien dans le contrat de vente lui-même qui est son titre.

Il en serait de même dans tous les cas où vendeurs, bailleurs, donateurs, associés, pourraient se voir exposés à la garantie (art. 1243, 1707, 1727, 1845 et 2178 C. civ.).

Enfin, en vertu de l'article 1384, les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés : nul doute que, pour éviter la responsabilité à laquelle ils sont tenus, les patrons ne puissent intervenir dans les débats, pour assister de leurs conseils leur préposé, fournir tous les renseignements et éclaircissements nécessaires, et atténuer tout au moins les dommages-intérêts que leur imposera le jugement.

La *caution*, qu'elle soit légale, judiciaire ou conventionnelle, trouvera aussi dans le contrat de cautionnement un titre pour intervenir dans le procès entre le débiteur et le créancier. On reconnaîtra à la caution la faculté d'intervenir soit pour assister le débiteur et invoquer un moyen de défense qu'il négligerait d'employer, soit pour déjouer les calculs intéressés du débiteur et du créancier de mauvaise foi, soit dans les contestations sur l'existence ou la validité de l'obligation principale.

Nous ne ferions qu'une exception tirée de l'article 2012-2° C. civ., exception basée sur le manque d'intérêt que la caution trouverait à intervenir.

Le droit d'intervention devrait être également accordé au *mandant* comme garant des obligations de son *mandataire*, dans tous les cas où celui-ci serait actionné par un tiers.

Enfin le *locataire* trouverait aussi dans son contrat de bail qualité pour intervenir dans un procès relatif à la propriété de la chose louée entre le bailleur et un tiers ; ou dans une instance en responsabilité d'incendie intentée par le propriétaire contre un des colocataires. Dans tous ces cas il y a un intérêt sérieux et réel pour l'intervenant à se joindre à l'instance principale, et la faculté d'intervenir ne pourrait leur être refusée.

C) INTERVENTION EN VERTU D'UN QUASI-CONTRAT,
D'UN DÉLIT OU D'UN QUASI-DÉLIT.

Les quasi-contrats, les délits ou les quasi-délits peuvent aussi fournir un titre à l'intervenant. Qu'il nous suffise d'indiquer sommairement quelques exemples dans lesquels la partie intervenante trouvera sa qualité pour intervenir.

Quasi-contrats. — Supposons un gérant d'affaires vendant à un tiers un bien du dominus. Quelque temps après cette vente, le dominus intente contre ce tiers une action qui aura pour effet de le priver d'une partie du bien qu'il a acquis. Le gérant d'affaires aura certainement qualité pour intervenir dans l'instance et cela à un double point de vue : comme gérant d'affaires du dominus pour le compte duquel il a traité, et comme vendeur tenu à la garantie vis-à-vis du tiers acquéreur.

Délits. — Tout délit civil, c'est-à-dire tout fait illicite et dommageable accompli avec l'intention de nuire, pourra servir de cause à une demande en intervention : l'intervenant puisera son titre dans ce délit.

En matière de délit pénal, le fait étant porté devant la juridiction pénale, l'intervenant devra se porter partie civile.

Quasi-délits. — Nous pouvons supposer une action en dommages-intérêts intentée par la victime d'un accident occasionné par l'effondrement d'une maison. L'architecte, responsable pendant dix ans des vices de construction, pourra intervenir dans l'instance pour dégager sa responsabilité, en prouvant que la ruine du bâtiment provient d'un défaut d'entretien.

C. — Capacité.

La dernière condition nécessaire pour intervenir est la capacité : nous venons de voir dans la section précédente que la qualité est le titre en vertu duquel on agit en justice : la capacité, au contraire, est l'aptitude à exercer seul ce droit. Ces deux conditions ne se confondent nullement : on peut avoir qualité pour agir en justice et ne pas être capable d'exercer cette action, de même qu'inversement une personne capable peut n'avoir aucun titre pour exercer une action déterminée.

Intervenir, avons-nous dit, c'est ester en justice : aussi la loi, en établissant pour les actions principales la capacité comme règle générale, a-t-elle voulu préserver cer-

taines personnes déterminées contre les emballements de leur âge, de leur sexe, de leur condition, pouvant exposer leur patrimoine, en les déclarant incapables d'intenter une action en justice, ou en les soumettant à des conditions spéciales.

Nous appliquerons ici à l'intervention les règles de la capacité en matière d'action principale, c'est-à-dire que toute personne, à moins d'en avoir été déclarée formellement incapable, pourra intervenir dans une instance. La capacité est la règle; l'incapacité, l'exception.

L'incapacité est naturelle ou juridique.

Ceux qui sont atteints d'une incapacité naturelle, tels que l'enfant en bas âge, le sourd-muet, le fou, l'homme gravement malade, ne peuvent former aucune intervention. Le Code n'en parle pas, car il est évident qu'ils ne peuvent exercer aucune action : il suffirait de démontrer au tribunal leur incapacité de fait pour que leur intervention fût rejetée *de plano*.

L'incapacité juridique est de deux sortes :

1^o Les uns sont frappés d'une incapacité complète, ce sont le mineur non émancipé, l'interdit judiciaire ou légal, le contumax, les aliénés non interdits mais qui sont internés, la femme dotale, qui ne peuvent jamais ester en justice.

2^o Les autres sont frappés seulement d'une incapacité spéciale quant à certains actes ; leur action sera recevable s'ils sont assistés des personnes que la loi détermine pour des actes spécifiés ; ce sont le mineur émancipé pour ses actions immobilières avec l'assistance de son curateur ; le prodigue avec celle de son conseil judiciaire ; la femme mariée non dotale avec l'autorisation de son mari ; les

communes, les hôpitaux, en un mot les personnes morales avec l'autorisation du Conseil de préfecture.

Nous allons examiner successivement ces différentes sortes d'incapables et voir s'il n'y a pas lieu d'appliquer quelques modifications et dans quelles mesures aux règles générales de l'incapacité.

Comme appendice à ces deux catégories, nous étudierons l'intervention du failli dont l'incapacité est régie spécialement.

a) PREMIÈRE CATÉGORIE D'INCAPABLES.

Mineur non émancipé.

Le mineur non émancipé ne peut exercer aucune action en justice ; il est représenté dans les actes de sa vie civile par son tuteur, mandataire légal, qui trouve dans la loi sa qualité pour intenter toutes les actions mobilières ou immobilières du mineur et intervenir, s'il y a lieu, dans les instances où se trouvent engagés les biens du pupille.

Il est toutefois quelques actes que le mineur, même non émancipé, peut accomplir seul sans l'assistance de son tuteur : ce sont certains actes conservatoires de son patrimoine déterminés par l'article 2139 Code civil l'autorisant à requérir seul l'inscription de son hypothèque légale sur les biens de son tuteur, à défaut du subrogé-tuteur, ou du Procureur de la République, et par l'article 2194 qui lui donne le droit de requérir l'inscription de son hypothèque légale lorsqu'un bien du tuteur est vendu.

L'énumération de ces actes n'est pas limitative, croyons-nous, et dès qu'un acte aurait un caractère purement conservatoire, il pourrait l'accomplir seul. Mais où la question devient plus délicate, c'est lorsqu'il s'agit de savoir si le mineur pourrait intenter seul une action en justice pour la conservation de ses droits.

Les partisans de la négative opposent l'article 450 du Code civil, d'après lequel le tuteur représente seul le mineur dans tous les actes civils : en aucune circonstance, le Code n'accorde au mineur le droit d'ester en justice ; de plus, le tiers qui n'a pas contracté avec le mineur est recevable à lui opposer son incapacité. L'article 1125 C. civ. qui interdit d'opposer l'incapacité du mineur n'est applicable, en effet, qu'au cas où la partie a contracté avec le mineur lui-même ; enfin, l'art. 2247 dit explicitement qu'une assignation nulle par défaut de forme ne peut jamais interrompre la prescription. L'assignation, en effet, donnée à la requête du mineur est nulle, de nullité radicale et ne peut en aucun cas être validée.

Les partisans de l'affirmative, — et ils sont les plus nombreux — accordent au mineur le droit d'ester en justice ; M. Demolombe (VII, 809) (1), soutient que l'assignation en justice donnée par le mineur seul est suffisante pour interrompre une prescription, même en présence de l'article 2247, qui ne s'étend pas aux nullités provenant du défaut de capacité dans la personne qui agit.

L'article 2247 ; alinéa 1, ne vise, en effet, que l'assignation nulle pour vice de forme, la seule qui puisse rendre

(1) Troplong, *De la prescription*, II, 599.

non avenue l'interruption de la prescription. La nullité de l'assignation fondée sur l'incapacité ne tombe pas sous le coup de l'article 2247. Il ne viendrait à personne l'idée que l'assignation d'une femme mariée non autorisée ne pût interrompre la prescription.

De plus, d'après Aubry et Rau, le principe de l'incapacité du mineur ne s'oppose pas à ce qu'il passe personnellement, et sans le concours de son tuteur, tous actes ayant pour objet la conservation de ses droits, fût-il nécessaire, pour parvenir à ce but, d'introduire une action en justice.

Assimilerons-nous maintenant le droit pour le mineur d'agir seul en justice pour la conservation de ses droits et le droit d'intervention dans une instance? Nous ne trouvons dans la loi aucun texte qui puisse nous aider à résoudre la question : les termes des articles 2139 et 2194 ne sont pas suffisamment explicites; mais si nous nous reportons à l'esprit du législateur, quand furent édictés ces deux articles, nous voyons que son intention fut de ne pas faire supporter au mineur les conséquences de la négligence de son tuteur; par conséquent, si le tuteur agit en justice, le mineur ne pourra en aucun cas intervenir, puisqu'il sera représenté; au contraire, si le tuteur omet de représenter le mineur dans une instance où ses intérêts sont engagés, comme l'action du mineur est subsidiaire à celle du tuteur, le pupille pourra intervenir pour la conservation de ses droits parce qu'il peut, — comme autrefois en droit romain dans les contrats, — faire tous les actes qui rendent sa condition meilleure, et qu'en intervenant dans ces cas, il ne peut la rendre pire.

En ce sens un arrêt de la Cour de Bastia, du 31 août 1826 (1), disposant que s'il s'agit d'intérêts personnels et directs du mineur, par exemple si on doit le contraindre à cesser d'habiter avec sa mère pour venir habiter chez son nouveau tuteur, l'intervention en cause de sa part doit être admise, quoiqu'il ne soit assisté ni de son tuteur ni de son subrogé-tuteur.

Interdit judiciaire.

Si nous nous reportons à l'article 509 du Code civil nous voyons que l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens, et que les lois relatives à la tutelle des mineurs doivent s'appliquer à la tutelle des interdits ; nous devrions, en conséquence, appliquer à l'interdit judiciaire ce que nous venons de dire du mineur. Il n'en est rien. Le fondement de l'incapacité de l'interdit a pour cause une faiblesse d'esprit et une absence de raison ; l'interdit est un majeur qui se trouve dans un état habituel d'imbécillité ou de démence, auquel la loi, soucieuse de ses intérêts, accorde un tuteur pour la gestion de ses biens ; l'incapacité du mineur a, au contraire, pour fondement son âge et son inexpérience, et, si tout à l'heure nous accordions au mineur le droit d'intervenir à défaut de son tuteur, c'est parce qu'il pouvait rendre sa condition meilleure. L'interdit, au contraire, auquel manquent toute raison et toute volonté, doit être traité plus sévèrement. En aucun cas, il ne pourra introduire une action devant la

(1) D., 27, 2, 179.

justice. Ce droit lui est même méconnu pendant ses intervalles lucides (art. 489 C. civ.).

Quelques auteurs cependant, au nombre desquels MM. Demolombe, 678, Aubry et Rau, I, 126, p. 522, reconnaissent à l'interdit le droit d'exercer une seule action en justice: lorsqu'il s'agit de demander la mainlevée de son interdiction. Par argument de l'article 512 du Code civil, on admet généralement que les formalités prescrites pour la mainlevée de l'interdiction sont les mêmes que celles nécessitées pour y parvenir. L'interdit qui, en général, ne provoque pas lui-même son interdiction, puisqu'il ne s'est pas encore trouvé « de fou assez sage pour reconnaître sa folie » (1), n'aurait aucune qualité pour demander la mainlevée; les personnes ayant ce droit étant strictement déterminées par la loi.

Cependant la doctrine (2) est d'accord avec la jurisprudence pour autoriser l'interdit à demander lui-même la mainlevée de son interdiction, lorsque les causes qui l'ont déterminée ont cessé. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 8 mars 1822 (3) déclare qu'il serait absurde et barbare d'interdire aux malheureux les moyens de réclamer ce droit.

Si nous admettons l'action directe de l'interdit dans

(1) Laurent, *Principes de Droit civil*, t. II.

(2) Baudry-Lacantinerie qui dans sa troisième édition était hostile, parce qu'il y avait à craindre, en lui donnant le droit d'agir en mainlevée, qu'il n'abusât et que chaque jour ne vît sortir de ses mains une requête en mainlevée, s'est rallié dans sa 5^e édition, p. 724, n° 1183, à notre solution qui n'est pas très conforme aux principes, mais qui se trouve dictée par la nécessité.

(3) S., 22, 2, 205.

l'instance en mainlevée de l'interdiction, il nous faut, pour être logique avec nous-même, lui reconnaître la capacité d'intervenir dans une instance où ses parents, son conjoint... demanderaient cette mainlevée, bien qu'en fait, nous ne voyions aucune utilité pratique à sa demande en intervention, puisque la loi (argument, art. 512 C. civ.) décide qu'il doit être procédé, à peine de nullité, à un interrogatoire de l'interdit. Bien plus, son intervention nécessitera de nouveaux frais qu'il aurait été facile d'empêcher par la consignation au procès-verbal de ses observations.

Malgré cette considération pécuniaire, nous croyons devoir admettre son intervention comme conséquence logique de son droit d'ester en justice, tout en faisant remarquer qu'il ne s'est jamais trouvé, en pratique, une intervention semblable.

On s'est demandé si la représentation par le tuteur devait s'appliquer à tous les actes de l'interdit; si l'interdit, dans un intervalle lucide ne pourrait pas intervenir dans une instance où, représenté par son tuteur, quant aux biens, il aurait un intérêt moral à intervenir, en cas de diffamation par exemple, ou en cas d'une demande en séparation de biens formée par sa femme. En créant l'interdiction, le législateur a eu l'intention bien arrêtée de retirer à l'interdit le droit d'ester en justice, en décidant qu'il serait représenté par son tuteur dans tous les actes de sa vie civile. La loi n'a fait aucune distinction entre l'intérêt moral et l'intérêt pécuniaire, décidant par là qu'il est frappé d'une incapacité complète.

Interdit légal.

L'interdiction judiciaire est une mesure de protection ; l'interdiction légale est de plus une mesure pénale. La loi place l'interdit légal dans un état d'incapacité complète, elle lui enlève non seulement le droit d'administrer ses biens, mais même encore d'en disposer, sauf par testament, ne voulant pas qu'il pût, grâce à ses ressources, rendre moins dur son séjour en prison, ou faciliter son évasion.

C'est donc bien dans la loi que repose le fondement de son incapacité ; le tuteur chargé de représenter l'interdit légal exercera seul toutes les actions en justice : en aucun cas, ce dernier ne pourra ester en justice ; nous en concluons que son incapacité est complète, et qu'il ne pourra jamais et pour quelque cause que ce soit intervenir.

Contumax.

D'après l'article 465 du Code d'instruction criminelle, le contumax est déchu de l'exercice de ses droits de citoyen et privé de l'administration de ses biens mis sous séquestre et gérés par l'administration des domaines. Toute action en justice lui est interdite.

Les auteurs sont d'accord pour reconnaître que cette dernière interdiction ne s'applique qu'au cas où le contumax agit comme demandeur, et qu'il a pleine capacité pour défendre aux actions qui peuvent être intentées contre lui ; nous déciderons par conséquent qu'il ne

pourra jamais intervenir, puisqu'il ne peut en aucun cas former de demandes principales ou incidentes.

Aliénés non interdits.

C'est une question de fait de savoir si les aliénés non internés peuvent intervenir, car, de leur état d'esprit au moment où ils forment leur demande en intervention, dépend la solution de la question : conformément au droit commun, celui qui invoquerait l'existence de la démence devrait en faire la preuve. La question est vivement controversée au contraire, lorsqu'il s'agit d'aliénés non interdits, mais placés dans un établissement d'aliénés. MM. Aubry et Rau (I, 127 *bis*, p. 535) prétendent que le seul fait de l'internement est suffisant pour entraîner chez l'aliéné une incapacité absolue d'ester en justice, puisque l'article 33 de la loi du 30 juin 1838 dispose que le tribunal nommera un mandataire spécial pour l'aliéné qui serait engagé dans une contestation judiciaire ou contre lequel une action serait intentée postérieurement. L'aliéné serait incapable d'ester en justice soit en demandant, soit en défendant, et par là, en aucun cas, il n'aurait la capacité suffisante pour intervenir.

Nous ne croyons pas que la loi de 1838 ait voulu faire de l'aliéné placé dans un établissement, un incapable *a priori* ; c'est à dessein qu'elle n'a pas reproduit les règles de l'incapacité en matière d'interdiction. Les actes passés par le dément sont valables s'ils ont été faits lorsqu'il était dans un intervalle lucide. Pour faire annuler les actes passés par l'interné, il faudrait démontrer qu'il a

agi à un moment où il se trouvait dans un état de folie. Le mandataire *ad litem* de l'article 33 de cette loi n'est appelé que comme un auxiliaire de la justice susceptible de continuer les débats en cas d'urgence et à raison de l'état maladif de l'aliéné. Enfin, par argument *a contrario* de l'article 39 de la même loi, qui permet d'attaquer les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés pour cause de démence conformément à l'article 1304 du Code civil, il ressort bien que, pendant les intervalles lucides, l'aliéné a capacité pleine et entière.

Plusieurs arrêts de jurisprudence sont en ce sens (1).

Nous admettons donc que pendant ses intervalles lucides, l'aliéné aura la capacité d'intervenir dans toutes les instances où se trouveront engagés ses intérêts, soit que le procès ait lieu entre personnes étrangères, soit qu'il ait été commencé ou dirigé contre le mandataire *ad litem*, alors que l'interné se trouvait dans un état de démence.

Femme dotale.

Pour les biens dotaux, la femme est frappée d'une incapacité complète; en effet, d'après l'article 1549 C. civ., le mari a seul l'administration des biens dotaux pendant le mariage; seul, il a le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts et de recevoir le remboursement des capi-

(1) 25 janvier 1839, S., 39, 1, 802; 4 mai 1870, S., 72, 1, 192. Demolombe, VIII, n° 863.

taux. Le mari a donc seul le droit d'intenter une action en justice, puisque seul il est chargé de l'administration et de la conservation de la dot ; il a seul le droit d'exercer tant en demandant qu'en défendant les actions qui appartiennent à la femme, relativement à ses biens dotaux, même les actions immobilières pétitoires.

La femme est donc exclue de toute capacité, quant à ses biens ; elle ne pourra jamais intenter une action en justice, nous ne pouvons lui accorder le droit d'intervenir.

On s'est demandé cependant si la femme ne pourrait exercer une action en justice lorsque la négligence ou le refus du mari d'intenter une action mettrait la dot en péril. La question a été résolue depuis longtemps dans le sens de la négative ; la seule ressource pour la femme, dans ce cas, serait de demander la séparation de biens qui lui rendrait son droit d'administration sur ses biens, et par là même le droit d'intervention.

Il y a cependant trois exceptions à la règle que le mari dotal peut seul exercer les actions de sa femme. Nous croyons devoir les signaler ici et nous demander si dans ces cas la femme pourra intervenir.

La première résulte de l'article 818 Cod. civ. ainsi conçu : à l'égard des objets qui ne tombent pas en communauté, le mari ne peut en provoquer le partage sans le concours de sa femme ; il peut seulement, s'il a le droit de jouir de ces biens, demander un partage provisionnel. Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme. La question de savoir si l'article 818 s'applique au régime dotal a été longtemps discutée. Il

ne rentre pas dans l'étude de notre sujet d'examiner cette controverse dans laquelle MM. Delvincourt, II, p. 140, et Troplong, n° 3112 (1) soutenaient la négative, alors que M. Proudhon, *Usufruit*, III, 1245, et Baudry-Lacantinerie, III, n° 375, étaient partisans de l'affirmative.

Une deuxième exception résulte de l'article 2208, alinéa 2, Code civil, d'après lequel, en cas d'expropriation forcée des immeubles dotaux, les poursuites doivent être dirigées contre le mari et la femme.

Enfin, d'après les articles 13, 25 et 28 de la loi du 3 mai 1841, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble dotal, si la femme assistée de son mari n'accepte pas les offres de l'administration, l'instance en règlement de cette indemnité devra être dirigée à la fois contre le mari et la femme.

Dans ces trois cas, la femme pourra-t-elle intervenir?

Dans les deux dernières hypothèses, la femme sera toujours partie principale à l'instance, puisque l'instance, sera dirigée contre le mari et la femme, elle ne pourra donc en aucun cas former une demande en intervention.

Il peut en être aussi de même dans la première hypothèse, et nous tiendrions le même raisonnement, mais il peut se faire que le mari figure seul dans une demande comme défendeur ou comme demandeur, et que le partage ait alors le caractère d'un partage provisionnel ; l'intervention de la femme dans ce cas devra-t-elle être permise ? Nous croyons qu'à raison des avantages

(1) Un arrêt de la Cour d'Aix, du 9 janvier 1810, rapporté au D., v° *Contrat de Mariage*, n° 3326, vient à l'appui de cette opinion.

favorables que la présence de la femme apporterait dans les rapports des co-partageants (article 818, *in fine*), son intervention serait d'une grande utilité pour le partage définitif, et qu'elle devrait être admisé.

b) DEUXIÈME CATÉGORIE D'INCAPABLES.

L'étude de la capacité du mineur émancipé, du prodigue pourvu d'un conseil judiciaire, de la femme mariée non dotale et des personnes morales se distingue sensiblement des incapables de la catégorie précédente, qui, sauf les quelques restrictions dont nous avons parlé, ne peuvent jamais *stare in judicio*. C'est leur tuteur, le mari... qui doivent intenter l'action en justice ou y défendre. Les premiers, au contraire, ne sont frappés que d'une sorte de demi-incapacité ; ils agissent eux-mêmes personnellement, ils intendent directement l'action mais avec la surveillance et sous le contrôle des personnes déterminées par la loi : curateur, préfet... qui doivent les assister ou les autoriser.

Bien plus, pour quelques-uns d'entre eux, cette incapacité n'est relative qu'à certains droits spécifiés qu'ils ne peuvent accomplir qu'avec le secours de leur curateur, du conseil judiciaire ou du mari ; en dehors de ces cas, ils retombent sous la loi commune qui est la capacité pleine et entière, par conséquent, lorsqu'il s'agira de droits dont la loi ne leur a pas interdit la libre disposition, ces incapables pourront intenter une action principale, et par là même intervenir.

Mineur émancipé.

Le mineur émancipé peut-il intervenir? Nous ne pouvons mieux répondre à cette question qu'en examinant successivement les différents actes qu'il peut accomplir seul, et ceux pour lesquels l'assistance de son curateur est nécessaire, car, pour chacun de ces deux cas, notre solution doit varier.

Actes que le mineur émancipé peut accomplir seul. — L'émancipation — comme l'a dit Berlier — est une sorte de stage, et peut-être mieux de noviciat entre la minorité et la majorité. Il faut laisser à l'émancipé le droit d'accomplir les actes nécessaires à la gestion de son patrimoine, actes qui ne peuvent compromettre gravement ses intérêts. C'est ainsi que l'article 481 Code civ. lui accorde le droit de faire seul les actes de pure administration. Nous n'avons pas ici à faire l'énumération de ces actes, qu'on est convenu d'appeler actes conservatoires. Du reste, par argument de l'article 482, il faut décider que le mineur émancipé peut intenter toutes les actions mobilières. Dire en effet qu'il ne peut intenter une action immobilière, c'est lui accorder le droit d'exercer toutes les actions mobilières ; et s'il peut intenter seul une de ces actions, nous devons lui reconnaître le droit de former seul une demande en intervention. Par analogie, le mineur émancipé pourra intervenir seul dans les actions immobilières possessoires qui sont des actes de pure administration.

Actes pour lesquels l'assistance du curateur est nécessaire.

— D'après l'article 482 Code civ., le mineur émancipé ne peut intenter une action immobilière ni y défendre. Est-ce à dire que ces actions lui sont complètement interdites ? Non, il lui faudra requérir l'assistance de son curateur, et pour pouvoir intervenir, cette assistance lui sera indispensable.

On s'est demandé si le mineur émancipé, qui peut exercer seul toutes ses actions mobilières, pouvait aussi faire seul une demande en partage d'universalité exclusivement mobilière, et si l'assistance de son curateur ne lui était pas nécessaire aussi pour intervenir dans les demandes concernant des questions d'état : dans une question en désaveu, ou en réclamation de filiation légitime ou naturelle, par exemple.

La majorité des auteurs (1) estiment, malgré le silence de la loi, que ces demandes sont trop importantes et trop délicates pour être laissées à l'inexpérience d'un mineur émancipé ; aussi les assimilant aux actions immobilières, exige-t-on pour lui l'assistance de son curateur. Quelques auteurs (2) même allant plus loin, et se basant sur un rapprochement possible des articles 464 et 465 Code civ. pour le mineur non émancipé avec le cas qui nous occupe, obligent le curateur pour les demandes en partage d'universalité mobilière, à se munir de l'autorisation du conseil de famille. Nous croyons, au contraire, que les termes de l'article 840 Code civ. sont suffisamment explicites : « Les partages

(1) Aubry et Rau, I, 534 ; Demolombe, VIII, 312, 304.

(2) Proudhon, 2, 434.

faits soit par les tuteurs, avec l'autorisation du conseil de famille, soit par les mineurs émancipés assistés de leur curateur... » et que l'assistance du curateur est suffisante sans qu'il ait besoin de l'autorisation du conseil de famille.

Le mineur émancipé ne pourra donc intervenir dans ces questions qu'en faisant compléter sa capacité par l'assistance de son curateur.

Si le curateur se refusait de prêter son assistance au mineur émancipé, alors que cette assistance lui est nécessaire, celui-ci pourrait avoir recours à son conseil de famille, et à défaut, par ce dernier, d'enjoindre au curateur d'assister le mineur, ou de le remplacer, le mineur émancipé devrait se pourvoir devant le tribunal pour faire annuler la délibération du conseil.

Prodiges pourvus d'un conseil judiciaire.

Les articles 499 et 513 C. civ. énumèrent les actes que le prodigue ne pourra accomplir seul ; au nombre de ces actes figure celui de plaider ; en conséquence, le prodigue ne peut intenter une action immobilière ou mobilière ou y défendre sans l'assistance de son conseil.

Le mineur émancipé jouit donc d'une plus grande capacité que le prodigue qui, pour intervenir, devra toujours avoir recours à l'assistance de son conseil.

Un arrêt de la Cour de Toulouse, du 2 décembre 1839, a refusé à un prodigue pourvu d'un conseil judiciaire le droit de former seul une demande en mainlevée d'une opposition régulièrement faite à son mariage, bien que la loi reconnaisse au prodigue le droit de contracter

mariage sans l'assistance de son conseil. Attendu, dit cet arrêt, que « s'il est constant que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne perd pas la faculté et le droit de contracter mariage, il ne s'ensuit pas que, s'il se rencontre à l'exercice de ce droit des obstacles qui l'obligent d'avoir recours à l'autorité de la justice, il puisse se dispenser de l'assistance de ce conseil ; que l'on dirait en vain que ce serait gêner la liberté la plus précieuse ; que le conseil judiciaire n'est établi que pour garantir le prodigue de sa propre faiblesse, et de ses penchants à la dissipation de ses biens ; que le législateur, en laissant au prodigue le droit de disposer de sa personne, n'a mis à ce droit aucune restriction ; car l'article 513 C. civ. est positif, absolu, et qu'il en résulte que le pourvu d'un conseil judiciaire ne peut plaider sans l'assistance de son conseil. »

Nous adoptons les considérants de cet arrêt, et nous rejeterons ceux d'un arrêt de la Cour de Caen du 19 mars de la même année, qui repoussait l'intervention d'un conseil judiciaire d'un majeur de 25 ans, qui avait formé contre son ascendant une demande en mainlevée de l'opposition faite à son mariage, comme étant sans qualité pour intervenir dans l'instance, afin de soutenir cette opposition.

Sous l'empire de l'article 5 de la loi du 4 mars 1889, nous assimilions au prodigue pourvu d'un conseil judiciaire le commerçant qui avait obtenu le bénéfice de la liquidation judiciaire ; il n'était pas dessaisi de l'administration de ses biens, mais à partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, il ne pouvait intenter seul une action mobilière ou immobilière. Le

droit d'intervenir ne lui était donc pas refusé s'il agissait conjointement avec les liquidateurs. La loi du 4 avril 1890 a modifié cet article, en assimilant pour ces actions le commerçant en état de liquidation judiciaire au commerçant en état de faillite.

Femme mariée non dotale.

Nous avons vu que la femme dotale ne pouvait, sauf une légère exception, ester en justice ou intervenir dans une action relative à ses biens dotaux. Cette incapacité, spéciale à ce régime, ne se retrouve pas sous les autres régimes matrimoniaux de la femme.

Quelle sera donc la capacité de la femme mariée non dotale, et dans quelle mesure pourra-t-elle intervenir ?

Le mariage ne fait pas perdre à la femme sa capacité d'estimer en justice : la combinaison et la suite des articles 215, 218, 221, 222, 224 C. civ., nous apprennent que la femme mariée, qu'elle soit marchande publique, non-commune ou séparée de biens, pourra ester en jugement pourvu qu'elle ait obtenu l'autorisation de son mari, ou à son défaut, celle du juge ; en conséquence, cette même autorisation lui sera nécessaire pour intervenir dans un procès en cours, même si l'instance avait été commencée avant la célébration du mariage.

L'intervention d'une femme dûment autorisée de son mari ou de justice, devra être déclarée recevable comme émanant d'une personne capable et maîtresse de ses droits.

La question n'a jamais fait de doute si l'intervention de la femme se produit dans un procès soutenu par des tiers ; ou même dans une instance pendante entre son

mari et un tiers, si le but de son intervention étant la conservation de ses droits personnels absolument distincts de ceux de son mari, elle se trouve autorisée par lui, ou à son refus par justice, car le jugement qui sera rendu pourra avoir une influence sur son droit de propriété (1).

Aux termes de l'article 1428 C. civ., le mari a dans certains cas le droit de représenter sa femme en justice ; le mari ayant l'administration de tous les biens personnels de sa femme, peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à sa femme.

La femme, dans ce cas, pourra-t-elle et sans le secours d'aucune autorisation, intervenir en justice en soutenant qu'elle a le droit d'exercer seule ses actions mobilières et possessoires, et que son intervention dans l'instance a pour but soit de fortifier par des explications nouvelles les moyens invoqués par son mari, soit d'éviter les manœuvres dolosives que celui-ci exercerait pour préjudicier à ses droits ? Nous croyons que l'intervention de la femme devrait être admise, car s'il est vrai que le mari peut exercer seul les actions mobilières et possessoires de sa femme, il ne s'ensuit pas que ce droit appartienne exclusivement à lui seul. Les termes de l'article 1428 diffèrent de ceux de l'article 1549 C. civ. ; car, à défaut par le mari d'exercer ces actions, la femme non dotale dûment autorisée de lui ou de justice pourrait les exercer, alors que, sous le régime dotal, seul le mari a ce droit (2).

(1) Cassation, 14 novembre 1831, D., v° *Contrat de Mariage*, 336.

(2) Faisons remarquer ici qu'il en serait autrement si cette demande

De plus, le dol ou l'incurie du mari peuvent compromettre gravement les intérêts de la femme qui n'aurait d'autres ressources qu'un recours, souvent illusoire et toujours fâcheux, contre son mari, ou une demande en séparation de biens, si sa dot était en péril; son intervention dans l'instance obvierra à tous ces inconvénients, puisqu'elle empêchera le préjudice de se produire.

Avant de terminer l'étude de la capacité de la femme non dotale, nous devons rechercher si le mari peut intervenir dans une instance où la femme seule aurait le droit d'agir en justice. L'exercice des actions immobilières pétitoires est interdit au mari (argument *a contrario* de l'article 1428); nous en concluons que le mari n'aura jamais le droit d'intervenir dans une de ces actions. Ce droit appartient à la femme, et si elle néglige de l'exercer, c'est elle qui en supportera les conséquences. Toutefois, comme le résultat du procès engagé peut, dans certains cas, nuire aux intérêts de la communauté qui est usufruitière des biens propres des époux, par exemple, si deux possesseurs se disputent la propriété d'un immeuble, on admet généralement que le mari, par l'action confessoire d'usufruit, peut intervenir dans l'instance, non pour réclamer la propriété du propre, mais pour faire valoir les droits de la communauté à la jouissance de cet immeuble.

en intervention se produisait en cause d'appel, car la femme, légalement représentée, n'est pas recevable à former tierce-opposition, condition rigoureusement requise. Cassation, 15 avril 1874, D., 75, 1, 67.

Biens paraphernaux.

La femme dotale pour ses biens paraphernaux a la même capacité que la femme commune en biens, puisqu'elle en a l'administration et la jouissance. Autorisée de son mari ou de justice, elle pourra intervenir dans toutes les instances où, relativement à ces biens, ses intérêts seraient engagés.

Personnes morales.

Les lois et décrets du 28 pluviôse an VIII, art. 4, alinéa 6 ; 5 avril 1884 ; 7 messidor an IX, art. 11 ; 30 décembre 1809, art. 77, et 26 novembre 1813, art. 14, 53 et 70 ; obligent les communes, les hospices, les fabriques, les consistoires protestants et israélites... à se munir pour agir en justice de l'autorisation du Conseil de Préfecture du département duquel ils relèvent.

Cette mesure administrative, édictée pour garantir et conserver le patrimoine des personnes morales, doit s'appliquer aussi au droit d'intervention : demande incidente pouvant être aussi dangereuse qu'une demande principale.

Cette autorisation est spéciale en ce sens qu'elle ne peut s'appliquer que pour le cas déterminé qui lui a donné naissance : un cas même identique, mais à une date différente, ou entre d'autres personnes devant nécessiter une nouvelle autorisation (1).

(1) En ce sens : Cassation, 12 avril 1847, S., 47, 1, 463 ; Cassation, 24 mai 1869, D., 71, 1, 133 ; Cour de Grenoble, 28 juin 1869, D., 72, 1, 127.

Le maire, avec l'autorisation du Conseil municipal, pourrait cependant intervenir sans l'autorisation du Conseil de Préfecture pour représenter sa commune dans les actions possessoires ; cette exception tient au caractère de ces actions qui nécessitent une rapide solution (art. 92, loi du 18 juillet 1837).

c) INCAPACITÉ SPÉCIALE DU FAILLI.

Nous devons ici faire une distinction selon les droits que le failli se propose d'exercer. Le jugement déclaratif de faillite emporte de plein droit le dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite (article 443 C. com.).

L'incapacité dont cet article frappe le failli n'a donc pas trait au droit qu'il aurait d'intenter en justice toutes actions relatives à ses droits de famille ou à ses droits moraux. Le jugement qui prononce la faillite ne lui retire pas l'exercice de ces droits pour lesquels il a une capacité pleine et entière, et, pour intervenir dans ces actions, il n'aura besoin ni du secours des syndics, ni d'aucune autorisation en justice.

Quant à l'administration de ses biens, le texte de l'article 443 retire au failli toute capacité : « à partir de ce jugement, toute action mobilière ou immobilière ne pourra être suivie ou intentée que contre les syndics ». Bien que les termes de cet article n'envisagent que les actions où il jouerait le rôle de défendeur, on doit évidemment décider qu'il serait frappé d'une même

incapacité pour intenter lui-même une action principale comme demandeur. Ce sera désormais le syndic qui agira au nom du failli pour faire valoir ses droits sur les biens qui composent la masse de la faillite. Le failli reste toujours propriétaire, créancier..., seul l'exercice de ces droits lui est retiré pour être confié au syndic chargé d'intenter les actions ou d'y défendre; il ne pourrait même pas agir personnellement comme partie principale si le syndic restait inactif, et même dans l'intérêt de la masse.

Avant la loi du 28 mai 1838, une grande controverse s'était élevée sur le point de savoir si le failli ne pourrait pas intervenir dans un procès où le syndic, par négligence ou par manque des éléments nécessaires, compromettrait en justice les intérêts du débiteur en état de faillite. Le texte de l'ancien article 442 C. com., retirant au failli le droit de former une demande principale, permettait de lui interdire le droit d'intenter une demande incidente. La jurisprudence cependant, à raison de l'intérêt que cette intervention pouvait présenter, tant pour le failli que pour la masse des créanciers, lui reconnaissait en principe ce droit.

Le quatrième alinéa de l'article 443, ajouté par la loi du 28 mai 1838, est venu faire cesser cette controverse en décidant que : « le tribunal, lorsqu'il le jugera convenable, pourra recevoir le failli partie intervenante ». Remarquons que l'intervention n'est pas pour le failli un droit absolu, en ce sens que les juges devraient toujours en principe admettre sa demande. Le tribunal a ici un pouvoir discrétionnaire d'appréciation si l'intérêt du failli est en jeu et si les motifs allégués par lui sont

de nature à éclairer l'affaire et à éviter le préjudice qu'il invoque. La décision des juges sur le rejet ou l'admission de la demande en intervention ne peut donc donner ouverture à un recours en cassation.

La Cour de Cassation a toujours jugé en ce sens. C'est ainsi que par un arrêt en date du 25 janvier 1857 (1), elle a décidé que le tribunal peut, lorsqu'il le juge convenable, recevoir le failli partie intervenante, et que cette faculté est abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges du fond (2).

SECTION II

Intervention en appel.

NOTIONS GÉNÉRALES.

Le procès a été débattu en première instance entre les parties originaires et aucune demande d'intervention n'a été formée pendant le cours des débats qui se sont terminés par un jugement ; la partie qui a perdu son procès se pourvoit devant les tribunaux d'appel : un tiers pourrait-il intervenir pour la première fois devant cette juridiction ?

La loi qui permet aux tiers qui se trouvent lésés par le prononcé d'un jugement de l'attaquer par la voie de

(1) D., 57, 1, 113.

(2) Dans le même sens : Cassation, 25 février 1862, D., 62, 1, 299 ; Cassation, 17 juin 1868, D., 71, 5, 187.

la tierce-opposition, devait nécessairement autoriser ces mêmes tiers à intervenir sur l'appel fait par la partie qui a succombé. Le but de l'intervention, qui est d'éviter la multiplicité des procès et de trancher par un seul jugement toutes les contestations soulevées au cours des débats, reste le même, et les services qu'elle rend sont identiques, quel que soit le degré de juridiction sous lequel se trouvent les plaideurs. Toutefois, l'intervention en appel est soumise par le législateur à des règles différentes et plus rigoureuses que celles qui règlent l'intervention en première instance ; si, en effet, devant les juridictions de premier degré, il suffit, pour intervenir, d'avoir intérêt, qualité et capacité, c'est-à-dire de suivre les règles du droit commun pour l'exercice des actions en justice, il en est tout autrement en cause d'appel, où le tiers intervenant doit satisfaire aux conditions exigées par l'article 466 C. procéd. civ., ainsi conçu : « aucune intervention ne sera reçue si « ce n'est de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce-opposition ». Or, l'exercice de cette voie de recours n'est permise, d'après l'article 474, qu'à un certain nombre de personnes. Une partie ne peut former tierce-opposition qu'à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés.

Ne pourront donc former tierce-opposition à un jugement et, par suite, intervenir en appel que les tiers qui ont éprouvé un préjudice par suite du jugement rendu.

Ceci nous amène à étudier successivement les deux conditions essentielles de la tierce-opposition.

Il faut : 1^o être tiers ; 2^o avoir éprouvé un préjudice.

Ces deux conditions qui, nécessairement, s'ajouteront à celles qui sont nécessaires devant les juridictions de premier degré, sont exigées par la loi au point que l'absence de l'une d'elles suffirait pour faire rejeter la tierce-opposition, et que l'arrêt qui déclarerait recevable un tiers-opposant ne satisfaisant pas à l'une de ces conditions, serait susceptible d'un pourvoi devant la Cour de Cassation.

Il était juste que le législateur se montre plus exigeant pour les tiers qui interviennent en appel qu'en première instance. En effet, en première instance, le caractère de l'intervention est purement préventif : c'est un tiers qui forme une demande incidente pour éviter que le jugement qui sera rendu ne lui cause préjudice ; tandis qu'en appel, elle devient un moyen réparateur mis par la loi à la disposition des tiers qui se croient lésés par une décision judiciaire, à laquelle ils sont restés absolument étrangers. C'est une voie de recours se rapprochant beaucoup de la tierce-opposition et par laquelle les tiers demanderont la réformation d'un jugement, sinon au fond et d'une façon absolue, du moins d'une façon personnelle et relative. Le législateur ne pouvait mieux faire que d'exiger les mêmes conditions d'exercice.

« De plus, cette restriction, apportée par l'article 466
« au droit d'intervention, tend encore à sauvegarder le
« principe d'ordre public qu'une cause ne peut subir le
« second degré de juridiction qu'après avoir été soumise
« aux juges de première instance. En intervenant en
« appel, on prive son adversaire du bénéfice du premier
« degré ; d'un autre côté, on sait que l'appel ne doit
« porter que sur ce qui a fait l'objet du jugement, aussi,

« en thèse générale, les demandes nouvelles sont-elles interdites en appel (1) ».

Aux deux conditions que nous venons d'indiquer, est-il nécessaire d'en ajouter une troisième qui consisterait à avoir dû être appelé ? en ce sens que pour intervenir en appel, le tiers devrait démontrer qu'il aurait dû, à raison de son droit, être présent à l'instance ?

Pour la tierce-opposition, l'affirmative fut soutenue par Merlin et Proudhon et par la jurisprudence (2) qui, pendant quelque temps, admit cette manière de voir. Mais depuis longtemps, cette solution a été complètement abandonnée et par la jurisprudence (3) et par la majorité des auteurs pour lesquels les deux conditions d'être tiers et de n'avoir subi aucun préjudice, sont suffisantes. La discussion de ces différents systèmes ne rentre pas dans le cadre de notre sujet : l'exercice de la tierce-opposition est soumise à des conditions plus sévères que celles nécessitées pour l'exercice de l'intervention en appel. M. Tissier (4), partisan de la théorie de Merlin et de Proudhon pour la tierce-opposition, reconnaît que

(1) Dalloz, Répert., v^o *Intervention*, n^o 63. — Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 22 décembre 1902 (Journal *La Loi* des 15-16 février 1903, n^o 39) décide qu'est recevable devant la Cour l'intervention d'une partie, relative à l'emploi de son nom dans une dénomination commerciale et une adresse télégraphique. Une semblable intervention est conforme à l'article 466 C. pr. civ. ; la demande à laquelle elle s'applique n'a pas le caractère d'une demande nouvelle prohibée par l'article 464, même Code, et échappe à la règle du double degré de juridiction.

(2) Cassation, 19 août 1818 et 28 février 1822.

(3) Cassation, 15 juillet 1822 et 26 mars 1838, S., 38, 1, 757. — Cour de Paris, 11 juillet 1851, S., 51, 2, 508.

(4) Tierce-opposition, n^{os} 129 et suiv.

l'absence de cette troisième condition « mettrait la « tierce-opposition à la merci des mêmes personnes qui « peuvent intervenir. L'article 466, en exigeant pour « l'intervention en appel qu'on ait le droit de faire « tierce-opposition, démontre bien qu'en général, il « faut, pour former tierce-opposition, quelque chose de « plus que pour une simple intervention » (Cassation, 29 décembre 1841) (1).

Et c'est précisément, d'après le même auteur, la condition d'avoir dû être appelé, qui différencie l'intervention de la tierce-opposition.

Il suffira donc que l'intervenant fasse preuve de son intérêt dans le débat sans être obligé de démontrer qu'il avait eu, lors du procès, une qualité telle que sa présence aux débats fût nécessaire ; car il serait, en effet, injuste de priver les tiers intéressés du droit d'intervenir en appel sous ce prétexte.

Enfin, l'article 474 auquel nous renvoie notre article 466 ne mentionne nullement cette troisième condition. Il est vrai que, d'après le projet du Code de procédure, la partie finale de l'article 474 exigeait que le tiers opposant eût dû être appelé... ; lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés, *encore qu'ils aient dû l'être*. Nous n'avons pas à rechercher ici si la suppression de cette condition fut volontaire, ou le résultat d'une inadvertance des rédacteurs qui, après les discussions auxquelles elle avait donné lieu, auraient omis de l'insérer dans le texte définitif ; toujours est-il que l'article 474 ne peut être complété dans une matière qui

(1) S., 42, 1, 252.

est toute d'exception; nous ne pouvons être plus rigoureux que le texte lui-même, en exigeant une condition qui n'est pas écrite dans la loi.

A. — Première condition : Il faut être tiers.

Le mot *tiers* est pris dans la langue du Droit dans des acceptions différentes, et varie suivant les cas. Dans la matière qui nous occupe, sera tiers celui qui n'aura pas été partie au jugement et n'y aura pas été représenté.

a) IL FAUT NE PAS AVOIR ÉTÉ PARTIE AU JUGEMENT.

La nécessité de cette première condition se conçoit d'elle-même. Il est bien évident que, pour pouvoir intervenir sur l'appel d'un jugement, il faut que ce jugement ait été rendu *inter alios*. Il ne convient pas d'autoriser à intervenir en appel les parties qui ont figuré dans une instance où elles ont pu défendre leurs droits tout à loisir, en soulevant tous les incidents qu'elles jugeaient nécessaires. Si le jugement qui a été rendu les lèse dans leurs droits ou leurs prétentions, la loi a organisé pour elles, d'une façon très nette en même temps qu'exclusive, les moyens de recours dont elles pourraient disposer pour en obtenir sa réformation; l'appel, lorsque l'affaire en est susceptible, le pourvoi en cassation, dans les cas où la loi a été violée et, dans certains cas spécifiés, la requête civile pour les causes déterminées par l'art. 480 C. pr.

Sont parties à un jugement le demandeur et le défen-

deur originaires, et les tiers qui sont intervenus dans l'instance, soit volontairement, soit qu'ils aient été appelés en garantie par les parties principales au cours du procès. Toutes ces parties ont pris des conclusions sur lesquelles les juges ont statué en les reconnaissant fondées ou en les repoussant : la voie de la tierce-opposition leur est fermée.

Cependant, ne serait pas réputé partie au procès le tiers intervenant qui aurait vu sa demande d'intervention déclarée tardive et rejetée, de ce fait, par un jugement interlocutoire (1), et s'il est en droit de former tierce-opposition au jugement rendu, il pourra intervenir en appel.

Il est permis, toutefois, en vertu du principe formulé par l'article 1351 *in fine* à une partie, qui a figuré en première instance en une qualité, d'intervenir en appel avec une autre qualité, car l'autorité de la chose jugée, d'un jugement rendu contre une personne, n'a d'effet que si ce jugement a été rendu contre elle et en la même qualité (2). C'est ainsi qu'on peut intervenir en première instance au nom d'une personne dont on est le mandataire, et ensuite en appel, en son nom personnel, ou après avoir agi en son nom personnel en instance, intervenir en appel comme cessionnaire des droits d'un tiers. Un arrêt de cassation, du 21 mai 1855 (3), a décidé, en effet, que le cessionnaire d'une créance, partie en première instance, peut, pour éviter un moyen de com-

(1) Orléans, 10 février 1876, S., 76, 2, 321.

(2) Tissier, *Tierce-opposition*, n° 91.

(3) D., 55, 1, 279.

pensation à lui opposé par le débiteur cédé, exciper, sous forme d'intervention en appel, d'une saisie-arrêt pratiquée avant que la cause de compensation fût née, par un créancier de son cédant dont il s'est fait également céder les droits (1).

La solution serait différente au cas d'un simple changement survenu dans l'état de l'une des parties entre le premier procès et l'appel qui serait fait du jugement. C'est ainsi que le mineur, représenté au procès par son tuteur et devenu majeur, resterait toujours partie et ne saurait invoquer sa qualité de tiers pour intervenir en appel.

Que décider, si le tiers intervenant en première instance et qui est devenu partie au procès, se trouve lésé par l'arrêt d'appel rendu hors de sa présence ? Nous devons faire ici une distinction, selon que l'absence de ce tiers, à l'instance d'appel, résulte d'un fait qui lui est imputable, au cas, par exemple, où il aurait négligé d'interjeter appel, ou d'un fait indépendant de sa volonté.

Dans le premier cas, il est bien évident que le tiers ne pourra intervenir parce qu'il est censé avoir accepté tacitement les conséquences d'un jugement, en n'employant pas les moyens que la loi mettait à sa disposition pour le faire tomber. Il en serait autrement si l'acte d'appel ne lui avait pas été signifié, parce qu'il n'aurait

(1) Voir cependant, pour la tierce-opposition, un arrêt de la Cour de Metz du 16 janvier 1818 et de la Cour de Bastia du 28 juillet 1828. — Cour de Toulouse du 31 juillet 1884 et Cassation du 23 janvier 1888 (S., 88, 1, 164) décidant qu'un avoué n'est pas recevable à former tierce-opposition à la décision dans laquelle il a figuré comme avoué.

pas été compris dans l'instance : ce qui arriverait au cas où un créancier serait intervenu en première instance dans un débat entre son débiteur et un tiers, si le tiers qui a perdu son procès interjette appel du jugement, et que l'acte d'appel ne soit pas signifié au créancier intervenant. Nous croyons que ce défaut de signification, qui n'est pas imputable à l'intervenant, lui fait perdre sa qualité de partie au procès pour redevenir tiers et, qu'à ce titre, il remplira la première condition nécessaire pour intervenir.

C'est ainsi que la Cour de Paris, dans un arrêt du 14 novembre 1838 (1), considérant que l'intervenant, partie dans l'instance principale, et n'ayant point été mis en cause sur l'appel, a eu le droit d'intervenir pour faire prononcer la confirmation d'une décision rendue avec lui et dont il ne s'est pas lui-même rendu appelant, a déclaré l'intervention recevable, attendu que ce créancier était partie dans la cause et qu'il n'a pu dépendre de l'adversaire appelant de le priver d'un avantage que sa vigilance même lui avait conquis.

b) IL FAUT N'AVOIR PAS ÉTÉ REPRÉSENTÉ AU PROCÈS.

Cette deuxième condition n'est que la conséquence de la précédente, car, sera réputée partie au procès toute personne qui aura été représentée dans l'instance ; si, en effet, un tiers agit en mon nom ou me représente en justice, le jugement qui clôturera les débats aura contre moi l'autorité de la chose jugée et, ne pouvant l'attaquer

(1) Dalloz, Répertoire, v^o *Intervention*, n^o 77.

par la voie de la tierce-opposition, je serai irrecevable à intervenir sur l'appel de ce jugement.

Nous allons examiner successivement les différents cas de représentation que nous grouperons en quatre paragraphes, et voici pour chacun d'eux dans quelles limites la représentation est un obstacle à l'intervention.

1° *Personnes représentées par un mandataire conventionnel, judiciaire ou légal.* — Le mandataire n'est, en réalité, que l'intermédiaire du mandant qui, juridiquement, est le seul intéressé au résultat de l'instance. Il est donc tout naturel que les personnes représentées en justice par un mandataire, qu'il soit conventionnel, judiciaire ou légal, ne puissent pas intervenir en appel. On comprendrait même difficilement qu'il en fût autrement, car les tiers, sachant que le mandant pourrait intervenir sur l'appel du jugement qui serait rendu entre eux et le mandataire, n'engageraient jamais de procès avec ce dernier.

En matière de mandat conventionnel, les associés non gérants n'auraient pas le droit d'intervenir en appel d'un jugement rendu contre le gérant ou l'administrateur de cette société, parce que ce qui a été jugé contre les parties au procès a été nécessairement jugé contre tous les associés. Il en serait de même dans l'hypothèse d'un prête-nom ou d'une déclaration de command : le mandant serait suffisamment représenté au procès.

Les mandataires nommés par les tribunaux ou désignés par la loi doivent être assimilés aux mandataires conventionnels ; il importe en effet de rechercher bien plus si la représentation existe plutôt que l'origine ou la

nature du mandat : aussi les administrateurs nommés par les tribunaux, les curateurs aux successions vacantes, les envoyés en possession des biens d'un absent, de même que les tuteurs, le mari, le maire représentent les héritiers, les absents aussi bien que leurs pupilles, leur femme ou la commune qui ne pourront, en aucun cas, intervenir sur l'appel d'un jugement où ils auront été valablement représentés.

De nombreuses décisions de jurisprudence ont consacré ce principe qui ne peut être mis en doute ; c'est ainsi que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 22 mars 1831, a décidé notamment que le « mari est le mandataire légal de sa femme dans les limites du pouvoir d'administration que la loi lui confère soit sous le régime de communauté, soit sous le régime dotal ; que les jugements rendus contre lui comme représentant son époux ont vis-à-vis d'elle force de chose jugée, et qu'elle ne peut pas y former tierce-opposition ».

A cette règle, il n'y aurait que deux exceptions : si le mandataire s'était rendu coupable de dol ou de fraude, ou s'il avait excédé les limites de son pouvoir. En cas de concert frauduleux entre le mandataire et l'adversaire, le mandant reprendrait ses droits, et deviendrait tiers au procès, parce qu'il n'a pas été représenté par son mandataire en dehors des limites qu'il lui avait tracées. Il en serait ainsi si le Directeur d'une société soutenait un procès, alors que les statuts ne lui en donnaient pas le pouvoir (1) ».

(1) Poitiers, 16 janvier 1889. -- En ce sens, Paris, 23 mai 1872, D., 72, 2, 169.

Il en serait autrement, croyons-nous, pour le mandataire légal qui aurait dépassé ses pouvoirs; nous estimons que le mineur, les communes... resteraient représentés par leur mandant; si, en effet, l'article 481 C. pr. civ. permet à ces personnes de se pourvoir par requête civile, si elles n'ont pas été valablement défendues, c'est donc qu'elles ont été représentées, puisque cette voie de recours n'est permise qu'à ceux qui ont été parties à l'instance.

La représentation en justice du failli est régie d'une façon particulière : nous avons eu l'occasion de l'étudier en examinant sa capacité en première instance, et nous croyons que nous devons appliquer les mêmes règles en cause d'appel. L'article 443 C. com. permet au failli d'intervenir si « le tribunal le juge convenable ». Bien que cet article déroge au texte de l'article 466 C. pr. civ. qui exige pour intervenir en appel qu'on ait le droit de former tierce-opposition, nous croyons que le failli ne sera pas obligé de se faire représenter par le syndic pour intervenir pour la première fois en appel. Les juges du second degré auront la faculté d'admettre ou de rejeter l'intervention du failli, et ils devront surtout pour admettre sa recevabilité — comme ce sera une question de fait — tenir compte de la difficulté qu'il y aurait pour le syndic de représenter en même temps le failli et la masse des créanciers qui peuvent avoir des intérêts contraires (1).

Bien que le syndic de la faillite soit le représentant des créanciers, il peut se faire qu'un des créanciers ait des intérêts opposés à ceux de la masse : dans ce cas, ce créan-

(1) Cour de Douai, 20 décembre 1862, S., 64, 2, 109.

cier pourrait intervenir en appel sur le jugement rendu contre le syndic. C'est ainsi que s'exprime la Cour de Rennes, dans un arrêt du 21 janvier 1848 (1) : « La fiction
« de la loi d'après laquelle le syndic est réputé le repré-
« sentant de tous les créanciers ne peut s'étendre jus-
« qu'au cas d'intérêts contraires à ceux de la généralité
« des créanciers; et lorsqu'il n'y a pas unité d'intérêt,
« chacun peut être autorisé à agir dans son intérêt indi-
« viduel et séparé ».

Coïntéressés. — Nous comprendrons sous ce titre toute une catégorie de personnes entre lesquelles on pourrait présumer l'existence d'un mandat : les créanciers et débiteurs solidaires, les créanciers et débiteurs d'une obligation indivisible, la caution simple ou solidaire. Si l'existence d'un mandat est reconnue, il faudra leur refuser le droit d'intervenir en appel en vertu du principe de la représentation.

Trois solutions ont été proposées sur ce point :

La première, qui est celle de la jurisprudence (2), admet d'une façon absolue la représentation complète. La seconde est celle de la majorité des auteurs (Laurent, XVII, 271, Duranton, Garsonnet, III, 247, 9); elle écarte l'idée de mandat dans tous les cas. Enfin un système intermédiaire a été proposé par MM. Aubry et Rau (t. VIII, p. 379), connu sous le nom de théorie du « mandat restreint » ou de la « représentation imparfaite » en vertu duquel les

(1) D., 50, 1, 131.

(2) Dijon, 26 décembre 1871, S., 72, 2, 18. — Alger, 7 décembre 1883, S., 86, 2, 80. — Cassation, 1^{er} décembre 1885, S., 86, 1, 55.

coïntéressés seraient « réputés avoir été représentés en justice par l'une des parties litigantes, lorsqu'il s'agit de jugements qui tendent à rendre leur condition meilleure ; et au contraire considérés comme des tiers, lorsqu'il s'agit de jugements qui, s'ils pouvaient leur être opposés, entameraient ou compromettraient leurs droits ».

Nous n'hésitons pas à rejeter le système de la jurisprudence et l'opinion de MM. Aubry et Rau, dont la distinction, en cas de jugement favorable ou nuisible pour les coïntéressés, ne repose pas sur une idée conforme aux principes généraux de notre droit. En l'absence de textes autorisant la représentation, nous devons appliquer le principe de la relativité de la chose jugée qui s'oppose à ce que les coïntéressés soient représentés en justice par un des leurs. Les articles 1198-2, 1199 et 1365-2 C. civ. ne sont en effet que des exceptions établies par la loi au principe de la non-existence de mandat entre les créanciers solidaires et les cautions : exceptions qui ne peuvent s'étendre en dehors des cas déterminés, et qu'on n'est pas en droit de considérer comme une application de quelques-uns des effets d'un mandat tacite. D'ailleurs ne serait-il pas plus vrai de dire que ces articles n'ont que l'apparence d'exception, l'essence de la solidarité nécessitant qu'il en soit ainsi ?

La théorie de MM. Aubry et Rau, que nous repoussons en principe dans ses motifs, n'est cependant pas bien éloignée dans ses applications de celle que nous avons adoptée. Permettre en effet de former tierce-opposition ou d'intervenir à des coïntéressés si le jugement rendu compromet leurs droits, c'est reconnaître l'existence d'un préjudice, seconde condition de l'exercice de la tierce-

opposition, qu'ils ne manqueront pas d'invoquer en temps utile si un jugement défavorable pouvait leur être opposé, car il leur sera facile de trouver un moyen de défense qui n'aura pas été invoqué en instance par leur représentant, et qui leur permettra d'intervenir en appel.

Le système de la jurisprudence qui ne tient aucun compte du préjudice que peut causer aux coïntéressés un plaideur maladroit est trop absolu : on ne peut raisonnablement soutenir par exemple que les créanciers solidaires se soient donné mandat de compromettre respectivement leurs droits à tous. La jurisprudence se trouve même dans la nécessité parfois de faire exception à sa règle de représentation lorsqu'il se produit, au cours de l'instance, un fait personnel au créancier ou au débiteur solidaires, telle qu'une remise de dette. Aussi ces deux opinions doivent être complètement rejetées ; aucun mandat n'existe entre les coïntéressés qui pourront toujours intervenir en appel, « alors même, dit Laurent, XX, « n° 120, que l'objet du litige permettrait de considérer « les co-débiteurs comme mandataires, il faudrait repousser l'idée de mandat ; ils sont toujours mandataires « ou ils ne le sont jamais. S'ils ne le sont pas quand il « s'agit de l'existence de la dette, ils ne le sont pas pour « tout autre procès ».

Ce que nous venons de dire des co-créanciers ou des co-débiteurs solidaires s'appliquera nécessairement aux créanciers ou aux débiteurs d'une obligation indivisible, de même qu'aux propriétaires d'une chose indivisible. On ne pourrait soutenir ici, comme en matière de solidarité, qu'il y a un mandat réciproque que se sont donné

les coïntéressés (1). La nature même de l'indivisibilité s'y oppose. La situation des créanciers et des débiteurs est la même, mais il n'y a pas entre eux communauté d'intérêts, il n'y a aucun lien juridique entre eux, et bien que se rapportant au même objet, leurs créances et leurs dettes sont des créances et des dettes distinctes.

Enfin, en ce qui concerne la caution, nous repousserons encore le système de la représentation sans distinguer entre la caution simple et la caution solidaire. La jurisprudence (2), fidèle à son principe, admet pour la caution simple la représentation complète, avec exception cependant en cas de dol ou de fraude, ou si la caution peut faire valoir un droit personnel. En cas de caution solidaire, se basant sur l'art. 2021 *in fine* C. civ., elle assimile la caution à un débiteur solidaire et ne lui permet pas de former tierce-opposition (3). Pour nous qui assimilons la caution à un débiteur solidaire, nous n'avons à faire aucune distinction ; nous remarquerons toutefois que la partie finale de l'art. 2021 s'applique au bénéfice de discussion que la loi retire à la caution solidaire, et qu'en dehors de ce cas, elle doit être assimilée de tous points à la caution simple qui, n'étant jamais représentée au procès, pourra toujours intervenir sur l'appel d'un jugement entre le débiteur et le créancier.

Ayants cause. — Les ayants cause sont à titre particulier ou à titre universel.

(1) Larombière, III, 1225, n° 17, a soutenu l'idée de la représentation.

(2) Cassation, 11 décembre 1834, S., 35, 1, 376.

(3) 1^{er} décembre 1885, S., 86, 1, 55.

a) AYANTS CAUSE A TITRE PARTICULIER.— Ils ne sont pas, à proprement parler, les continuateurs de la personne de leur auteur, mais ils ne peuvent cependant avoir plus de droits que n'en avait leur ayant droit au moment de la transmission du droit qu'ils ont acquis. Tout ce qui aura été jugé contre leur auteur leur sera opposable, ils seront réputés avoir été représentés par lui, et ne seront pas recevables à intervenir en appel. Si, au contraire, un procès s'élève après la naissance de leur droit, ils seront tiers et pourront former une demande d'intervention.

Des difficultés peuvent néanmoins se présenter, nous les étudierons pour chacun des ayants cause à titre particulier.

Acquéreurs. — Si le jugement a été rendu avant la vente, pas de doute possible, l'acquéreur a été représenté; si la vente, au contraire, est antérieure au jugement, l'acquéreur n'est pas lié, il est tiers et pourra intervenir en appel. Le vendeur, en effet, ne représente pas l'acquéreur relativement aux droits immobiliers qu'il a aliénés, « puisque étant irrévocablement dessaisi de ses droits, il ne peut plus ni contracter ni en disposer au préjudice de l'acquéreur qui en est devenu le seul maître » (Bastia, 8 décembre 1834) (1).

Mais que décider si la vente a eu lieu *pendente lite*, et qu'elle ait été parfaite avant que le jugement ait été rendu ? Une première opinion est soutenue par Chauveau (1710), Aubry et Rau (VIII, 373) et Colmet de Santerre, t. V, 328, d'après lesquels le jugement doit avoir

(1) Cassation, 5 janvier 1846, D., 46, 1, 365.

effet rétroactif parce que le vendeur n'a pu transmettre la propriété du bien vendu que dans l'état où il la possédait lui-même, c'est-à-dire grevée d'une charge, et sous réserve de se conformer à la décision à venir. L'acquéreur sera donc représenté au procès; il n'aura du reste qu'à s'en prendre à lui-même si le jugement lui cause un préjudice, parce qu'il avait la faculté d'intervenir ou de reprendre l'instance aux lieu et place de son vendeur.

Une seconde opinion, soutenue par M. Demolombe (352), accorde à l'acquéreur le droit de former tierce-opposition, parce que le vendeur dessaisi de tous ses droits n'a pas pu disposer du bien vendu, et d'accord avec un arrêt de Cassation du 19 août 1818, nous dirons de plus qu'aucune disposition de loi n'oblige l'acquéreur à intervenir sur les demandes en revendication qui peuvent être formées contre le vendeur, quoiqu'il en ait connaissance; au contraire, l'article 474 décide bien précisément que l'acquéreur n'y est pas obligé puisque, sans aucune restriction quelconque, il admet la tierce-opposition de la partie qui n'a été ni appelée ni représentée lors du jugement (1).

Il en serait de même si la vente avait eu lieu entre le premier jugement et l'appel sur ce jugement. Le premier jugement n'a pas l'autorité de la chose jugée, puisque ses effets sont suspendus par l'appel interjeté (2).

Dans tous ces cas, l'ayant cause pourrait intervenir, car il n'a pas été représenté par son auteur, sauf le cas

(1) Cassation, 8 mai 1810.

(2) En sens contraire, Bioche, 50, et Cassation, 25 mars 1828.

cependant où il serait démontré que son abstention aux débats serait le résultat d'un calcul pour déjouer les effets d'un jugement, et que son vendeur n'était qu'un prête-nom (1).

Cessionnaires de Créances. — La cession de créances n'étant pas autre chose qu'une vente de choses incorporelles, nous appliquerons les mêmes règles que pour l'acquéreur en faisant remarquer toutefois que cette cession devra être signifiée, pour que le cessionnaire puisse être considéré comme tiers (2).

Donataires. — Que la propriété soit transmise à titre onéreux ou à titre gratuit, les règles sont identiques. Dès que la donation sera transcrite, elle sera parfaite, et le donataire pourra intervenir sur l'appel.

Légataires particuliers. — Nous appliquerons toujours les mêmes règles, ainsi qu'aux usufruitiers et aux titulaires de servitudes, en faisant les mêmes distinctions.

Locataires. — Les locataires, sous-locataires, fermiers, n'ont pas de droit réel sur l'immeuble loué. N'ayant qu'un droit personnel sur la chose, ils sont représentés par le bailleur.

Garants. — Un garant pourra-t-il intervenir en appel du jugement qui prononce l'éviction de celui auquel il doit la garantie ? — Contrairement à l'opinion de Carré

(1) Cassation, 16 février 1830.

(2) Cassation, 5 juin 1855, D., 55, 1, 281.

et Chauveau, n° 1681, — qui prétendent que le garant n'a aucun intérêt à intervenir en appel, nous pensons que son intervention aura pour but d'éviter un préjudice, car il pourra de la sorte éviter l'éviction et la réparation à laquelle il sera tenu; il lui sera très souvent, en effet, fort difficile de prouver que le garanti s'est mal défendu. La jurisprudence paraît fixée en ce sens. Un arrêt de la Cour d'Amiens, du 25 mai 1813, reconnaît « qu'il n'y a point de doute que les garants n'aient en cette qualité le droit d'intervenir en tout état de cause, en faveur de leur acquéreur, pour lui assurer la jouissance de la chose dont ils doivent garantie » (1).

Créanciers hypothécaires. — Les créanciers hypothécaires sont-ils représentés par leur débiteur dans les instances relatives aux biens hypothéqués et pendantes entre ce débiteur et un tiers? La doctrine et la jurisprudence ont résolu la question dans deux sens tout à fait opposés.

La jurisprudence de la Cour de Cassation, à part deux arrêts de date déjà ancienne, est maintenant très nettement fixée dans le sens de la représentation, et les Cours et Tribunaux qui, pendant quelque temps, étaient restés indécis, se sont ralliés à l'opinion de la Cour suprême (2).

A l'appui de sa théorie, la jurisprudence invoque

(1) Cassation, 18 janvier 1832.

(2) Cassation, 8 janvier 1883, D., 84, 1, 57. — 14 avril 1891, *Loi*, 23 juin 1891. — 21 octobre 1891, *Loi*, 7 novembre 1891. — Riom, 23 février 1882, S., 83, 2, 57. — Trib. civ. de la Seine, 20 juin 1888. — *Gaz. des Trib.*, 21 juillet 1888.

plusieurs arguments. L'hypothèque ne serait pas un démembrement de la propriété, et le débiteur serait un contradicteur légitime qui aurait seul qualité pour ester en justice et représenter ses créanciers sur l'immeuble hypothéqué; de plus, en vertu de la règle : *Resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*, il n'aurait pu constituer au créancier hypothécaire plus de droits qu'il n'en avait lui-même sur l'immeuble, et le jour où le jugement a décidé que son droit de propriété était résolu, les hypothèques qui reposaient sur ce droit doivent tomber par là même. Enfin le système opposé aboutirait à la nécessité de mettre en cause tous les créanciers hypothécaires pour éviter que le jugement ne soit attaqué plus tard par la tierce-opposition.

La doctrine, au contraire (Laurent XX, 105; — Aubry et Rau, p. 375, Garçonnet, III, p. 236), est unanime (1) à soutenir que les créanciers hypothécaires ne sont pas les ayants cause de leur débiteur, et en réfutant les arguments de la jurisprudence, conclut que les créanciers hypothécaires n'étant pas représentés peuvent intervenir en appel.

Le droit de propriété du débiteur se trouve démembré par l'hypothèque qui est un droit réel et absolument distinct de celui du débiteur. Il n'est plus au pouvoir de ce dernier de porter atteinte soit volontairement, soit par l'effet d'un jugement, à des droits qu'il a déferés à autrui, et qui ne sont plus en son pouvoir. Les créanciers hypothécaires ont des droits propres qu'ils peuvent seuls faire valoir en leur nom, et si on leur oppose le jugement

(1) Larombière excepté.

rendu, ils peuvent toujours répondre qu'ils étaient des tiers, le jugement étant pour eux : *Res inter alios acta* (1). La seule objection pratique que puisse opposer le système de la jurisprudence est la difficulté de réunir tous les créanciers hypothécaires, difficulté qui serait aplanie par la représentation du débiteur. Tout en faisant remarquer que le même fait peut se produire pour un débiteur laissant de nombreux héritiers, et même qu'il sera plus difficile de connaître tous les héritiers d'une succession que tous les créanciers hypothécaires, nous dirons avec M. Tissier, n° 110, que « le danger est bien plus grand « de laisser un débiteur peu soucieux de ses droits com- « promettre ceux qu'il a conférés à ses créanciers ; et que « d'ailleurs celui dont le droit est bien établi n'a guère « à craindre que les créanciers, s'il ne les a pas appelés, « soient plus tard disposés à recommencer un procès « qu'il leur serait impossible de gagner. »

La jurisprudence s'est trouvée néanmoins dans l'obligation d'apporter un tempérament rationnel à sa théorie, et de considérer comme tiers le créancier qui n'oppose que des exceptions personnelles ou des moyens qui lui sont absolument propres (2), en alléguant par exemple un droit de préférence. Nous approuvons entièrement, dans ce dernier cas, le système de la jurisprudence en regrettant cependant qu'elle n'ait pas pu faire valoir les mêmes raisons à la solution de la première question, en décidant que les créanciers hypothécaires sont toujours des tiers.

(1) Voir cependant un arrêt de Nancy du 22 février 1867, S., 68, 2, 50.

(2) Cassation, 20 juin 1854, D., 54, 1, 231 ; 23 novembre 1882, S., 83, 1, 97.

b) AYANTS CAUSE A TITRE UNIVERSEL. — Les héritiers, légataires, successeurs à titre universel sont les continuateurs de la personne du défunt; ils sont les représentants de leur auteur, peu importe qu'ils n'aient accepté la succession de celui-ci purement ou sous bénéfice d'inventaire, ils jouissent des mêmes droits que lui, et conséquemment sont tenus des obligations qui étaient à sa charge. Les jugements rendus contre leur auteur leur seront opposables et ils ne seront pas recevables à intervenir en appel.

Créanciers chirographaires. — Nous rangeons ici les créanciers chirographaires dans la catégorie des ayants cause à titre universel, parce que, n'ayant aucun droit propre sur les biens de leur débiteur, ils seront toujours représentés par lui sans qu'il y ait lieu de faire des distinctions si leur titre est antérieur ou postérieur au jugement. La jurisprudence est fixée en ce sens; c'est ainsi que la Cour d'Orléans (1) a décidé qu'un créancier ne peut intervenir dans une cause pendante en appel entre son débiteur et un tiers pour y faire valoir les droits de ce débiteur présent au procès; et que la Cour d'appel de Paris (2) a jugé que les créanciers d'un failli qui, dans un procès soutenu par leur débiteur ont été représentés en première instance par celui-ci, ne sont pas recevables à intervenir devant la Cour.

Il n'y aurait d'exceptions à cette règle que s'il y avait

(1) 19 mai 1860, D., 60, 2, 126.

(2) 3 juillet 1880, D., 82, 2, 62.

eu fraude de la part du débiteur. Les créanciers dans ce cas n'étant plus représentés en justice redeviendraient des tiers ; il en serait de même si le créancier avait un droit personnel, s'il était, par exemple, créancier saisissant ou créancier gagiste ; il pourrait invoquer ce droit, et intervenir en appel (art. 1167 Code civ.).

La question devient plus délicate dans l'hypothèse d'un jugement rendu entre le débiteur et un de ses créanciers, et reconnaissant au profit de ce créancier un droit de préférence à l'encontre de tous les autres. Demolombe (XXX, n° 358) pense que les créanciers sont censés n'avoir pas été représentés, et qu'étant des tiers par rapport au jugement, ils pourront former tierce-opposition : « Le débiteur ne pourrait pas plus
« en plaissant qu'il ne le pourrait en traitant avec l'un
« de ses créanciers, priver les autres des garanties qu'il
« leur a données (1) ».

La solution contraire nous paraît plus exacte. Le débiteur est libre, tant qu'il ne commet pas de fautes, de disposer de ses biens comme il l'entend, il peut passer avec l'un de ses créanciers toutes les conventions qu'il juge convenables ; pourquoi lui refuser alors de faire dans une instance qui constatera l'existence de l'obligation, ce qu'il peut faire en dehors de cette instance ? Les autres créanciers ne pourront s'opposer à ce que leur débiteur fasse indirectement ce qu'ils lui reconnaîtraient le droit de faire directement, et ils ne pourront s'en plaindre, car ils étaient libres de s'entourer de

(1) Cassation, 13 avril 1841, S., 41, 1, 553.

toutes les garanties nécessaires à la sûreté de leurs créances.

C'est ainsi qu'un arrêt de Cassation du 8 juillet 1850 (1) a décidé que les créanciers ne pouvant invoquer d'autres droits que ceux de leur débiteur sont astreints à exécuter les engagements non entachés de fraude qu'ils auraient pu contracter.

A ce principe de représentation des créanciers chirographaires, nous ferons avec la jurisprudence (2) une exception toutes les fois qu'il s'agira de la répartition du patrimoine du débiteur, à condition que ce soit une distribution judiciaire.

B. — Deuxième condition: Il faut éprouver un préjudice causé par le jugement.

L'intérêt, qui est suffisant pour motiver une intervention en première instance, ne le sera plus en cause d'appel. Devant cette dernière juridiction, le législateur, assimilant l'intervenant à un tiers opposant ne lui permet d'intervenir que si le premier jugement préjudicie à ses droits.

Que faut-il entendre par ce mot de préjudice? Si nous nous reportons aux arrêts de la jurisprudence de ces dernières années, nous y remarquons une tendance très accentuée pour reconnaître comme préjudice non, seulement une atteinte portée aux droits de l'inter-

(1) En ce sens, Aubry et Rau, VIII, p. 375. — Cassation, 8 déc. 1852, S., 53, 1, 106; 1^{er} août 1865, S., 66, 1, 407.

(2) Cassation, 16 novembre 1874, S., 75, 1, 65.

venant, mais encore tout préjugé défavorable qui résulterait contre un tiers d'un jugement rendu.

C'est ainsi que la Cour d'Angers, dans un arrêt du 23 mai 1878 (1), déclare que « le préjugé défavorable pouvant résulter d'une décision sur un titre commun constitue un préjudice suffisant pour autoriser l'intervention en appel » (2).

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 17 mai 1870 (3), a reçu un tiers intervenant en appel, attendu que « l'arrêt d'appel à intervenir ne pouvait être considéré comme indifférent pour l'intervenant puisque au contraire, en l'espèce, cet arrêt devait former un préjugé contraire aux prétentions que l'intervenant pourrait avoir à élever et à soutenir. »

Enfin, dans un arrêt du 8 juillet 1889 (4), la Cour suprême déclarait recevable en appel l'intervention d'obligataires d'une Société anonyme dans un débat intenté par d'autres obligataires contre les administrateurs de cette société qu'ils prétendaient personnellement responsables des fautes qu'ils avaient commises, par les motifs suivants : « Attendu qu'il ressort des articles 466 et 474 C. Pr. civ. que deux conditions seulement sont requises pour intervenir en appel : 1^o que la partie intervenante n'ait été ni appelée ni représentée en première instance ; 2^o que la décision qui a été rendue ne puisse pas être considérée comme indifférente

(1) D., 80, 1, 248.

(2) Dans le même sens, Bourges, 28 juillet 1877, D., 77, 2, 50, et Orléans, 24 mai 1883, D., 84, 2, 138.

(3) D., 70, 1, 241.

(4) Journ. *La Loi*, 10 juillet et 18 décembre 1889.

pour l'intervenant, mais qu'elle puisse former un préjugé contraire aux prétentions qu'il aurait intérêt à élever et à soutenir, sans qu'il soit néanmoins nécessaire que cette décision lui soit opposable comme ayant à son égard l'autorité de la chose jugée » (1).

A en juger par les diverses applications que la Jurisprudence a faites du mot préjudice, il semblerait que la loi se soit montrée moins rigoureuse pour l'intervention en appel que pour l'intervention en première instance ; puisque devant cette dernière juridiction le préjugé ne peut, que dans certains cas déterminés, motiver une intervention. En outre, la jurisprudence semble ne tenir aucun compte du texte même de l'article 474 qui parle de préjudice aux droits et non pas simplement d'un préjugé défavorable.

Nous estimons que la jurisprudence est allée un peu loin en reconnaissant comme préjudice un simple préjugé fâcheux pour les tiers ; mais il y a lieu de remarquer cependant que l'appréciation du préjudice est le plus souvent une question de fait, variant suivant les espèces et à résoudre par les juges qui ne doivent pas perdre de vue le but de l'intervention.

Les juges cependant devront se montrer rigoureux dans leur appréciation du préjudice, car les principes de la chose jugée s'opposent absolument à considérer comme préjudice le simple préjugé défavorable ; sans cela, comme le fait remarquer si judicieusement M. Tissier (n° 133) il n'y aurait plus de raison pour s'arrêter à une limite quelconque. Il est arrivé, par exemple, que

(1) Voir en sens contraire : Orléans, 4 avril 1894.

deux fermiers ruinés par le phylloxéra ont demandé en même temps devant le même tribunal la résiliation de leurs baux. Si la demande du premier a été repoussée, dira-t-on que le second pourra intervenir en appel du jugement qui déboutait le premier de sa demande ? On ne l'oserait, et cependant il y a bien un préjugé défavorable que le second fermier aurait grand intérêt à effacer (1).

Il n'y aurait pas lieu non plus de considérer comme préjudice l'anéantissement d'une simple espérance, car dans notre matière pour qu'il y ait préjudice, il faut un jugement portant atteinte aux droits d'un tiers qui se trouve lésé par le prononcé de ce jugement ; or, la simple espérance d'un héritier présomptif ne peut engendrer des droits, et par là causer un préjudice.

C'est aussi pour la même raison qu'on n'admettrait pas l'intervention de celui qui, par sa seule qualité de tiers aux débats, pourrait repousser l'effet d'un jugement auquel il n'a pas pris part, en invoquant la relativité de la chose jugée. L'héritier qui, malgré un jugement rendu contre son cohéritier a conservé toute sa liberté d'action pour son compte personnel ne serait pas recevable (2).

On devrait *a fortiori* repousser aussi celui qui demanderait à intervenir sur l'appel d'un jugement qui, loin de lui préjudicier, lui serait avantageux et auquel, conséquemment, il ne serait pas fondé à former tierce-

(1) Exemple emprunté à M. Tissier, *op. cit.*, n° 133.

(2) Metz, 31 mars 1814, D., v° *Tierce-opposition*, n° 12.

opposition ; ou sur le simple motif que l'arrêt à rendre puisse lui nuire (1).

Il faut un intérêt instant et un droit acquis auxquels le jugement aurait préjudicié. Lorsque ce préjudice sera direct et déterminé, le dommage sera facile à apprécier. Si, par exemple, un jugement a condamné un propriétaire à boucher des vues dans un immeuble occupé par l'usufruitier, ce dernier pourra intervenir sur l'appel de ce jugement qui lui cause un préjudice immédiat.

Si le préjudice est au contraire indirect ou éventuel, nous estimons que les juges devront tenir compte des circonstances du fait et recevoir l'intervenant s'il y a bien pour lui un préjudice à ses droits, et non pas seulement un préjugé défavorable. « L'appréciation de ce « préjudice est en principe laissée aux juges du fait, dit « M. Tissier (n° 135); en général, il faut se garder de « rechercher le préjudice en se plaçant au point de vue « du résultat final, en se livrant à une série de déduc- « tions plus ou moins arbitraires et hypothétiques. S'il « apparaît d'une manière immédiate au premier plan, « cela doit suffire. »

Toutefois, il importe de ne pas oublier que les tiers intervenants devront faire la preuve du préjudice que leur cause le jugement rendu ; c'est ainsi que des créanciers qui ont un droit de gage général sur les biens de leur débiteur éprouveront un préjudice par la décision d'un premier jugement appauvrissant leur débiteur, et à condition de prouver qu'il y a eu dol ou fraude, et que

(1) D., v° *Intervention*, n° 80.

le jugement rendu augmente l'insolvabilité de leur débiteur, leur intervention en appel sera recevable.

Un arrêt de Cassation du 12 novembre 1872 (1) a, en effet, reconnu à des créanciers le droit d'intervenir sur l'appel d'un jugement qui déclarait valable un acte de donation attaqué par un créancier du donateur, parce que cette donation lui causait préjudice.

Recherchons maintenant, comme nous l'avons fait pour l'intérêt en première instance, si le préjudice moral peut être une cause suffisante à une demande d'intervention en appel; il peut se faire, par exemple, qu'un tiers se prétende lésé dans son honneur ou sa considération par des allégations calomnieuses insérées au jugement, pourra-t-il intervenir en appel? Nous devons distinguer si ces atteintes mensongères sont renfermées dans le dispositif ou dans les motifs du jugement. Au premier cas, son intervention sera recevable, parce qu'il y aura bien pour lui un préjudice résultant du jugement lui-même, comme l'exige la loi. — Si, au contraire, les expressions injurieuses dont il se plaint ne sont pas renfermées dans le dispositif, nous devons appliquer *stricto sensu* l'article 474 C. Proc. civ. et dire qu'il ne peut être recevable à former tierce-opposition, et par là même intervenir, puisque le préjudice dont il se plaint ne résulte pas du jugement, les motifs d'un jugement n'étant que de simples raisonnements ne pouvant léser les tiers. — Il y aurait peut-être un préjugé défavorable, mais nous ne le croyons pas suffisant pour autoriser une intervention. C'est ainsi que la Cour de Poitiers, dans

(1) S., 73, 1, 59.

un arrêt du 17 novembre 1886 (1), a décidé que le demandeur à l'intervention ne se plaignant pas du dispositif du jugement auquel il ne pouvait pas former tierce-opposition, puisque son nom n'y figure même pas, ne peut être reçu dans son intervention en ce qui touche la demande d'infirmerie des motifs de ce jugement.

Les tiers lésés par les motifs d'un jugement n'auront d'autre ressource que de se pourvoir devant le Garde des Sceaux qui, dans l'intérêt de la loi, pourra obtenir cassation des motifs du jugement en vertu de l'article 441 Code d'Instr. crim. (2).

Les corporations, représentées par leur bâtonnier, président, pourront-elles intervenir en appel ? Il semblerait qu'on doive tenir le même raisonnement pour les interventions en appel que pour celles de première instance, car les mêmes raisons et les mêmes motifs existent devant l'une et l'autre juridiction. Nous croyons cependant qu'il faut s'en tenir au texte des articles 1351 C. civ. et 474 C. Proc., et refuser l'intervention des corporations qui n'ont éprouvé aucun préjudice par suite du jugement qui a frappé un de leurs confrères, puisque l'autorité de la chose jugée ne peut leur être opposable. Aussi approuvons-nous un arrêt de Cassation du 30 décembre 1878 (3) décidant que le jugement qui dénie à un avoué le droit

(1) S., 88, 2, 57.

(2) C'est ainsi que la Cour de cassation a cassé les motifs d'un arrêt de la Cour d'Aix, disant que la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée se faisait un jeu de la vie des voyageurs et ne prenait aucune précaution dans leur intérêt. S., 86, 1, 491. (Note empruntée à l'ouvrage de M. Tissier, p. 222, note 2.)

(3) D., 81, 1, 57.

de plaider les affaires d'une certaine nature, ne peut être frappé de tierce-opposition par les autres avoués exerçant près le même Tribunal, et que dès lors ceux-ci ne seraient pas recevables à intervenir sur l'appel du jugement (1).

(1) Dans le même sens, Cour de Montpellier, 6 mars 1890, D., 91, 2, 142. — En sens contraire, Cour de Besançon, 28 juillet 1877, D., 78, 2, 50 et arrêt de Cassation du 2 février 1895, D., 95, 1, 188, autorisant le Conseil de l'ordre des avocats à intervenir en appel s'il considère que l'une des prérogatives appartenant aux membres de son ordre est mise en discussion.

CHAPITRE II

Procédure.

Comme toutes les demandes incidentes, l'intervention, qui est un véritable incident de la demande principale, devra être portée devant le Tribunal saisi de la demande principale. En aucun cas, il ne sera fait exception à cette règle de procédure qui a voulu supprimer par là les nombreux abus créés dans l'ancien Droit par le privilège des *committimus*.

Nous diviserons l'étude de ce chapitre en trois sections :

- 1° Formes de l'intervention ;
- 2° Recevabilité de l'intervention ;
- 3° Jugement qui prononce l'intervention.

SECTION I

Formes de l'Intervention.

Comment se forme une intervention, que doit-elle contenir, dans quel cas sera-t-elle nulle ? Nous avons vu dans le chapitre précédent que le législateur était resté muet sur les conditions nécessaires à l'exercice du

droit d'intervention, et nous n'avons pu résoudre cette question qu'en nous reportant aux conditions générales des actions, ou en ayant recours aux solutions de la Doctrine et de la Jurisprudence. Le Code de procédure civile au contraire se montre très précis sur les formes de procédure que doit revêtir l'intervention, et pour répondre aux questions posées en tête de cette section, nous n'aurons qu'à étudier et commenter le texte des articles 339, 340 et 341 et ceux qui s'y rattachent.

L'article 339 se borne à poser la règle à suivre : l'intervention sera formée par requête qui contiendra les moyens et conclusions dont il sera donné copie ainsi que des pièces justificatives. C'est à dessein que le législateur n'a pas soumis ici la demande d'intervention à la forme ordinaire des demandes en justice : l'assignation.

L'intervention est une demande principale de la part de l'intervenant qui vient se mêler à un procès en cours et où il ne figurait pas encore ; mais elle n'est pas introductive d'instance, car elle est portée devant le tribunal saisi de la demande originaire, et, comme telle, dispensée du préliminaire de conciliation.

L'article 48 C. procéd. civ. portant « qu'aucune demande principale introductive d'instance..... ne sera reçue devant les tribunaux de première instance », a été mal rédigé. On aurait mieux fait de supprimer le mot *principal* pour laisser subsister les mots *introductive d'instance* ; car, si une demande peut être principale sans être introductive d'instance, toute demande introductive d'instance est nécessairement principale.

Si la demande en intervention était formée par une assignation, il n'y aurait pas lieu d'en prononcer la nul-

lité ; elle serait valable tout autant que par requête ; mais les frais de cette assignation, tels que transport d'huissier, ne pourraient pas entrer en taxe et resteraient à la charge de la partie qui l'a introduite.

Il nous faut remarquer ici que par son silence le texte de l'article 339 exclut complètement les conclusions verbales qui généralement sont suffisantes lorsqu'il s'agit d'un incident porté à l'audience entre deux parties qui se connaissent et qui se communiquent leurs conclusions. Tout est de droit étroit en procédure et nous ne pouvons suppléer ici à l'insuffisance des textes. Par requête qui contiendra les moyens et conclusions il ne peut s'agir, bien entendu, que de conclusions écrites. Cette nécessité se comprend en effet facilement si l'on songe que l'intervention est un incident d'une nature toute spéciale, puisqu'il introduit au milieu des plaideurs un élément nouveau, un tiers qui vient se joindre aux débats pour contester les prétentions de l'un ou de l'autre, soit même de tous les deux à la fois en s'appuyant sur des moyens souvent inconnus des parties en cause. Il est donc utile que les parties principales connaissent leur adversaire et les moyens qu'il invoque, et ce afin de pouvoir lui répondre. Ce ne peut donc être qu'à l'aide de conclusions écrites formulées par voie de requête. L'intervention introduite par des conclusions verbales exposées à l'audience devrait être rejetée.

Examinons successivement les conditions de forme et de fond que doit présenter la requête.

A. — Conditions de forme.

La requête doit être signifiée à avoué ; en d'autres termes, l'intervenant doit signifier sa requête d'intervention à l'avoué de son adversaire, ou, s'il agit contre le demandeur et le défendeur, à l'avoué des deux parties en cause.

L'article 339, il est vrai, n'ajoute pas que la requête sera une requête d'avoué, mais il est évident que ce sera à ceux-ci qu'elle sera signifiée ; ils sont déjà chargés de la cause et, plus que tous autres, mieux placés pour en apprécier la valeur et savoir jusqu'à quel point leurs clients devront y répondre. On ne peut ici tirer contre nous argument de l'article 406, d'après lequel les demandes incidentes et les interventions seront formées par requêtes d'avoués, car cet article se trouve plus explicite ; bien au contraire, les interventions en appel sont introduites dans la même forme que celles en première instance.

Une opinion ancienne (1) s'appuyant sur ce qui se passait dans la procédure antérieure à la promulgation du Code de 1806, exigeait que la requête en intervention fût présentée et remise au Président du tribunal sur le rapport duquel il était répondu par une ordonnance signée par lui. Cette pratique venait de ce qu'autrefois le juge qui recevait une requête inscrivait au bas la formule : « Viennent les parties... ». La doctrine (2) est unanime

(1) Denevers, *Suppl.*, 1809, p. 110. — Hautefeuille, 188.

(2) Rousseau et Laisney, *v^o Intervention*, n^o 127 ; Garsonnet, p. 670, n^o 11.

pour décider qu'il n'est pas nécessaire de présenter la requête au président. Le système ancien exigeant l'ordonnance du juge ne s'appliquait du reste que dans les causes instruites par écrit, puisque dans les causes verbales c'était le greffier qui inscrivait la formule au bas de la requête. Ce système serait opposé à un usage aujourd'hui constant et au texte de la loi. L'article 339, qui exige la formalité d'une requête, n'oblige pas l'intervenant à obtenir une ordonnance du président du tribunal : si le législateur eût voulu qu'on suivit cette marche, il eût mentionné cette formalité dans son article. L'article 341, au contraire, ne nécessite un jugement sur l'intervention que si elle est contestée par l'une des parties. On chercherait en vain de quelle utilité serait cette ordonnance, puisque le juge n'est pas libre de refuser à la partie qui intervient le libre exercice d'un droit qui lui est accordé par la loi. Ce serait dire aussi qu'on n'a pas le droit d'introduire une action sans la permission du juge. De plus, l'examen des articles 72, 826, 844, 865 nous montre bien que la loi spécifie les cas dans lesquels l'autorisation du président sera nécessaire ; or, rien de pareil dans l'article 339.

« Enfin, M. Pigeau, *Comment.*, t. I, p. 600, nous en
« donne une raison plus péremptoire encore peut-être,
« parce qu'au lieu d'être fondée sur l'absence d'une loi,
« elle l'est sur un texte positif. Ce texte, c'est la combi-
« naison des articles 75, 79 et 90-94 du tarif. Il en résulte
« que les requêtes non grossoyées doivent seules être
« représentées et répondues, et non pas les requêtes
« grossoyées, puisque dans la taxe des premières entre
« la vacation pour obtenir l'ordonnance et qu'il n'en

« est pas ainsi à l'égard des secondes. Or, d'après l'article 75, § 17 et 45, c'est dans la classe de celles-ci que se trouve la requête en intervention (1) ».

La requête sera signifiée, en autant de copies qu'il y a de parties principales ayant un intérêt différent, par l'avoué, et adressée au tribunal qui sera saisi de la demande en intervention par la présentation qui lui en sera faite.

Que décider si le défendeur fait défaut et n'a pas constitué avoué? La simple requête d'avoué sera-t-elle suffisante pour le saisir, ou bien, au contraire, faudra-t-il exiger comme pour les demandes principales une assignation? Plusieurs théories se sont élevées sur cette question.

M. Lepage, p. 222, quest. 2, al. 4, considère que « l'intervention est une véritable demande incidente, et que la partie qui ne constitue pas avoué ne peut prendre part à aucun incident ». D'après cet auteur, il serait inutile que l'intervenant adressât une requête, puisqu'elle ne pourrait être signifiée à aucun avoué, et le défendeur défaillant n'aurait pas besoin d'être tenu au courant de la procédure.

M. Pigeau, *Comment.*, t. I, p. 600, au contraire, exigerait des formalités spéciales. L'intervenant devrait obtenir un jugement de jonction qu'on lui ferait signifier avec réassignation: ce serait la procédure du défaut profit-joint.

Nous croyons devoir écarter ces deux théories qui ne répondent nullement au vœu de la loi qui a créé l'inter-

(1) Carré, p. 211.

vention dans le but d'éviter et surtout d'éteindre les nombreux procès. Il y a au contraire un grand intérêt à avertir le défendeur défaillant qu'un adversaire nouveau se mêle aux débats. La présence de l'intervenant peut le décider à constituer avoué et à prendre part au procès ; du reste, si l'intervention est agressive vis-à-vis du défaillant, il est de toute nécessité que celui-ci en soit averti, puisqu'une partie ne peut être liée par une décision judiciaire sans avoir été préalablement mise en cause.

La procédure du défaut profit-joint est de plus longue et coûteuse ; or, d'après l'article 340, l'intervention ne peut retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état. Ce serait donc exclure dans bien des cas une intervention qui réunirait toutes les conditions voulues pour être admise et qui ne serait écartée que par le défaut du défendeur.

Nous croyons au contraire, et ce malgré le silence de la loi, que l'intervenant doit notifier sa requête par exploit d'huissier, au domicile du défendeur défaillant. C'est l'opinion la plus répandue ; c'est ainsi que, d'après M. Garsonnet (1), et Rousseau et Laisney, n° 124, v° *Intervention*, on doit signifier la requête à domicile, mais seulement avec sommation ou déclaration qu'on poursuivra l'adjudication des fins de l'intervention. Il n'est nul besoin d'agir par assignation, comme le voudrait Bourbeau (2), qui tire argument de l'article 718, puisque le défendeur défaillant est suffisamment averti

(1) Tome II, p. 671.

(2) Pages 146 et suivantes.

par la notification de la requête de l'incident porté à l'audience.

La requête de l'intervenant doit être grossoyée : les parties principales peuvent y répondre aussi par une requête grossoyée contenant autant de rôles que la première. C'est là un procédé coûteux qui n'est employé qu'en matière ordinaire, c'est-à-dire dans les instances les plus importantes et les moins urgentes ; aussi les parties peuvent-elles employer le simple acte d'avoué à avoué avec les conclusions de l'intervenant.

L'article 339, il est vrai, ne mentionne que la requête, et il semblerait, au premier abord, que l'intervention ne puisse être formée que par une requête grossoyée, en matière sommaire comme en matière ordinaire. L'article 406 cependant apporte un tempérament : « les demandes incidentes et les interventions seront formées par requête d'avoué, qui ne pourra contenir que des conclusions motivées. » Par les mots : *requête d'avoué*, il faut entendre simple acte d'avoué à avoué, car alors l'article 406 ferait double emploi avec l'article 339.

Le simple acte d'avoué à avoué a l'avantage d'être beaucoup moins onéreux, puisqu'il donne lieu à un droit fixe, alors que la requête grossoyée est soumise à un droit proportionnel ; il devra nécessairement être employé dans les affaires sommaires (1), à raison de l'urgence de la cause principale (2).

(1) Ce texte a été rédigé avant le décret du 15 août 1903 remplaçant le tarif des avoués, et qui supprime la distinction des affaires ordinaires et des affaires sommaires.

(2) Si en matière sommaire les parties employaient la requête grossoyée, les frais n'entreraient point en taxe.

B. — Conditions de fond.

L'intervenant qui paraît pour la première fois dans l'instance, doit se faire connaître aux parties principales, il indiquera dans sa requête avec ses moyens et conclusions (art. 339), ses nom, prénoms, profession et domicile (art. 61), et il devra faire constitution d'avoué (1).

L'omission de l'une de ces formalités entraînerait la nullité de l'intervention; c'est ainsi que divers arrêts de jurisprudence ont décidé que si les intervenants constituaient le même avoué que le défendeur, la procédure serait irrégulière et l'intervention non recevable; un arrêt de la Cour de Colmar, du 22 février 1809 (journ. Av., t. 14, p. 745), se basant sur l'article 61, a déclaré nulle la requête en intervention formée par des personnes qui n'étaient désignées que sous le nom collectif « *d'héritiers de tel.* »

Le mandataire qui agit pour le compte du mandant doit indiquer les noms, profession et domicile du mandant: du reste, celui-ci doit figurer personnellement sur les actes de procédure.

La nullité qui résulterait de l'omission d'une de ces formalités est une nullité relative, en ce sens que si elle n'est pas invoquée avant les plaidoiries au fond, elle est couverte; et les parties ne pourraient par conséquent l'invoquer pour la première fois en appel.

La partie finale de l'article 339 exige enfin qu'il soit

(1) L'avoué qui signe l'intervention doit être considéré comme constitué par l'intervenant.

donné copie des pièces justificatives : ces pièces, qui doivent compléter les moyens de l'intervenant, et fournir la preuve de ce qu'il avance, sont-elles exigées à peine de nullité ? La doctrine et la jurisprudence admettent la négative ; la copie de ces pièces n'est pas exigée à peine de nullité par l'article 339 ; or, d'après l'article 1030, aucun acte de procédure ne pourra être déclaré nul si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi ; cette copie de pièces ne fait pas partie de la requête qui doit contenir les moyens et conclusions : elle n'en est que l'accessoire. Lorsque la loi frappe de nullité une requête pour omission d'une des mentions prescrites, c'est parce que cette mention tient à la substance même de l'acte proprement dit. L'accessoire, au contraire, ne peut être substantiel à l'acte, et on ne peut par conséquent le frapper de nullité. Ce qui arrivera dans l'espèce, c'est que l'intervenant supportera seul les frais des copies de pièces en retard (art. 65) ; le juge pourra frapper aussi l'avoué d'une amende de 5 à 100 francs (art. 1030, *in fine*), ou interdire à l'intervenant de plaider tant que les pièces n'auront pas été communiquées. Il importe de remarquer qu'en pratique la partie intervenante qui n'a aucun intérêt à être déboutée de sa demande, fournira toujours les pièces en temps utile : car, pour éviter le danger qui se produirait dès que la cause serait en état (art. 340), elle fera toutes les diligences nécessaires pour arriver.

Ce qui confirme notre opinion, c'est que, jusqu'au jugement définitif, l'intervenant est libre de compléter par de nouvelles pièces ses moyens justificatifs : il n'y a donc aucun délai prescrit pour fournir la copie de

pièces justificatives qui peut se produire tant que la cause n'est pas en état.

Ce que nous venons d'exposer ne peut se produire qu'en matière ordinaire ; en matière sommaire, il y aurait lieu de faire exception à la règle et de décider que des conclusions motivées jointes à la requête seraient suffisantes.

Si plusieurs personnes pour des motifs identiques veulent intervenir dans une même instance, elles peuvent, dans le but d'éviter des frais, joindre toutes leurs demandes et les remettre au même avoué qui sera chargé de les représenter. Cet avoué ne formera qu'une seule requête, mais si les intervenants veulent agir en justice, il faut que d'un commun accord, ils désignent l'un d'eux chargé de les représenter ; à défaut d'entente, ce sera le plus âgé qui les représentera tous.

Enfin, d'après les articles 337 *in fine* et 341, les parties principales pourraient répondre à la demande d'intervention ; « dans les affaires sur lesquelles il aura été ordonné une instruction par écrit, si l'intervention est contestée par l'une des parties, l'incident sera porté à l'audience. » La réponse à la demande en intervention pourra avoir lieu tant que le tribunal n'aura pas statué sur sa recevabilité : elle pourrait même être faite verbalement.

La requête étant un acte d'avoué à avoué, il sera nécessaire devant les juridictions près desquelles il n'existe pas d'avoués, telles que justices de paix, tribunaux de commerce, conseils de prud'hommes (1),

(1) Devant les Conseils de guerre, l'intervention n'est pas admise. En ce sens, Cassat., 19 mars 1852, D. P., 52, 1, 328, et 11 juin 1852, D. P.,

d'employer la forme habituelle des significations : l'exploit d'huissier signifié au domicile réel (1).

SECTION II

Recevabilité de l'Intervention.

A quel moment exact de la procédure la demande d'intervention doit-elle être présentée pour être recevable ? A plusieurs reprises déjà, nous avons eu l'occasion de signaler le but du législateur en créant l'intervention. Les mêmes raisons se retrouvent ici pour la recevabilité dans l'instance principale. Il fallait laisser aux tiers que peut menacer l'issue d'un procès en cours, le temps matériel suffisant pour intervenir dans l'instance dont ils ignoraient l'existence ; mais la loi devait aussi protéger les parties principales que vient troubler l'immixtion de la partie intervenante, et qui ont intérêt à ne pas voir retarder plus longtemps la solution du litige. Aussi l'article 340 conciliant les intérêts de tous déclare que l'intervention ne pourra jamais retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état.

52, 1, 192. Le Code de justice militaire, en effet, dans ses articles 53 et 54, ne permet pas aux conseils de guerre de statuer sur les réparations civiles.

De plus, art. 275 du même Code, et conseil de guerre de Paris du 10 janvier 1898. *Rec. Gaz. trib.*, 1898, 1^{er} sem., 2, 136.

(1) L'intervention devant un tribunal de commerce par voie de conclusions verbales prises à la barre ne serait pas recevable. D., 89, 2, 175.

C'est admettre, en d'autres termes, la recevabilité de l'intervention en tout état de cause, sous la condition de ne pas retarder le jugement de l'affaire principale. L'intervention sera tardive et devra être rejetée lorsque la cause principale sera en état.

Il nous faut rechercher ici le sens et la portée des mots : *Cause en état* : expression qui se trouvait déjà dans l'ordonnance d'avril 1867, titre XI, art. 28, sur laquelle l'article 340 ne nous a donné qu'à des explications insuffisantes.

On pourrait être tenté d'appliquer par extension à notre cas la définition des causes en état donnée par l'article 343, ainsi conçu : « L'affaire sera en état lorsque la plaidoirie sera commencée; la plaidoirie sera commencée quand les conclusions auront été contradictoirement prises à l'audience. Dans les affaires qui s'instruisent par écrit, la cause sera en état lorsque l'instruction sera complète, ou quand les délais pour les productions et réponses seront expirés. » Cet article fait une double distinction selon que l'instruction a lieu à l'audience sur plaidoiries, ou selon que l'affaire est instruite par écrit. Dans le premier cas, l'affaire sera en état avant le commencement des plaidoiries, au moment même où les conclusions seront contradictoirement prises; tandis que dans les instructions par écrit, ce moment sera déterminé par la remise des pièces par le greffier entre les mains du juge rapporteur (art. 109).

Mais il nous semble que cette extension est impossible; d'abord parce que l'article 343 s'appliquant aux reprises d'instance et aux constitutions de nouvel avoué, est nécessairement limitatif; mais, surtout parce que ce

serait aller contre le but de l'intervention en l'empêchant, dans la plupart des cas, de se produire ; en effet, si l'on ne permettait pas d'intervenir dans une instance où il a été pris des conclusions contradictoires, il en résulterait « que l'intervention ne pourrait presque jamais « avoir lieu ; car, ce n'est que par la nature des conclusions qui ont été prises, qu'un tiers peut être instruit « de l'objet de la cause principale, et qu'il peut voir s'il « est de son intérêt qu'il intervienne » (1).

En édictant l'article 340, le législateur a voulu empêcher le retour des abus de l'ancien droit, et prévenir les interventions de mauvaise foi dont le seul but était de retarder la solution d'un procès dont on redoutait l'issue ; aussi déciderons-nous que la cause sera en état lorsque l'instruction sera complètement achevée et prête à recevoir jugement.

Jusqu'à ce moment les parties peuvent utilement intervenir, et leur intervention sera utile, dès lors qu'elle ne retardera pas le jugement de la cause principale ; en un mot, l'intervention cesse d'être recevable au moment où les parties principales ne peuvent plus rien ajouter pour leur défense. Il faut, selon l'expression de Bourbeau, tome I, p. 150, que l'intervention puisse se fondre en quelque sorte avec l'instance principale, prendre le pas de façon à pouvoir elle-même recevoir jugement, si la cause principale est prête elle-même à recevoir jugement.

Il importe peu de distinguer si les conclusions ont été contradictoirement posées à l'audience, ou si les plai-

(1) Carré, 1273, p. 215.

doiries sont commencées, mais bien de savoir, si, selon l'expression de M. Berriat Saint-Prix, toute l'instruction est achevée (1). Toutefois serait irrecevable une intervention qui n'aurait avec la demande principale qu'un rapport tout à fait indirect, ou dont les conclusions seraient plus étendues.

La jurisprudence a fait plusieurs applications pratiques de notre appréciation de l'article 340. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Lyon, de janvier 1868, a déclaré qu'une intervention était recevable, bien qu'elle n'ait été signifiée qu'après le commencement des plaidoiries, du moment que le Tribunal peut y statuer en même temps que sur la demande principale. Un arrêt de la Cour d'Orléans, du 15 avril 1845, d'après lequel : aux termes de l'article 340, l'intervention ne peut retarder le jugement quand l'affaire est en état de recevoir décision... on ne peut reconnaître le droit d'intervention à un tiers étranger au procès qui n'est pas encore encore reçu intervenant et qui ne demande un sursis que pour se mettre en mesure d'intervenir valablement (2).

Allant plus loin, un arrêt de la même Cour, du 27 décembre 1850 (3), a jugé qu'il convient d'apporter un équitable tempérament à la règle posée par l'article 340, lorsque l'intervenant entend attaquer la qualité de l'une des parties à laquelle il prétend se substituer, qu'il a été

(1) Berriat-Saint-Prix, p. 768.

(2) En même sens : Orléans, 15 janvier 1833, D., 34, 2, 32.

(3) Affaire fabrique d'Eglise métropolitaine, S., 52, 2, 279; D., 51, 2, 101.

empêché de le faire par une force majeure, que l'intervention est sérieuse, qu'elle présente quelque apparence de fondement, et que son rejet causerait à l'intervenant un préjudice qui pourrait être irréparable.

C'est qu'en effet, tant que l'instruction n'est pas terminée complètement, l'intervention est recevable, et qu'il est préférable, souvent, de retarder momentanément la solution du litige plutôt que de rendre deux décisions contraires, ou nécessiter un nouveau procès (1).

Il ressort donc bien nettement de l'article 340 que l'intervention sera recevable si elle ne retarde pas le jugement de la demande principale, et qu'elle pourra se produire jusqu'à ce moment; aussi pour arriver à ce but, l'intervenant doit-il prendre « l'affaire en état » et être « prêt à plaider »; en d'autres termes, la partie qui intervient doit prendre la procédure dans l'état où elle se trouve au moment où elle prend part dans l'instance : aussi ne pourrait-elle opposer un moyen de nullité tenant à un défaut de forme, puisqu'elle est censée accepter comme régulier tout ce qui s'est passé antérieurement et que les exceptions qu'elle pourrait soulever sont peut-être couvertes; c'est ainsi qu'il a été décidé (2) que si le défendeur principal a déclaré dans ses conclusions qu'il s'en rapportait à la justice, un de ses créanciers ne peut intervenir pour décliner la compétence du tribunal saisi (3).

(1) Arrêt de Bordeaux, en ce sens : 25 février 1833; D., v° *Intervention*, 118.

(2) Bourges, 4 juin 1839, sous Cassation, 4 janvier 1841, S., 41, 1, 18; D., 41, 1, 76.

(3) Nous trouvons à cette règle une exception en matière de séparation de biens : Le créancier qui aurait de justes raisons de craindre

Et de même qu'il ne pourrait faire revivre des exceptions déclinatoires ou dilatoires déjà soulevées et tranchées, de même il ne pourrait opposer des exceptions personnelles dont l'effet serait de retarder la solution du litige. Son rôle se réduit aux mesures d'instruction qui restent à accomplir jusqu'au prononcé du jugement : il prend le pas, suivant l'expression de Bourbeau, t. V, et suit le mouvement imprimé à l'instruction du procès. C'est donc pour cette même raison qu'il doit être prêt à plaider et à conclure sur le fond. Le moindre délai demandé par lui devant retarder le prononcé du jugement et pouvant faire supposer que son intervention n'avait qu'un but vexatoire à l'encontre des parties principales, ou n'était qu'un moyen de gagner du temps, en faisant revivre par là les privilèges de l'ancien droit.

Si, au contraire, l'intervention se produit à la naissance du procès, en d'autres termes, si elle n'est pas en état au sens de l'article 343, l'intervenant doit être assimilé aux plaideurs principaux : il peut requérir de nouvelles voies d'instruction autres que celles déjà proposées, opposer ses exceptions personnelles, demander de nouveaux délais.... alors même qu'il doit en résulter un retard pour la solution du procès originaire; car, retirer dans ce cas à l'intervenant l'exercice des actions communes aux parties principales serait le mettre dans l'obligation de se désintéresser complètement de débats, où ses droits

une collusion frauduleuse entre les époux pourrait intervenir pour soulever le déclinatoire d'incompétence. Cassation, 18 novembre 1835, S., 1836, 1, 118.

Voir aussi Cassation, 5 janvier 1825, S., 26, 1, 140, qui donne au créancier le droit de récusation.

seraient limités, pour intenter comme demandeur un nouveau procès.

Cette solution nous amène à nous demander, en admettant même que la cause soit déjà instruite, si l'intervenant ne pourrait pas, pour faire valoir ses droits, provoquer une nouvelle enquête ou expertise, ou d'autres mesures d'instruction? Cette question, sur laquelle la jurisprudence n'a pas eu souvent à se prononcer, a donné naissance à de nombreuses théories : nous allons examiner successivement l'opinion des auteurs, et nous exposerons ensuite notre façon de résoudre la question.

Un premier point sur lequel la doctrine et la jurisprudence ont toujours été d'accord est celui où l'intervention est purement conservatoire; c'est-à-dire lorsque l'intéressé appuie seulement les conclusions de l'une des parties principales, en n'opposant pas des moyens à lui personnels, mais en se bornant à surveiller ou à soutenir les moyens de défense qu'elle a allégués, ou les mesures d'instruction qu'elle a réclamées et qui lui ont été refusées. On ne pouvait, dans ce cas, autoriser l'intervenant à demander une nouvelle enquête, par exemple, si cette enquête avait déjà été accordée aux parties principales; en vertu de ce principe que l'intervenant n'étant, par rapport à la partie principale, qu'un ayant cause représenté au procès par son ayant droit, tout ce qui a été opposé à ce dernier doit l'être nécessairement à l'ayant cause, mais aussi et surtout parce que la mesure réclamée par l'intervenant est interdite par la loi (art. 252-295) qui méconnaît aux parties principales le droit de recommencer une nouvelle enquête : enquête sur enquête ne vaut; ou qui n'autorise la prorogation d'une nouvelle enquête,

ou celle d'une enquête commencée, que dans certains cas déterminés.

Si l'intervenant, au contraire, agit contre chacune des parties principales dans un intérêt qui lui est exclusivement propre, l'intervention est agressive; sur ce point, les avis sont partagés : une première opinion soutient que la partie intervenante, bien que ne pouvant faire annuler la procédure antérieure à son entrée dans l'instance, peut néanmoins employer tous les moyens légaux nécessaires à faire triompher la cause qu'elle vient soutenir à l'encontre des plaideurs principaux; il lui sera permis de provoquer de nouvelles mesures d'instruction car « il est indubitable, dit Duparc-Poullain, t. IX, p. 391, n° 122, que tous les droits de l'intervenant sont entiers, et qu'ainsi il peut de son chef, faire valoir tous les moyens qui peuvent établir ses droits (1) ».

Cette opinion, soutenue par Carré et Chauveau, Berriat Saint-Prix, est basée sur l'utilité et le but de l'intervention qui seraient tout à fait supprimés si on adoptait un système opposé, parce que, dit M. Demiaucrouzilhat, page 248, « il en résulterait que les tiers qui n'auront pas « connu l'instance primitive aussitôt après la demande, « préféreront à une intervention la voie de la tierce-op-
« position où ils seront libres d'instruire complètement
« leur cause; par conséquent le but de la loi institutive
« de l'intervention, c'est-à-dire de prévenir la multipli-
« cation des procès, serait tout à fait manqué. »

M. Thomine-Desmazures (t. I, p. 544), tout en étant partisan de la même opinion, vient l'appuyer en invo-

(1) Chauveau et Carré, p. 216.

quant le droit pour l'intervenant d'employer pour sa justification tous les moyens d'instruction nécessaires, même si cela avait pour effet de faire subsister l'instruction de l'intervenant après le jugement de la cause principale (1).

Ce système, qui invoque à l'appui un arrêt de la Cour de Riom du 7 mai 1825 (2), est rejeté par la majorité des auteurs (Bourbeau, V, p. 163; Rousseau et Laisney), qui, ne voulant aucune distinction entre l'intervention agressive et conservatoire, se basent pour rejeter la demande de nouvelle enquête sur le texte de l'article 340 qui ne permet pas que l'instruction principale subisse un retard du fait de l'intervenant, et sur ce fait qu'il n'y aura aucun intérêt à faire droit à sa demande, car, si la mesure demandée est la répétition de celle qui a déjà été accordée, quelle sera son utilité? et si c'est une mesure nouvelle, le rejet des conclusions de l'intervenant ne pourra lui porter préjudice, puisque son intervention sera déclarée non recevable et qu'il pourra intenter un nouveau procès; c'est enfin contraire aux principes généraux du droit qui s'opposent à ce qu'une seule instance donne lieu à plusieurs enquêtes.

Pour notre part, nous nous rangerons à une opinion mixte qui semble concilier pour le mieux les intérêts de l'intervenant, tout en maintenant l'intégralité du texte

(1) Cette dernière opinion est complètement abandonnée aujourd'hui, depuis que la disjonction des causes n'est plus permise. C'est ainsi qu'on ne peut assimiler l'intervention à une demande reconventionnelle, le Tribunal jugeant la demande principale quand elle sera en état et l'intervention dès qu'elle y sera.

(2) D., 26, 2, 116.

de la loi. Il ne faut pas voir, en effet, dans l'article 340, une disposition impérative s'imposant absolument aux juges. Il est certainement des cas dans lesquels un léger retard dans la procédure ne peut occasionner de dommage aux plaideurs principaux ; refuser, dans ce cas, à l'intervenant, les mesures d'instruction qu'il réclame, c'est l'obliger d'abandonner l'instance ou le mettre dans la nécessité de subir les frais d'un nouveau procès. Il faut agir selon l'esprit du législateur et dire, avec M. Garsonnet, que « le tribunal verra dans sa sagesse s'il ne « vaut pas mieux faire subir un temps d'arrêt à la « demande principale, que de la juger précipitamment « en laissant pendantes les questions soulevées par l'intervention (1) ».

SECTION III

Jugement.

Le tribunal devant lequel est portée la demande de l'intervenant doit-il, préalablement à la question de fond, statuer sur la recevabilité de l'intervention ? En l'absence de contestations par les plaideurs principaux, libres d'admettre à l'instance qui bon leur semble, il n'est besoin d'aucun jugement pour déclarer l'intervention recevable. Le tribunal donnera acte à l'intervenant de sa demande et passera outre aux débats. Cela résulte nettement de l'article 341 *a contrario* : « Si l'intervention

(1) Garsonnet, tome II, p. 673 et les arrêts (indiqués sous la note 43, p. 674) établissant le pouvoir d'appréciation du juge.

est contestée, l'incident sera porté à l'audience ». Cet article n'exige donc un jugement préalable qu'en cas de contestation par l'une des parties, mais, en vertu des prémisses de cet article « Dans les affaires sur lesquelles il aura été ordonné une instruction par écrit », il nous faut faire une distinction selon que l'affaire peut être jugée sur plaidoiries ou qu'elle nécessite une instruction par écrit. Dans une affaire qui se juge sur plaidoiries, si la contestation des parties (1) sur la recevabilité de l'intervention porte sur une des conditions de fond telles que défaut d'intérêt, de qualité ou de capacité, l'exception se confond avec le fond et le tribunal n'a pas à se prononcer, l'intervention est jointe au principal sans décision préalable. Elle sera discutée et jugée en même temps que le fond, et le tribunal statuera sur le tout par un seul et même jugement. Toutefois, en vertu de l'article 173, si les plaideurs principaux invoquaient contre leur adversaire un vice de forme pouvant se couvrir dans la suite des débats, cette exception ne pouvant être opposée qu'*in limine litis*, le tribunal devrait statuer immédiatement.

Si, au contraire, l'affaire principale est instruite par écrit, l'incident devra être porté à l'audience (art. 341) ; l'intervention s'instruira oralement et les juges devront aussitôt rendre un jugement rejetant la demande de l'intervenant de l'instance qui reprendra son cours, ou, le recevant partie au procès, pour statuer après les

(1) Remarquons ici que pour contester la recevabilité de l'intervention, il faut faire preuve d'un intérêt. Cassat., 8 mars 1831, D., 31, I. 111.

débats par un même jugement définitif sur le fond et l'incident.

C'est ainsi, par exemple, que la demande de l'intervenant peut soulever une question préjudicielle qui, nécessairement (art. 338), devra être tranchée avant le fond ; un arrêt de Cassation du 9 juin 1837 a, en effet, décidé qu'en matière d'ordre, si un intervenant se prétend propriétaire d'un immeuble dont le prix est à distribuer (lequel doit lui être attribué en entier), il n'y a pas lieu d'ouvrir un ordre entre les créanciers ; cette question est préjudicielle aux contestations élevées entre les créanciers produisants et doit être jugée préalablement.

Ce procédé, tout en simplifiant la procédure, aura l'avantage d'éviter des frais et de retarder le prononcé du jugement.

Il est hors de doute que le tribunal ne pourrait statuer séparément, d'abord sur le fond même du litige et, ensuite, sur l'intervention. Cette dernière ne peut, en effet, être assimilée à une demande reconventionnelle sur laquelle un même tribunal peut statuer sans se déjuger. Dans notre cas, la disjonction des causes ne peut être permise devant le texte de l'article 340 qui oblige l'intervenant à prendre l'affaire dans l'état où elle se trouve et à raison des conséquences fâcheuses que produirait un second jugement, qui n'aurait d'autre effet que de confirmer le premier ou le contredire purement et simplement. Au cas d'intervention tardive, ou fautive par l'intervenant, de conclure en temps utile, le juge devrait statuer sur le litige principal et renvoyer la partie intervenante à se pourvoir par une nouvelle instance.

En cas de partage de juges, un tiers serait-il recevable à intervenir au jugement qui doit vider le partage ? M. Pigeau, *Comment.*, t. I, p. 281, enseigne que l'intervention devrait être réputée tardive et qu'on ne doit apporter aucune modification aux débats afin que les juges répartiteurs aient bien à statuer sur la même affaire. Nous croyons au contraire que, dans ce cas, l'intervention peut être déclarée recevable, car, s'il est vrai qu'une fois le jugement de partage prononcé, aucune demande, aucune instruction, ne peuvent avoir lieu entre ce jugement et celui qui doit le vider, cela ne peut s'entendre évidemment qu'à l'égard des parties principales qui, lors de la reprise des plaidoiries, ne pourront former aucune conclusion nouvelle. Il doit en être tout autrement des demandes incidentes et, par conséquent, de l'intervention, qui peuvent surgir de la cause dans le cours du procès et sur lesquelles les juges répartiteurs ont exactement la même compétence que les premiers juges, et, s'il est vrai que la demande en intervention, au cas où le partage de juges n'eût pas existé, aurait dû être repoussée, la cause étant en état, nous admettrons ici sa recevabilité, tout en laissant, cependant, aux juges, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation car, bien souvent, loin de retarder le jugement principal, elle servira, par ses conclusions, à éclaircir et à vider un partage de juges qui n'eût peut-être pas existé si elle s'était présentée dans le cours de la première instance.

C'est ainsi qu'un arrêt de cassation a jugé que, lorsqu'un partage est déclaré, les juges appelés pour départager sont investis, relativement à l'affaire qui en est

l'objet, des mêmes pouvoirs que les autres juges, tant pour les accessoires et les incidents, que pour le fond.

Un tiers peut-il intervenir dans une demande en péremption d'instance, alors que les parties principales sont restées trois ans sans faire aucun acte de procédure? La solution ne nous paraît pas douteuse ici. A l'encontre des argumentations présentées par Carré, n° 1683, pour la péremption en cause d'appel, d'après lesquelles la demande en péremption serait une instance spéciale distincte de l'affaire principale et ceux-là seuls pourraient intervenir qui auraient droit à se pourvoir par tierce-opposition contre l'arrêt à rendre (art. 466) et qui nécessairement ont dû être parties au procès; et malgré que, d'après le même auteur, un jugement de péremption ne juge et ne préjuge rien, même en appel, contre un individu qui n'a été partie ni dans l'instance périmée ni dans l'instance de péremption, nous déciderons qu'un tiers sera recevable à intervenir dans une demande en péremption.

Il est inexact, en effet, de dire que, en cause d'appel, le jugement de péremption ne porte aucun préjudice au tiers qui vient former une demande d'intervention, puisque de ce fait, le jugement de première instance aura acquis force de chose jugée; il ne sera plus possible alors à l'intervenant de faire valoir ses prétentions; il a au contraire intérêt, tant en appel qu'en première instance, à prendre part à la demande, puisque, selon que la péremption sera accueillie ou repoussée, son intervention tombera ou sera maintenue. De plus, les textes confirment notre solution. L'intervenant a le droit de former sa demande en toute matière et en tout état de

cause : il prend la procédure dans l'état où elle se trouve au moment de son entrée dans les débats ; lui refuser le droit d'intervenir, c'est lui interdire de prendre la cause en état (1).

Mais quel sera l'effet de la péremption de l'instance principale vis-à-vis de l'intervenant, ou plus exactement le sort de l'intervention est-il distinct ou subordonné à celui de l'instance principale, en ce sens que si la péremption est accueillie, l'intervention subsistera néanmoins ?

MM. Lange, p. 499, et Demiau, p. 290, donnaient à la demande d'intervention le pouvoir de suspendre la péremption, et faisaient courir le délai de trois ans après le dernier acte de procédure d'intervention. Cette opinion est complètement abandonnée aujourd'hui. En vertu de l'adage : *Accessorium sequitur principale*, le sort de l'intervention est lié à celui de l'instance principale dont elle n'est que l'accessoire ; l'intervenant n'est au procès qu'une partie incidente, et seules les parties principales peuvent former une demande en péremption ; et, s'il est vrai qu'un tiers peut intervenir dans une demande de cette nature, en aucun cas son intervention ne sera interruptive des délais de péremption qui courront du dernier acte de procédure des parties principales. La jurisprudence décide en effet que la péremption court simultanément et contre la demande principale et contre les incidents qui s'y joignent.

Une question très délicate s'est posée sur le point de savoir si le jugement qui admet ou rejette au préalable

(1) En sens contraire, Rennes, 16 juin 1818.

la demande d'intervention est préparatoire ou interlocutoire. Si le jugement est préparatoire, l'intervenant ne pourra interjeter appel qu'après le jugement principal qui prononcera sur le fond du litige et sur l'intervention ; tandis que s'il est interlocutoire, il préjuge le fond et sera attaquant par la voie de l'appel avant la décision définitive. On admet, en général, que ce jugement est préparatoire et par conséquent non susceptible d'appel ; il ressort en effet du texte des articles 341 et 340 du Code de Procédure que l'intervention est une demande incidente, et comme telle ne peut retarder le jugement principal ; et que, l'appel ne pouvant suspendre le jugement de la cause principale, la demande en intervention serait toujours vaine et illusoire, quand même elle serait trouvée fondée par l'arrêt (1). De plus, le jugement qui admet ou rejette l'intervention ne préjuge en rien sur le résultat du procès, puisqu'il est nécessaire d'entendre auparavant les parties principales qui viendront contredire les prétentions de l'intervenant. Enfin, a-t-on objecté, même en décidant qu'il sera interlocutoire, quel en sera l'intérêt, puisque le jugement définitif sera rendu longtemps avant qu'il ait été statué sur l'appel ? — La jurisprudence se trouve divisée sur cette question : un arrêt de la Cour de Montpellier, du 12 avril 1809, déclarait le jugement préparatoire, alors que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 28 avril 1851 (2), le déclarait préparatoire. — Nous adopterons, avec quelques modifications, une opinion intermédiaire proposée par M. Coffinières dans

(1) Carré et Chauveau, p. 219, note 1.

(2) D. 51, 1, 145.

son *Recueil de Jurisprudence des Cours souveraines sur la Procédure* (t. IV, p. 322) (1), et nous dirons qu'en principe le jugement est interlocutoire, car le plus souvent le jugement sur l'intervention préjugera sur le fond même du litige, l'intervenant pourra donc interjeter appel; — il serait préparatoire, au contraire, et comme tel non susceptible d'appel, si la demande d'intervention ne pouvait avoir aucune influence sur le jugement à rendre et n'avait d'autre utilité que de faciliter l'instruction.

(1) Carré et Chauveau, p. 219, note 1, 2^e alinéa.

CHAPITRE III

Effets de l'Intervention.

L'effet de l'intervention une fois admise est de rendre l'intervenant partie au procès en lui faisant perdre sa qualité de tiers. Jusqu'au moment où le Tribunal statue sur la recevabilité de l'intervention présentée par requête, la partie intervenante est étrangère aux débats, et peut repousser les conséquences du jugement qu'on voudrait lui opposer, en invoquant l'article 1351 du Code civil, d'après lequel la décision intervenue est pour elle : *Res inter alios judicata*. Elle ne devient partie à l'affaire que du jour où sa requête est accueillie, soit que le Tribunal lui donne acte de son intervention, si les parties principales ne contestent pas, soit, au cas contraire, qu'il y ait lieu de rendre un jugement sur sa recevabilité. Elle doit être alors assimilée en tous points aux parties principales et ne pourrait par conséquent décliner la compétence du Tribunal déjà saisi ; le jugement qui sera rendu leur sera commun.

Il en résultera que les effets de ce jugement, s'il lui est contraire, lui seront opposables, de même qu'elle pourra en poursuivre l'exécution contre ceux qui auront succombé. Une seule condition sera exigée de la partie intervenante pour être liée par le jugement définitif. Il

faudra qu'elle manifeste son intention de prendre part aux débats. — Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire, comme on l'a prétendu, que l'intervenant ait en outre conclu au fond. L'intention de prendre part aux débats ne peut se manifester que par une requête, qui doit nécessairement contenir les moyens et conclusions de l'intervenant. Dire que l'intervenant devra en outre conclure au fond, c'est autoriser les juges à recevoir comme valable une requête qui ne satisferait pas aux conditions essentielles de fond, et leur permettre d'accorder des délais pour fournir des moyens et conclusions. Or, l'article 339 s'y oppose formellement. Il n'y aurait qu'un seul cas où ces conclusions ne seraient pas exigées, ce serait celui où la partie intervenante viendrait appuyer une des parties principales, et encore devrait-elle mentionner dans sa requête qu'elle déclare simplement adhérer aux conclusions prises par la partie dont elle vient fortifier les moyens (1).

C'est pour cette raison qu'il faut considérer comme partie au procès et décider que le jugement sera commun à l'intervenant et aux parties principales le tiers qui, après avoir déposé des conclusions par requête, tendant à intervenir dans une instance, aurait laissé les parties principales plaider en ne prenant aucune part active aux débats. L'intervenant est en effet partie au procès du jour où sa requête a été accueillie, et il n'y a pas lieu de considérer s'il a pris part au procès en déposant des conclusions nouvelles, ou en plaidant, ou s'il s'est abstenu de toute participation aux débats. L'instance

(1) Cassation. 31 janvier 1827, D., v° *Intervention*, p. 160, note 1.

suit normalement son cours et le jugement rendu portera sur l'affaire principale et sur l'intervention. L'intervenant se trouve ici dans la situation exacte d'un plaideur qui, après avoir constitué avoué, n'aurait présenté aucune conclusion et se serait laissé condamner par défaut, faute de conclure. Si, après sa demande, l'intervenant n'a pas fourni une nouvelle argumentation, c'est qu'il a estimé que ses moyens de défense étaient suffisants pour faire triompher sa cause, et que, confiant dans la sagesse du Tribunal, il s'en est rapporté à justice. Il doit accepter la solution d'un procès auquel il a pris part de son plein gré. Admettre en pareil cas le désistement tacite de l'intervenant, serait aller contre les règles du droit et de l'équité. Si, en effet, il y a eu négligence de sa part, la faute lui est imputable, et il ne saurait se soustraire aux conséquences d'un jugement sous un prétexte aussi futile. Il serait d'ailleurs excessivement dangereux d'admettre des tiers à former une demande d'intervention et, tout en suivant, à l'écart, les phases du procès, s'abstenir des débats jusqu'au prononcé du jugement, tout en leur reconnaissant la facilité d'entrer à nouveau dans l'instance s'ils estiment que le jugement leur sera favorable, ou de décliner toute participation à la cause, s'ils appréhendent un fâcheux résultat, pour reprendre alors leur qualité de tiers.

Ils sont parties au procès dès la présentation de leur requête, qu'ils peuvent présenter tant que la cause n'est pas en état. La loi a voulu leur laisser le temps d'apprécier s'il convient de former leur demande d'intervention, mais elle ne pouvait leur permettre de se soustraire par une inaction réfléchie et calculée à un jugement qui les

lie dès que la recevabilité de leur demande a été accordée.

Malgré un arrêt de la Cour de Riom, du 27 mai 1819, en sens contraire, l'intervenant ne pourrait opposer : « *Res inter alios judicata aliis neque nocere neque prodesse potest* », et cela sans aucune distinction entre l'intervention agressive et l'intervention conservatoire ; car, si notre solution semble s'appliquer tout naturellement, lorsque l'intervenant intervient pour surveiller et appuyer un demandeur principal, elle doit l'être aussi avec la même rigueur, si l'intervenant a déposé des conclusions distinctes de celles des parties en cause.

Le seul palliatif qu'il serait équitable d'accorder en cas d'intervention agressive serait que, si le tiers intéressé ne fait porter sa demande en intervention que sur un point déterminé, absolument distinct de l'affaire principale, le jugement qui serait prononcé ne le lierait qu'en ce qui concerne cette question spéciale, et l'affaire au fond ne serait pas jugée contre lui. L'autorité de la chose jugée ne peut en effet lui être opposable que dans les limites de sa propre demande. C'est en effet ce qu'a décidé un arrêt de cassation du 7 juillet 1841, qui a décidé que l'intervention d'un second acquéreur dans l'instance engagée sur l'opposition d'un premier acquéreur à un jugement par défaut qui a prononcé la résolution de la vente à lui consentie, quoique cette intervention ait été reçue, mais seulement pour la forme, n'a pas pour effet de faire considérer le jugement qui rejette l'opposition comme validant le contrat de l'intervenant et pouvant acquérir sur ce point l'autorité de la chose jugée, si l'intervenant s'est borné à adhérer aux conclusions de

son vendeur, tendant au débouté de l'opposition, si, par suite, aucunes conclusions contradictoires n'ont été prises sur la validité de la seconde vente, et si le jugement ne contient aucune disposition particulière à cet égard. Ce jugement, en un tel cas, ne créant aucun droit personnel au profit de l'intervenant ne peut subsister à son profit après qu'il a été réformé sur appel contre le vendeur, partie principale, encore bien que l'appel n'ait pas été notifié en temps utile à l'intervenant (1).

Si nous assimilons le tiers intervenant à une partie principale dès le jour où sa requête a été accueillie, nous devons lui reconnaître en conséquence les mêmes droits que pourraient exercer le demandeur et le défendeur, mais pas davantage. Nous avons eu l'occasion, dans la section II, d'examiner tout au long cette question sur laquelle il nous semble inutile d'insister ici, puisque nous avons décidé précédemment qu'à la condition de respecter la procédure déjà faite, et de ne pas déroger aux principes de la procédure civile, tels que enquête sur enquête ne vaut, expertise sur expertise ne vaut, l'intervenant avait le droit de provoquer, au cours de l'instance, toutes les mesures d'instruction qu'il juge nécessaires et combattre toutes les prétentions contraires à son droit.

Nous avons vu, en effet, que la Cour de Cassation (2) avait autorisé la femme désignée comme complice de l'adultère du mari à se joindre aux débats et à assister aux enquêtes pour attaquer comme diffamatoires les

(1) Dalloz, v° *Intervention*, n° 124.

(2) 26 mars 1888, D., 88, 1, 465.

allégations qui pourraient être formulées contre elle. Des objections très graves ont été portées sur ce point par certains auteurs, au nombre desquels Demolombe et Carré (1), qui ont trouvé exagéré et dangereux parfois le droit accordé au tiers, par le fait de son intervention, de se mêler en tous points à une procédure en cours, et d'assister par exemple à des enquêtes d'ordre tout à fait intime : « C'est ainsi que des tiers viendraient quelquefois pour un incident minime et tout à fait indirect au procès ; qu'ils le compliqueraient ainsi inutilement de leur présence ; que leur confier la faculté de jouer un rôle actif, serait leur permettre de gêner, d'entraver même la liberté de la demande ou de la défense ; et que spécialement en cas de séparation de corps, cette présence du tiers aux enquêtes, alors que seules les parties principales ont ce droit, offrirait de très grands inconvénients ».

Les objections formulées par ces auteurs ne nous semblent pas sérieuses.

La présence de l'intervenant au procès, dans le cas précité par exemple, ne peut s'expliquer que par le droit qui résulte pour toute personne diffamée de venir prendre part à cette instance pour réduire à néant ou combattre les imputations dirigées contre elle, et son immixtion au procès n'a eu pour cause que les allégations du demandeur. Il est donc juste que la liberté de ce dernier soit un peu diminuée, gênée dans son exercice par l'immixtion aux débats de ce tiers, car admettre la recevabilité de son intervention, et lui refuser le droit de

(1) Jugement de Rennes du 30 mai 1876, S., 76, 2, 204.

participer aux enquêtes pour le besoin de la cause, serait limiter son droit de défense, qui est tout aussi complet et aussi sacré que celui du défendeur, et le mettre dans l'obligation d'intenter un nouveau procès par voie d'action principale. De plus, il est bien évident que si la demande de l'intervenant de prendre part à l'instance, n'était pas basée sur un motif sérieux, ou n'était conçue que dans un but vexatoire, le juge devrait la rejeter *de plano* ; mais le plus souvent, il est de tout intérêt tant pour le demandeur que pour le défendeur, que l'intervenant reçu au procès prenne part à ces mesures d'instruction, car de ses réponses et de ses preuves résultera toute la lumière dans le débat. Enfin et surtout, il serait inique d'être en droit de lui opposer un jugement auquel il n'aurait pris part que dans les limites les plus restreintes.

Nous nous sommes bien souvent, au cours de cette étude, trouvé dans l'obligation de faire une distinction entre l'intervention des ayants cause des parties principales, et celle des tiers invoquant des intérêts distincts des parties en cause. Cette distinction entre l'intervention conservatoire et l'intervention agressive sera d'une grande importance pour la solution des questions qui restent à traiter au point de vue des effets de l'intervention ; c'est qu'en effet, en cas d'intervention conservatoire, si les ayants cause des parties principales n'interviennent pas, ils ne pourraient se soustraire en aucune façon à l'autorité de la chose jugée, à moins de prouver une entente frauduleuse entre les parties en cause ; tandis qu'en cas d'intervention agressive, les tiers qui ne se seront pas trouvés mêlés au procès pourront

toujours exciper de leur qualité de tiers, pour repousser les effets du jugement. Le législateur ne pouvait en effet traiter sur le même pied d'égalité ceux qui se trouvaient déjà représentés en justice par un mandataire légal, et ceux qui se trouvaient complètement dépourvus d'une pareille représentation.

Aussi, en conséquence, les simples ayants cause intervenants ne peuvent soutenir dans leurs conclusions que les moyens qui ont déjà été invoqués par leurs ayants droit ; leurs conclusions devront se confondre avec celles de leurs mandataires, et ils ne pourront rien y ajouter, puisqu'ils ne peuvent prétendre avoir plus de droits que leurs auteurs ; c'est ainsi qu'il a été jugé que le créancier d'un tuteur autorisé par jugement à intervenir dans l'instance en reddition de compte de tutelle, pour opposer tous moyens utiles dans l'intérêt de son débiteur, n'exerçant que les droits de son débiteur, conformément à l'article 1166 Code civil, ne peut être considéré comme un tiers dans le sens légal de ce mot : en conséquence tous les actes opposables au débiteur, spécialement une quittance n'ayant pas acquis date certaine par l'enregistrement, peuvent être valablement opposés à l'intervenant (1).

Les véritables tiers, au contraire, ont le droit de formuler leurs conclusions comme bon leur semble ; ils peuvent invoquer toutes les exceptions et soulever tous les incidents qu'ils jugent utiles, et qui n'ont pas été couverts, sous la seule condition que ces conclusions ne soient pas plus étendues que celles de la demande prin-

(1) Bourges, 28 avril 1838, D., v° *Intervention*, p. 133.

cipale, ou n'aient avec celle-ci qu'un rapport éloigné ou indirect.

Dès que la recevabilité de l'intervention a été accueillie, l'intervenant cesse d'être tiers et devient partie au procès : à ce titre, il ne peut plus former tierce-opposition puisque l'exercice n'est accordé qu'aux tiers qui ont été étrangers aux débats ; mais il pourra invoquer contre le jugement rendu les mêmes voies de recours que celles accordées aux parties principales : il pourra présenter une demande de requête civile, interjeter appel ou se pourvoir en cassation. Au cas même où une des parties principales appellerait du premier jugement rendu, de plein droit l'intervenant serait partie au procès et n'aurait nul besoin de former une nouvelle demande d'intervention pour prendre part aux débats. L'arrêt qui serait rendu en appel aurait force de chose jugée contre l'intervenant, même si l'appel n'avait pas été interjeté directement contre lui (1).

Il a été jugé récemment par la Cour de cassation, dans un arrêt du 9 juin 1898 (2), que lorsqu'une intervention se produit en cause d'appel et qu'ensuite le jugement dont est appel vient à être confirmé, ledit jugement devient commun à l'intervenant et aux parties qui étaient seules en cause en première instance.

L'intervention qui n'est pas introductive d'instance n'est qu'un incident ; or, les effets de l'incident étant subordonnés au sort de la demande principale, toute

(1) Cassation, 7 juillet 1841, D., 41, 1, 274.

En sens contraire, Cassation, 31 janvier 1827, D., 27, 1, 349.

(2) *Gaz. des Trib.*, 10 juin 1898.

cause qui suspendra, arrêtera ou éteindra celle-ci, produira nécessairement les mêmes résultats sur la demande d'intervention qui reprendra son cours lorsque l'instance principale le reprendra elle-même.

Il en serait différemment au cas d'extinction de l'action principale, extinction qui peut se produire soit par la nullité de la demande principale, soit par le désistement du demandeur principal, soit enfin par la transaction du demandeur et du défendeur. Quel sera, dans ces cas, le sort de l'intervention ?

1^o La demande principale a été déclarée nulle par le tribunal pour irrégularité. — Diverses solutions ont été proposées par les auteurs qui distinguaient, selon que la demande principale était repoussée par des motifs tirés du fond, ou selon qu'elle était rejetée à raison d'une nullité ou d'une fin de non-recevoir. Dans le premier cas, le tribunal devait toujours statuer sur l'intervention parce que cette demande n'avait pas nécessairement pour objet de soutenir les mêmes prétentions que le demandeur, et qu'il arrivait souvent qu'elle formait une action séparée et nouvelle ; si l'intervention était repoussée, au contraire, par un moyen de nullité ou une fin de non-recevoir, elle ne pouvait plus se soutenir et tombait avec la demande principale. Cette doctrine, soutenue depuis longtemps, compte parmi ses partisans Chauveau et Carré (1273, *quater*) (1), qui, en présence d'un arrêt de cassation du 16 juillet 1834 (2), n'admettent pas la dernière distinction énoncée : « quelle que soit la nul-

(1) Garsonnet, t. II, p. 674, note 42.

(2) J. Av., t. 47, p. 584.

lité ou la fin de non-recevoir qui puisse être opposée à la demande principale, celle-ci n'en subsiste pas moins tant que la nullité n'a pas été prononcée ou la fin de non-recevoir admise. Or, l'intervention est antérieure à ces événements, elle date de l'époque où la demande principale subsistait encore, de l'époque où l'intervenant ne faisait qu'user de son droit en employant la voie de la requête. Peut-on plus tard, et par suite de circonstances qui ne sont pas de son fait, le priver de ce droit acquis ? Peut-on lui refuser un jugement que, dans l'origine, il avait régulièrement sollicité....? »

Cette théorie nous semble devoir être repoussée comme ne correspondant pas au caractère et à la nature de l'intervention. Autoriser, dans tous les cas, l'intervenant, en cas de nullité de la demande principale, à exiger du tribunal de faire droit à sa demande, en cas d'intervention conservatoire, par exemple; serait de plus contraire aux principes qui réglementent les rapports de l'ayant cause avec son auteur. Nous admettrons donc avec la doctrine (1) que l'intervention étant une demande incidente, doit, comme toute demande de cette nature, être subordonnée au sort de l'action principale, et tomber dès que celle-ci est irrégulièrement formée, déclarée nulle ou mal fondée. Si, en effet, pour quelque cause que ce soit, et ici nous ne ferons aucune distinction, soit que l'assignation n'ait pas rempli les conditions voulues pour la validité des exploits, soit que les règles de la compétence n'aient pas été observées, ou soit encore

(1) Rousseau et Laisney, v^o *Intervention*, n^o 108. — Bonfils, t. II, 1179. — Bourbeau, t. V, p. 135.

que la nullité résulte d'une fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité chez le demandeur, la demande principale disparaît, l'intervention ne peut plus avoir sa raison d'être. Comprend-on, en effet, l'existence d'un appendice, d'un incident, là où n'existe plus de demande principale, ou la possibilité pour un tiers de se joindre à des parties déboutées de leur demande ?

On chercherait aussi en vain quel intérêt pourrait invoquer la partie intervenante pour rester partie au procès, puisque le danger qu'elle voulait éviter en prenant part aux débats s'évanouira avec l'instance elle-même ; il ne résultera pour elle d'autre effet dommageable que celui d'intervenir à nouveau si les parties déboutées intentent une nouvelle instance régulière, ou d'intenter directement comme demandeur une action principale.

La jurisprudence qui, à l'origine, était favorable à l'opinion opposée (1), semble l'avoir complètement abandonnée aujourd'hui pour décider que l'intervention ne saurait exister là où il n'y a plus d'instance principale. C'est ainsi qu'il a été jugé : 1^o que l'intervention du curateur devant la Cour saisie de l'appel d'un jugement rendu au profit du mineur émancipé sur une action irrégulièrement introduite par celui-ci sans l'assistance de ce curateur, n'a pas pour effet de régulariser la procédure et de laisser subsister la décision intervenue, mais seulement de maintenir l'assignation aux fins de comparution et de débat devant les premiers juges (1) ;

(1) 8 juillet 1819 ; affaire Ferrand. — Cour de Bourges, 2 avril 1828, S., 29, 2, 248 ; 13 mai 1831, J. Av., t. 42, p. 249.

(2) Poitiers, 27 mai 1880, D., 81, 2, 18 ; S., 82, 2, 21.

2° qu'une intervention même régulière et fondée en droit ne saurait avoir pour effet de rendre valable et efficace une demande principale nulle en elle même et dans son principe, encore bien que l'intervenant se borne à s'approprier les conclusions du demandeur (1).

Cependant la Cour de Rouen (2) adopta une solution intermédiaire; elle autorisa l'intervention parce que la nullité de la demande principale tenait à un défaut de qualité du demandeur, et parce que l'intervenant avait un droit direct et distinct qui lui permettait de s'approprier la demande originale. Nous avons rejeté cette distinction comme ne reposant pas sur une base assez sérieuse, et à raison du principe que toute demande incidente suit le sort de l'instance principale dont elle n'est que l'accessoire.

2° L'instance principale tombe par l'effet du désistement du demandeur principal, quel sera le sort de l'intervention? Nous nous écarterons ici de la solution précédente, car le désistement de l'instance tient au fait du demandeur qui renonce à la procédure commencée. Il s'ensuit tout naturellement que l'instance doit tomber vis-à-vis du défendeur qui l'accepte, car, entre eux, il existe un contrat qui ne peut lier que les parties qui l'ont accepté; alors qu'en cas de nullité de l'instance principale, c'est la loi qui s'impose aux plaideurs. Nous en concluons que l'intervenant pourra accepter ce désistement, s'il le juge utile, car, il n'en résultera pour

(1) Civ. Cassat., 12 août 1889, D., 90, 1, 458. — En même sens, Rennes, 9 février 1891, D., 91, 2, 174.

(2) Rouen, 5 mars 1890, D., 92, 2, 320.

lui aucun préjudice, et parce qu'au cas contraire, il sera en droit de demander qu'il soit fait droit sur son intervention. L'intervenant, en effet, n'a introduit sa demande qu'au cours de l'instance, et le désistement des parties principales ne peut le lier; il est vis-à-vis d'elles un tiers que ne lient pas les conventions où il n'a pas été partie. Cette solution ne peut s'appliquer, évidemment, qu'en cas d'intervention agressive, car l'ayant cause du demandeur verrait tout naturellement s'évanouir sa demande en intervention avec le désistement de son auteur, puisque ses conclusions ne tendent pas à autre chose qu'à appuyer la demande de ce dernier. Il n'y aurait d'exceptions qu'en cas de collusion frauduleuse entre le demandeur et le défendeur, en vue d'éviter les prétentions de l'intervenant qui pourrait alors, pour déjouer les manœuvres dolosives de ses adversaires, demander qu'il soit statué sur ses prétentions (1).

3° En cas de transaction des parties principales au cours de l'instance, ou de l'acquiescement de la partie qui a succombé au jugement intervenu, nous appliquerions la même solution en faisant la même distinction entre l'intervention agressive et l'intervention conservatoire, avec restriction dans ce dernier cas s'il y avait concert frauduleux entre les parties principales; auquel cas, tout comme l'intervenant ayant des intérêts distincts, l'ayant cause ne serait pas obligé de renoncer à son droit ou pourrait interjeter appel. C'est ainsi qu'il a été jugé par un arrêt de Cassation du 2 juin 1830 (2)

(1) En ce sens, Cassat., 30 août 1825, D., 25, 1, 453.

(2) D., v° *Intervention*, n° 128, note 1.

qu'il suffit que par jugement passé en force de chose jugée, des communes aient été admises à intervenir dans une instance entre un particulier et une commune plaidant sur la propriété d'un chemin vicinal traversant le territoire de cette commune, et qu'elles y aient conclu à titre de propriétaires, pour que ces communes aient qualité à l'effet d'interjeter appel du jugement rendu dans la cause, encore bien que la commune première en cause ait acquiescé à ce jugement (1).

Frais et dépens.

En vertu de l'article 130 Cod. proc. civ., toute partie qui succombe dans un procès doit être condamnée aux dépens. Cette règle doit-elle s'appliquer à l'intervention ?

Nous avons à faire une distinction : si l'intervention est agressive, l'intervenant doit être assimilé à un plaideur originaire qui emploierait tous les moyens nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts qui n'avaient pas de représentant dans l'instance, et conformément à l'article 130, s'il gagne son procès, il aura droit aux dépens, et les devra, s'il le perd. En cas d'intervention conservatoire, au contraire, comme l'ayant cause a un représentant légitime et n'a pas de droits distincts de ceux de son ayant droit qu'il vient soutenir et appuyer de ses moyens, les dépens resteront à sa charge, quelle que soit l'issue du procès. Son intervention, en effet,

(1) Dans le même sens : Bourges, 12 avril 1828 ; Colmar, 13 mars 1850, D., 55, 2, 227.

n'existe que dans son intérêt, elle n'est nullement nécessitée par les besoins de la cause, il est juste d'en mettre les frais à sa charge, et de ne pas les faire supporter à celui qui perd le procès (1). En ce sens, Cassation 27 août 1838.

Il est admis, en général, que si l'ayant cause intervenant prend fait et cause à la place d'un plaideur originaire, les frais de l'intervention conservatoire seraient compris dans la masse des frais et mis à la charge du perdant. Dans ce cas, en effet, ce tiers perd sa qualité d'ayant cause pour devenir partie principale, il agit en son propre nom pour défendre sa propre cause, il est donc de toute justice de l'assimiler, pour les dépens, à son ayant droit qui a abandonné le procès et de le faire bénéficier des dépens si son auteur eût eu gain de cause. La partie adverse se trouve dans la même situation qu'à l'origine du procès, puisque la substitution n'a pas augmenté les frais.

En cas d'intervention conservatoire, on a cependant proposé une distinction entre l'ayant cause qui se borne à surveiller l'instance sans prendre de conclusions ni pour ni contre, et qui devra en conséquence supporter seul les frais du procès, et l'ayant cause qui se pose l'adversaire de l'une des parties en faisant cause commune avec l'autre et en prenant des conclusions contre elle (2). Dans ce dernier cas, le tiers devrait être assimilé à un plaideur originaire; or, dit-on, si le plaideur téméraire

(1) D'après l'article 882 Code civ., les créanciers qui interviennent à un partage doivent le faire à leurs frais. C'est l'application des règles générales.

(2) Dalloz, v^o *Intervention*, n^o 140.

encourt une condamnation aux dépens, celui dont un jugement accueille les conclusions doit sortir indemne de la lutte qui assure son triomphe.

Nous croyons que l'opinion précitée ne peut être posée comme une règle générale, et nous laisserons les tribunaux libres d'apprécier si l'ayant cause s'est borné simplement à adhérer aux conventions de son auteur, ou s'il a pris une part active dans les débats en demandant de nouvelles mesures d'instruction : c'est là une question de fait, que seuls les juges saisis de la cause pourront trancher ; à eux de décider, selon les cas, qui devra supporter les dépens.

Notons, en terminant, que lorsque le tribunal a pu, comme nous l'avons reconnu, admettre une intervention tardive, si les moyens de l'intervenant pouvaient être vérifiés aussi rapidement que ceux des autres parties, ou autoriser des mesures d'instruction qui ne retarderaient pas la cause, il est de toute justice que les frais de l'intervention ou ceux nécessités par les mesures réclamées restent à la charge de l'intervenant. Il en serait de même aussi lorsque le tribunal aurait admis une intervention à la condition que les frais en seraient supportés par l'intervenant, en cas d'intervention des corporations notamment. Le jugement qui prononcerait la recevabilité de l'intervention aurait l'autorité de la chose jugée quant à ces dépens qui ne pourraient, à la fin du procès, être répartis sur d'autres que l'intervenant.

TITRE II

INTERVENTION FORCÉE

NOTIONS GÉNÉRALES.

L'intervention forcée, qu'on appelle aussi quelquefois intervention passive, n'est pas mentionnée dans le Code de procédure civile.

Cependant tous les auteurs l'admettent (1) et sa légitimité ne saurait être contestée. Elle apparaît, en effet, comme aussi nécessaire que l'intervention volontaire, puisqu'elle a pour but de parer aux mêmes inconvénients : toutes les fois qu'un tiers qui n'a pas été assigné dans un procès pourrait se prévaloir de ce qu'il n'y a pas été partie pour recommencer une instance sur la même question, il y a intérêt à ce que l'intervention forcée permette de solutionner définitivement le procès vis-à-vis de lui

(1) En ce sens, Merlin, Rép., v° *Intervention*. — Favart, t. III, p. 113, n° 2. — Berriat Saint-Prix, I, p. 323. — Thomine, I, p. 543. — Carré et Chauveau, n° 1271. — Bourbeau, t. I, p. 136 et suiv. — Dalloz, Répert., v° *Intervention*, n° 142, et supplément, *eod. verb.*, n° 63.

comme vis-à-vis des plaideurs déjà en cause. Dès lors on peut poser comme principe la formule employée par la Cour de Pau (1) : « lorsqu'une partie a le droit d'intervenir dans une instance, il existe pour les intéressés un droit corrélatif de l'appeler dans cette instance même contre sa volonté ».

Il s'ensuit que, pour montrer l'utilité et les avantages de l'intervention forcée, nous n'avons qu'à rappeler ce que nous avons dit à propos de l'intervention volontaire : l'une et l'autre permettent d'éviter les frais d'une nouvelle instance, et mettent à même tous les intéressés de faire valoir les arguments qu'ils peuvent invoquer devant une juridiction qui tranchera ainsi toutes les questions pendantes par un jugement ou un arrêt définitif. L'intervention forcée aura l'avantage de déjouer les calculs des tiers qui, en négligeant d'intervenir volontairement pourraient toujours invoquer la règle *Res inter alios judicata*, et tout en se réservant le droit de former tierce-opposition au jugement rendu, auraient encore l'espoir de voir leur adversaire abandonner définitivement la suite de procès dont les débats auraient eu pour lui les conséquences les plus fâcheuses.

La légitimité de l'intervention forcée résulte de la corrélation existant entre le droit des tiers qui ne sont pas intervenus à l'instance, de former tierce-opposition à ce jugement, et le droit pour les parties principales à un procès d'exiger la mise en cause de ce tiers pour éviter cette tierce-opposition. « L'intervention forcée, dit M. Garsonnet, n'a point d'inconvénients, car ce n'est

(2) Pau, 16 novembre 1885, D., 86, 2, 278.

« pas une surprise pour le défendeur qui est assigné par
« ajournement suivant les formes ordinaires. Elle a de
« très grands avantages, car en rendant la décision qui
« interviendra commune entre le défendeur et les par-
« ties déjà en cause, elle l'empêche d'y former tierce-
« opposition ou de prétendre que la chose jugée est contre
« lui *res inter alios acta* (1) ».

On peut définir l'intervention forcée en disant que c'est l'action formée par l'une des parties en cause contre un tiers à l'effet d'obtenir une condamnation contre lui, ou bien simplement de faire déclarer commun avec lui le jugement à intervenir (2).

Il y a donc lieu de distinguer deux sortes d'interven-

(1) Cette justification de la légitimité de l'intervention forcée donnée par M. Garsonnet est critiquée par M. Tissier, n° 146 : Dire que l'intervention forcée présente des avantages et n'a pas d'inconvénients, est-ce montrer qu'elle est licite alors qu'aucun texte n'en parle ? Et M. Tissier justifie l'intervention forcée en disant que « la règle *Nemo invitus agere cogatur* n'est jamais violée, du moment qu'on admet que pour être recevable à faire tierce-opposition il faut avoir dû être appelé. Ceux-là seulement pourront attaquer le jugement qui pourront se plaindre de n'avoir pas été appelés alors qu'ils devaient l'être ; c'est donc qu'on a le droit de les assigner en déclaration de jugement commun : ils ont, de par leur droit ou leur qualité, le rôle de contradicteurs au procès ; on les appelle non pour les obliger à avancer l'heure de leur attaque, à exercer leur droit plus tôt qu'ils ne le voulaient, mais pour qu'ils défendent à l'attaque qu'on a introduite contre eux, à la contestation qu'on soulève quant à leur droit. »

Loin de nous la pensée de critiquer la valeur et l'argumentation de la théorie de M. Tissier, mais n'ayant pas admis à l'exercice de la tierce-opposition la condition d'avoir dû être appelé, nous devons nous en tenir à l'opinion de M. Garsonnet, qui justifie suffisamment, selon nous, la légitimité de l'intervention.

(2) *Pand. chron.*, 36, p. 883, n° 530.

tion forcée : la mise en cause et l'assignation en déclaration de jugement commun.

L'intervention forcée sera une mise en cause quand il sera pris des conclusions contre l'intervenant en vue de le faire condamner personnellement. Elle sera une assignation en déclaration de jugement commun quand on ne citera l'intervenant que pour voir dire qu'il y a chose jugée à la fois contre lui et contre le défendeur principal.

Nous avons indiqué que le Code de Procédure civile est muet sur l'intervention forcée en général. Ajoutons cependant que le cas le plus pratique de mise en cause est l'appel en garantie pour lequel une procédure spéciale est organisée au titre IX des Exceptions.

Nous réserverons donc dans cette étude d'intervention forcée l'appel en garantie que nous traiterons d'une façon spéciale.

Nous étudierons successivement en trois paragraphes les caractères, la forme et les conditions-effets de l'intervention forcée. Cette partie sera, du reste, fort courte, puisque nous devons sur beaucoup de points nous en référer à ce qui a déjà été dit pour l'intervention volontaire.

CHAPITRE PREMIER

Caractères de l'Intervention forcée.

Nous avons eu l'occasion de distinguer dans la première partie les caractères de l'intervention volontaire. Par son caractère même, l'intervention forcée sera toujours une défense : l'intervenant forcé ou passif, son nom même l'indique, est un appelé en cause, un défendeur. La demande en intervention forcée présente cette particularité qu'elle est une demande principale, mais non introductive d'instance ; mais ici il importe de bien préciser, c'est une demande principale à l'égard du futur intervenant, puisqu'il n'est pas encore en cause. Cette demande n'est pas introductive d'instance puisqu'elle se rattache à une autre déjà formée et qui est portée devant le Tribunal saisi.

Par rapport à cette instance, la demande en intervention forcée, qui est principale, ne constitue qu'un incident ; seulement il n'en est pas parlé au titre des Incidents, et cela s'explique puisque cet incident est formé par voie principale vis-à-vis de l'intervenant.

La demande en intervention forcée est présentée par M. Garsonnet (1) comme toujours volontaire de la part

(1) Garsonnet, *Traité de procédure*, 1^{re} édition, t. II, p. 686.

de celui qui met l'intervenant en cause, et de fait nous lui donnerons aussi ce caractère, puisque nous nous rallierons à sa thèse.

D'une part, en effet, celui qui met l'intervenant en cause n'est évidemment pas tenu d'exercer cette mise en cause sans une injonction du tribunal. Cela ne paraît pas discutable ; ce sont les parties qui jugent, suivant leur intérêt au procès, si elles se contenteront d'un jugement qui ne sera opposable qu'aux parties en cause ou si elles veulent, soit rendre le jugement commun avec d'autres personnes, soit même demander, pour un appel en garantie, la condamnation personnelle de tiers.

D'autre part, nous croyons fermement que le tribunal n'a pas le droit d'ordonner d'office une pareille mesure. Cependant, la jurisprudence et quelques auteurs (1), ont adopté une opinion contraire ; ils enseignent que le tribunal peut, à titre de mesure d'instruction, ordonner la mise en cause d'un tiers intéressé. La Cour de Pau a décidé, notamment, que le tribunal saisi d'une contestation entre un propriétaire incendié et son assureur peut, sans excéder ses pouvoirs, ordonner à titre de mesure d'instruction, la mise en cause d'une commune, alors que l'assureur prétend que certains frais accessoires, dont l'assuré réclame le remboursement, doivent être à la charge de cette commune.

Nous ne partagerons pas cette manière de voir. Il est constant que le tribunal peut, pour régler une contestation entre deux parties en cause, ordonner toutes les

(1) Cour de Pau, 9 février 1885, D., 86, 2, 173. — Dalloz, Suppl. au Répertoire, v^o *Intervention*, n^o 63.

mesures d'instruction qu'il lui plaira : comparution des parties, enquêtes, expertises, etc. Et il est admis sans difficulté qu'il peut prendre ces mesures d'office sans que les parties le lui aient demandé.

Mais n'est-ce pas à tort que l'on a qualifié de mesures d'instruction un procédé dont la connaissance première peut être de faire supporter les frais d'un procès à une partie qui n'y a été appelée par aucun des concluants. C'est plus qu'une mesure d'instruction. Il y aurait bien mesure d'instruction si le tribunal ordonnait l'audition comme témoin de cet intéressé ; mais son appel en cause ! En le faisant, il nous semble que le juge viole ce principe de notre procédure, qu'il ne doit jamais statuer *ultra petita*.

Il est admis que, sauf pour les lois qui sont d'ordre public, le juge est étroitement lié par les conclusions prises. Si, par exemple, une partie créancière de mille francs, n'en réclame que cinq cents, le tribunal ne pourra pas condamner à une somme supérieure à la demande (art. 480 C. proc. civ.). C'est l'application de la règle pour le quantum. Si nous l'appliquons maintenant pour la qualité des parties qui sont en cause, nous devons dire : Primus a fait un procès contre Secundus ; les qualités mêmes du jugement portent : entre Primus et Secundus, si le juge y fait intervenir Tertius, s'il prononce une condamnation contre Tertius, il statue *ultra petita*.

Voilà le motif de droit. Si, maintenant, nous arguons en fait, nous dirons : les parties sont seules juges de leur intérêt. Si, par exemple, toutes deux savent que le tiers intéressé se désintéresse complètement de l'ins-

tance, a pris l'engagement, vis-à-vis des deux parties, de laisser le jugement intervenir entre elles et de s'y conformer pour ses droits, le tribunal est dans la nécessité de ne pas aller contre cette convention que les parties avaient le droit de passer. La mesure d'instruction prétendue qu'il ordonnera sera sans intérêt et intempestive. On peut supposer aussi que les parties soient en droit d'espérer, sans engagement, la neutralité de l'intéressé, son abstention de faire le procès, et il suffit de considérer qu'elles sont juges de la question de savoir qui elles doivent attaquer, pour conclure que le tribunal n'a qu'à s'en tenir à ce qui lui est demandé. Si le demandeur s'est adressé à tort à un tel et non à un autre, le tribunal n'a qu'à le débouter en indiquant que sa demande est formée à tort contre le défendeur; il ne lui appartient pas de la modifier et de se substituer aux parties pour faire à un tiers un véritable procès.

Nous pouvons donc dire que la demande en intervention forcée est toujours volontaire de la part de son auteur.

Elle est donc, en résumé, qu'elle se présente sous la forme d'une mise en cause ou d'une assignation en déclaration de jugement commun, une demande principale par rapport à l'intervenant, incidente par rapport à l'instance; enfin, si elle est forcée de la part de l'appelé en cause, elle est toujours volontaire de la part de celui qui l'y appelle; c'est ainsi « qu'une partie ne pourrait refuser de plaider tant que son adversaire n'aura pas appelé en cause quelqu'un qu'elle veut y voir » (1).

(1) 25 janvier 1875, D., 76, 2, 59.

La commission de réforme de 1886, qui avait proposé que les juges fussent libres d'exiger d'office à l'instance la comparution des tiers, vit sa demande repoussée comme contraire au rôle des juges dans les affaires, et comme entraînant, pour la partie appelée, son immixtion aux débats qui aurait pour conséquence de lui opposer la chose jugée : ce que les parties principales sont seules juges d'apprécier.

De ce fait que les parties sont libres d'appeler au procès qui bon leur semble, il ne faudrait pas en conclure qu'elles auraient le droit d'appeler même une personne à qui la chose jugée serait de droit opposable, pas plus qu'un tiers qui serait tout à fait étranger aux débats, et que la décision à intervenir ne touchait ni de près ni de loin. Ici, comme partout ailleurs, l'intérêt est la mesure des actions (1). Si, dans ces cas, les juges recevaient la demande d'intervention forcée, les frais en seraient frustratoires et resteraient à la charge du demandeur.

De son côté, l'appelé en cause est nécessairement forcé d'intervenir, il ne saurait se soustraire aux débats sous prétexte qu'il est parfaitement libre de décider s'il veut ou non défendre ses droits. Dès l'instant où il reçoit l'exploit d'ajournement dûment signifié, il devient partie à l'instance.

(1) Garsonnet, *op. cit.*, t. II, p. 722.

CHAPITRE II

Formes de l'Intervention.

Le Code de Procédure civile ne prescrivant rien sur cette sorte de procédure, M. Berriat Saint-Prix (1) propose de suivre les règles ordinaires pour la demande principale, et de soutenir, contester, instruire et juger l'intervention forcée d'après les principes du même genre que ceux de l'intervention volontaire. La demande en intervention forcée sera donc introduite par n'importe laquelle des parties en cause, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse.

L'intervention sera portée devant les juges saisis de l'instance principale : l'intervenant ne pourrait invoquer la règle : *Actor sequitur forum rei*, qui devient lettre morte devant ce principe que la demande étant un incident suit le sort de l'instance principale : *Accessorium sequitur principale*. Il n'y aurait à cette règle de compétence qu'une exception résultant de la nature même de l'affaire, au cas par exemple où un non-commerçant serait assigné devant un tribunal de commerce, comme au cas où ce serait un étranger qui ne relèverait pas de la juridiction saisie.

(1) Berriat Saint-Prix, *op. cit.* p. 323.

Les formes dépendent de ce que nous venons de dire : L'intervention forcée est une demande principale à l'égard de l'intervenant, elle n'est pas introduite par voie de requête, mais par voie d'ajournement. Il y a lieu de se conformer par suite aux règles générales des ajournements : notamment l'exploit doit, à peine de nullité, indiquer l'objet de la demande. Dans le cas où elle serait formée contre l'État ou les communes, elle doit remplir toutes les formalités prescrites en matière de demande principale (1). De même en sa qualité de demande principale par rapport à l'intervenant, elle emporte, le cas échéant, l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*.

Mais étant une demande incidente par rapport à l'instance, il s'ensuit qu'elle est dispensée du préliminaire de conciliation.

Les principes généraux de notre droit conduisent à décider que, pour déterminer s'il y a ou non intervention forcée, il faut s'attacher non pas à la qualification donnée par les parties, mais à la réalité des choses, c'est ainsi qu'il a été jugé d'une part :

Que les mots « intervenir forcément » ne suffisent pas pour donner à l'action le caractère d'une intervention forcée si tous les éléments de la cause démontrent qu'il s'agit d'une action principale (2).

D'autre part, qu'il n'y a pas d'intervention, quelle que soit l'expression employée entre les parties, si le tribunal a statué et si l'instance n'a pas été reprise devant la Cour.

(1) *Pand. chron.*, 653-654.

(2) Bruxelles, 30 mars 1832.

Là encore il fallait intenter l'action par voie principale (1).

Enfin, en vertu de l'article 130 du Code de procédure, l'intervenant étant toujours défendeur supportera les dépens, s'il perd son procès.

(1) Civ., Cassation, 12 décembre 1860, D., 61, 1, 12.

CHAPITRE III

Conditions et effets de l'Intervention.

Conditions. — L'article 340 C. proc. civ., qui exige pour la recevabilité de l'intervention qu'elle ne retarde pas le jugement de la cause principale quand elle sera en état, est-il applicable en cas d'intervention forcée? Nous croyons que les mêmes raisons que celles indiquées pour l'intervention volontaire militent en faveur de l'application de l'article 340. Permettre aux plaideurs de faire intervenir un tiers tardivement à l'instance pour qu'il soit jugé en même temps sur la demande principale et sur l'intervention, c'est retirer à ce tiers le droit de se défendre et lui faire supporter les conséquences d'un retard qui ne lui est pas imputable; aussi faut-il déclarer que les juges devront rejeter l'intervention comme tardive. Les juges pourraient cependant accorder des remises pour que l'intervenant forcé pût préparer ses moyens de défense ou provoquer de nouvelles mesures d'instruction, mais cette latitude laissée aux juges est une question de fait soumise à l'assentiment du plaideur non appelant qui peut avoir le plus grand intérêt à obtenir une solution rapide.

Disjonction. — A l'inverse de ce qui se produit en cas d'intervention volontaire, la disjonction des causes est

permise en matière d'intervention forcée, qui peut subsister malgré le jugement de la demande principale.

Si l'affaire principale est en état, et que la mise en cause soit insuffisamment instruite, les juges peuvent statuer sur la demande principale et ensuite sur l'accessoire. Il en serait de même au cas contraire, mais à condition que les parties y consentent.

Il n'y a plus, en effet, à craindre ici la contrariété des décisions puisque, comme le dit Dalloz (*v^o Intervention*, n^o 156), « l'intervention forcée peut être jugée sans que la « présomption de vérité qui s'attache au premier juge-
« ment en éprouve aucune atteinte ». Il ne s'agit plus de prononcer sur les prétentions opposées des parties en cause, mais de décider si les conséquences du jugement seront applicables à l'appelé en cause.

Nous en concluons que les juges ne pourraient prononcer d'office la disjonction des causes : c'est un droit qui appartient personnellement au demandeur qui est seul juge de son intérêt, en vertu de l'art. 184 C. proc. civ. : « le demandeur originaire *pourra* faire juger sa demande « séparément » (1).

Appel. -- La question de savoir si l'intervention forcée peut être admise pour la première fois en appel a été vivement controversée. L'autoriser, c'est enfreindre la règle qui ne permet pas de priver un plaideur des deux degrés de juridiction, disent les partisans de la négative. C'est ainsi que le Recueil de Dalloz s'exprime (2) : « Sans

(1) En sens contraire, Berriat Saint-Prix, p. 261.

(2) Dalloz, Répert., 147 et suppl., 68, *v^o Intervention*.

« doute ceux qui interviendront ainsi devront se conten-
« ter d'un seul degré de juridiction ; mais puisqu'ils in-
« terviennent volontairement, c'est par leur fait qu'ils
« sont privés de ce premier degré ; au contraire, c'est par
« le fait d'autrui et contre leur gré que les tiers subiront
« l'intervention forcée. Autre chose est de renoncer à un
« degré de juridiction volontairement, autre chose en
« être privé contre sa volonté(1) ».

Cependant la doctrine et la jurisprudence admettent en appel le droit d'assignation en déclaration de jugement commun, en se basant sur la corrélation existant entre le droit pour un tiers d'intervenir en appel, et le droit qu'a la partie de le forcer à prendre part au procès. Les droits d'une partie en cause, dit Chauveau, ne peuvent demeurer indéfiniment exposés aux attaques d'une personne étrangère sans que cette partie ait le moyen de provoquer le combat (2).

Effets. — L'assignation oblige le tiers qui la reçoit à comparaître, à intervenir.

(1) Merlin, v^o *Intervention*, p. 1, n^o 3. — Chauveau, 1682. — Bioche ; Thomine Demazures, I, 517. — Bordeaux, 12 juillet 1888, S., 89, 2, 40 ; 31 juillet 1893, D., 94, 2, 541. — Paris, 11 décembre 1895, *Gaz. des Trib.*, 26-27 décembre 1895.

(2) En sens contraire, Rouen, 9 novembre 1843, S., 44, 2, 265. — Bordeaux, 15 mai 1846, S., 47, 2, 43.

M. Tissier, n^o 150, rejette l'intervention en appel comme portant atteinte à la garantie des deux degrés de juridiction. D'après lui, il est inexact d'établir une corrélation entre la tierce-opposition et l'intervention forcée, car la tierce-opposition est une voie facultative dont le tiers n'est pas obligé de se servir. De plus, si on peut concevoir qu'il soit utile de pouvoir forcer à intervenir, même en appel, tous ceux dont on redoute la tierce-opposition, cela ne nous paraît pas admissible dans l'état actuel de notre procédure civile.

Une fois en cause, il est considéré comme partie à l'instance et a les mêmes droits que les parties principales; il conclut, il plaide, a gain de cause ou succombe. Il peut même arriver, dit M. Garsonnet (723) qu'il se substitue, bon gré mal gré, à l'une des parties originaires si celle-ci demande et obtient sa mise hors de cause.

Si la demande incidente est admise, en cas de mise en cause, le tiers sera condamné personnellement; et en cas d'assignation en déclaration de jugement commun, le jugement rendu lui sera commun avec les parties principales.

Si, au contraire, la demande est rejetée, le tiers est mis hors de cause.

APPENDICE

Mise en cause. — Appel en garantie.

L'intervention forcée en général, et cette mise en cause en particulier, ont été contestées par quelques auteurs, comme n'étant pas, au sens exact, du mot une véritable intervention. L'appel en garantie, a-t-on dit, est le fait d'une partie déjà en cause de diriger contre un tiers, en général celui de qui on tient ses droits, une action pour le contraindre à intervenir dans le procès afin de lui porter secours, voire d'agir à sa place. Ce n'est donc pas une intervention proprement dite, puisque ce mot signifie un acte spontané et facultatif de la part de celui qui l'accomplit, puisque dans l'intervention forcée, le tiers ne peut se soustraire à l'obligation qui lui est enjointe. L'appel en garantie ne serait alors que la résultante de l'obligation générale à laquelle sont soumis, d'après les principes du droit civil, les ayants cause et les auteurs.

Nous n'avons pas à faire de distinction, en matière d'intervention forcée, entre l'assignation en déclaration de jugement commun et l'appel en garantie. Nous avons

précédemment étudié le but et la légitimité de cette intervention consacrée par la jurisprudence et reconnue par la majorité des auteurs depuis la promulgation du Code de procédure ; qu'il nous suffise de citer un auteur déjà ancien, Berriat Saint-Prix (1) : « Il y a une autre espèce d'action en déclaration de jugement commun mais qui est principale. On peut l'exercer quand on a omis d'amener le tiers dans la cause et avant la décision ; on le cite alors pour voir déclarer commun contre lui le jugement rendu ». Sans aucun doute, l'auteur fait allusion à cette mise en cause particulière, l'appel en garantie.

M. Garsonnet, II, p. 687, dit aussi que la mise en cause prend, dans certains cas, le nom d'appel en garantie, elle donne lieu à une procédure spéciale et fournit l'occasion d'opposer une exception dilatoire ».

C'est de cette procédure dont nous allons nous occuper brièvement, puisque nous avons, dans la section précédente, étudié l'appel en garantie dans ses rapports avec l'assignation en déclaration de jugement commun.

Les principes du droit civil nous apprennent qu'il y a lieu à garantie en cas :

1° De transmission à titre onéreux d'un droit réel ou de créance ;

2° De transmission à titre gratuit, ou de donation en faveur du mariage lorsque le donateur s'y est engagé par une stipulation expresse ;

3° De partage du lot héréditaire entre les cohéritiers ;

(1) *Op. cit.*, Note 3, p. 323.

4° Enfin d'obligation solidaire ou indivisible entre les co-débiteurs vis-à-vis de celui qui a payé la dette.

Cette action en garantie qui appartient naturellement au garanti, à ses successeurs universels et aussi à l'acquéreur particulier de l'objet ou de la créance pour lesquels la garantie est due, s'exerce contre le garant et ses successeurs universels.

Deux moyens s'offrent alors au garanti pour exercer ce recours. Il pourra se défendre seul au procès qui lui est intenté par un tiers, quitte à exercer après la clôture des débats un recours en garantie contre son garant, par voie d'action principale. Ce sera alors une véritable demande en garantie, basée sur les principes du droit civil, où le garant jouera le rôle de défendeur.

Mais le moyen le plus usité en pratique consiste pour le garanti, qu'il soit demandeur ou défendeur, à faire intervenir à l'instance son garant pour qu'il soutienne et défende les droits qu'il lui a transmis. Il y a là une véritable intervention forcée de la part du garant qui, ne pouvant se soustraire à l'obligation dont il est tenu, deviendra partie au procès, soutiendra de ses moyens les allégations du garanti, et parfois même agira en son lieu et place.

Cette intervention, tout en répondant au but que s'est proposé le législateur de trancher d'un seul et même coup toutes les contestations nées et à naître, évitera de nouveaux procès, puisque la demande en garantie ne pourra plus s'exercer ultérieurement; la justice ayant tous les éléments nécessaires à la contestation, et connaissant toutes les prétentions des adversaires, évitera de la sorte la contrariété possible des décisions.

Elle aura en outre de grands avantages pour le garanti et le garant lui-même.

Pour le garanti qui, tout en se déchargeant des soucis de l'instance, s'évitera l'ennui d'exercer un second procès dont l'issue sera incertaine, surtout si le garant décline toute responsabilité en prétendant que le garanti s'est mal défendu et n'a pas fait valoir des moyens dont il aurait pu se servir pour faire rejeter la demande, ou qui lui auraient fait obtenir gain de cause dans le procès originaire (article 1640 C. civ.). Il augmentera de la sorte ses chances de succès en laissant le garant se défendre seul, pourra demander sa mise hors de cause, gagnera du temps, et aura les plus grandes chances d'éviter les poursuites du demandeur principal, puisque la condamnation sera le plus souvent portée contre le garant, et que même si elle ne l'était pas, le jugement lui accorderait un recours direct contre lui.

Pour le garant qui, en évitant ainsi une condamnation résultant d'une collusion frauduleuse entre le garanti et son adversaire, dont il ne pourrait faire que très difficilement la preuve, et dont les effets retomberaient finalement sur lui-même, peut avoir le plus grand intérêt à agir à la place de son ayant cause, négligent ou maladroit, en prenant lui-même aux débats la conduite de l'affaire, et en faisant valoir toutes les exceptions susceptibles d'être opposées (1).

PROCÉDURE, DÉLAIS, INSTRUCTION. — Cette demande en garantie incidente peut être provoquée aussi bien par

(1) Garsonnet, n° 387.

le demandeur originaire que par le défendeur originaire, pourvu qu'ils aient droit à cette garantie. Il serait demandeur au cas, par exemple, où le propriétaire de la chose vendue appellerait en cause son garant pour revendiquer contre le possesseur qui se prétend propriétaire; il serait défendeur, au contraire, si le prétendu propriétaire venait lui contester son droit et revendiquer la chose vendue.

Cette demande étant une exception, doit en conséquence être invoquée *in limine litis*, et avant toutes défenses au fond (art. 186). La mise en cause suspend momentanément l'instance principale. Il n'y a plus lieu d'appliquer ici comme en matière d'intervention volontaire, et même en cas d'assignation en déclaration de jugement commun, le dispositif de l'article 340 qui exige que l'intervention ne retarde pas le jugement de la cause. La nature même de l'appel en garantie s'y oppose; il faut laisser à la partie le temps nécessaire pour assigner son garant, mais il ne faut pas que cette intervention soit un prétexte pour retarder indéfiniment la solution de l'instance principale, aussi la loi a-t-elle fixé à huit jours le délai pendant lequel elle devra être introduite. Ce délai a pour point de départ le moment où le garanti a eu connaissance des prétentions qui nécessitent son recours contre le garant : ce sera soit du jour de l'assignation principale, soit de toute signification faite au cours de la procédure. Ce délai de huit jours ne commencerait cependant à courir pour les héritiers qu'après l'expiration des délais fixés par la loi pour faire inventaire et délibérer, car avant cette époque, les héritiers ne sont pas tenus de prendre parti.

Il serait augmenté d'autant de jours qu'il y aurait de fois cinq myriamètres entre le domicile du garanti et celui du garant; s'il y a plusieurs garants intéressés à la même garantie, il n'y aura qu'un seul délai pour tous qui sera réglé sur le domicile du plus éloigné (art. 175). Enfin le garant a un nouveau délai de huit jours, plus ceux des distances, pour assigner les sous-garants, délai qui commencerait à courir du jour où le garant a été touché par l'assignation (article 176).

Ces délais ont été institués par le législateur dans le but de protéger les intérêts de la partie en cause non appelante qui, à leur expiration, pourrait exiger qu'il soit fait droit à sa demande; nous en concluons que, sauf opposition de la part du demandeur ou du défendeur principal, la mise en cause du garant pourrait avoir lieu même après ces délais; que les juges pourront accorder des remises et qu'en aucun cas le garant mis en cause ne pourrait opposer que son assignation a eu lieu après les délais fixés, puisque ces délais n'ont pas été institués dans son intérêt.

Le garant doit comparaître à huit jours francs; en cas d'assignation à bref délai, et sur ordonnance spéciale du président du tribunal, ce délai peut être réduit à trois jours.

C'est à celui qui oppose l'exception dilatoire à en faire la preuve; il ne faut pas que, pour gagner du temps, il puisse invoquer des délais nécessaires à la comparution de garants n'existant pas. Cette preuve se fera par l'original de l'exploit de l'huissier qui justifiera les poursuites exercées contre celui qu'on veut mettre en cause et qui aura été touché. Il suffira de le produire en justice.

Toutefois, il importe de distinguer avec Garsonnet (1) trois cas :

Si le garanti n'a pas encore formé sa demande en garantie au moment où il est tenu de comparaître, et qu'il se trouve encore dans les délais utiles pour le faire, il fera, par acte d'avoué à avoué, déclaration de son intention, et s'engagera à rapporter l'original de son assignation dès qu'il lui sera parvenu.

Si, au contraire, il n'est pas encore rentré en possession de son assignation, à raison des distances qui augmentent les délais, il certifiera encore, par acte d'avoué, des mesures employées, et rapportera l'original dès qu'il en sera en possession.

Si, enfin, il s'en trouve en possession, il le produira en comparaisant à l'audience, et il obtiendra un sursis jusqu'à l'expiration des délais dans lesquels le garant doit comparaître.

Dès que les délais sont expirés, l'intervenant forcé est obligé de comparaître, il devient alors partie au procès, a les mêmes droits que les parties principales et est soumis aux mêmes obligations. Aussi, tous les actes de procédure faits antérieurement à son immixtion aux débats, devront-ils lui être connus, sous peine de nullité de ceux qui auraient été omis. Ces actes devront être signifiés au garant aussi bien qu'au demandeur ou défendeur principal, puisque l'intervenant est partie au procès au même titre que les demandeurs originaires : l'instruction doit avoir lieu conjointement comme l'exige l'article 184. L'appelé en cause pourra invoquer

(1) Garsonnet, p. 703.

tous les moyens de défense et faire valoir toutes les exceptions personnelles qu'il jugera utiles.

Nous ne pouvons mieux faire, pour résumer la question, que de citer un passage de M. Garsonnet, p. 705 : « N'est-ce pas, en effet, sur le garant que doit retomber, en fin de compte, la condamnation du garanti, et serait-il juste d'enchaîner sa défense et de lui refuser les moyens de fond ou de forme qui peuvent servir au sursis de la cause ? J'en conclus qu'il peut opposer toutes les défenses que n'opposerait pas le garanti, mettre en cause un autre garant que le garanti n'y aurait pas appelé, attaquer un jugement auquel le garanti aurait acquiescé, et même opposer des exceptions déjà couvertes au moment où il entre lui-même dans le débat ».

EFFETS DE L'APPEL EN GARANTIE. — Pour étudier quels seront les effets de l'appel en garantie vis-à-vis du garant, nous devons faire avec le Code de procédure une distinction selon que la garantie est simple ou formelle, c'est-à-dire selon qu'on se trouve en matière de droit personnel ou de droit réel.

En cas de garantie simple, c'est-à-dire lorsque la demande originaire sera personnelle, le garanti appelle à ses côtés le garant, mais il demeure toujours partie au procès ; il ne peut demander sa mise hors de cause puisqu'il est tenu personnellement. L'article 183 dit en effet qu'en cas de garantie simple, le garant pourra seulement intervenir sans prendre le fait et cause du garanti. Le garant ne pourrait donc agir à la place du garanti ; son rôle au procès est secondaire.

En cas de garantie formelle, c'est-à-dire lorsque la demande originaire sera une action réelle, le garanti peut agir comme en cas de garantie simple, mais il peut aussi se retirer de l'instance et exiger que le garanti, prenne la défense du procès en son lieu et place.

Les effets varieront suivant que le garanti aura ou n'aura pas obtenu sa mise hors de cause. Etudions-les rapidement.

1° *Le garanti a obtenu sa mise hors de cause.* — La mise hors de cause peut en outre être demandée par l'intervenant, et cela malgré l'opposition du garanti et de son adversaire. Cette demande devra avoir lieu au début de l'instance, ou tout au moins avant la fin de l'instruction et avant tout jugement d'avant faire droit.

Le garanti qui a obtenu sa mise hors de cause n'est pas un spectateur passif et ne cesse cependant pas d'être partie dans l'instance, il peut avoir à défendre des droits personnels, et le demandeur originaire a le droit d'exiger qu'il soit maintenu au procès pour la conservation de ses droits à lui-même; il n'est pas, à proprement parler, considéré comme un tiers, mais plutôt comme un ayant cause représenté à l'instance par l'intervenant forcé.

Dans certains cas, la condamnation devra s'exécuter contre lui, s'il s'agit par exemple de délaisser l'immeuble dont il se prétend propriétaire; mais la condamnation sera exécutoire contre le garant qui aura joué au procès le rôle de défendeur (art. 186 C. pr. civ); et cette condamnation aura lieu non seulement vis-à-vis de l'adversaire principal, mais aussi vis-à-vis du garanti lui-même, pour les indemnités qui pourraient lui être dues.

Le garanti est cependant libre de surveiller l'instance ; et pour rentrer au procès, il n'aura qu'à déposer des conclusions par simple acte (1).

Cette mise hors de cause procurera au garanti l'avantage de ne pas être en cause dans l'affaire, d'échapper à la responsabilité des frais occasionnés par la marche régulière du procès, d'éviter les dommages-intérêts que le juge pourrait allouer à l'adversaire principal. Toutefois le garanti resterait tenu des frais qu'il aurait occasionnés par sa faute, par négligence ou retard.

2° *Le garanti n'a pas obtenu sa mise hors de cause.* — En cas de garantie simple, le garant ne peut plus prendre la direction du procès ; elle incombe au garanti qui joue le rôle principal, tandis que l'intervenant est relégué au second plan. Le garant sera lié par le jugement qui sera prononcé ; le même jugement qui condamne le garanti au regard du demandeur originaire, condamne le garant à indemniser le garanti.

La raison pour laquelle le garanti est traité dans ce cas plus rigoureusement que dans celui où il a obtenu sa mise hors de cause, nous est donnée par le Tribunal, dans ses observations sur le projet du Code de procédure : « On doit être beaucoup plus sévère à l'égard du « garanti qui est resté en cause, parce qu'alors il a tout « à s'imputer, du moins à l'égard du demandeur originaire ».

Notons enfin, pour terminer cette question, qu'il est généralement admis par les auteurs (2) et la jurispru-

(1) V. Carré, 778, Boitard, 399, et Chauveau, 776.

(2) En sens contraire, Chauveau, n° 1481-4°.

prudence, que le garant, le garanti et le demandeur principal peuvent appeler du premier jugement rendu sans qu'il y ait lieu de distinguer entre la garantie simple et la garantie formelle et que l'appel interjeté en temps utile par le garant, conserve le droit du garanti, et *vice versa* (1).

(1) Garsonnet, t. V, n° 903.

En ce sens : Cassat., 2 févr. 1876, D., 76, 1, 31; Douai, 29 oct. 1862, D., 63, 2, 41.

TITRE III

PROJET DE LÉGISLATION ET DROIT COMPARÉ

CHAPITRE PREMIER

Projet de législation.

Depuis 1806, on a bien souvent reproché aux rédacteurs du Code de procédure civile, la hâte avec laquelle ils avaient reproduit les anciennes ordonnances de nos rois, et spécialement celle de 1687 ; aussi a-t-on proposé depuis longtemps la refonte complète de notre Code par des projets de loi, dont les principaux, en matière d'intervention, sont ceux de 1865, 1886 et 1890.

En 1865, une commission extra-parlementaire de révision du Code de procédure civile déposa un projet de loi dont le but était de donner à toute partie intéressée le droit de faire intervenir un tiers pour voir déclarer que le jugement lui sera commun et de permettre aux juges d'ordonner d'office la mise en cause des tiers. Cette commission supprimait, en outre, l'option pour l'interven-

nant entre la requête grossoyée et l'acte d'avoué à avoué, en décidant qu'à l'avenir l'intervention serait formée par de simples conclusions motivées. La commission maintenait le texte actuel de l'article 466 pour l'intervention en appel.

Le 19 octobre 1886, fut déposé un projet de révision semblable à celui de 1865, en ce qui touche le droit donné à toute personne intéressée de réclamer la mise en cause des tiers. Ce projet était muet pour la déclaration d'office par le tribunal.

Enfin, le 6 mars 1890, un projet de loi portant révision de la première partie du Code de procédure civile fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés, au nom du Gouvernement, par M. Thévenet, Garde des Sceaux.

Le paragraphe II, au titre des Incidents, est intitulé : « De l'intervention et de l'assignation en déclaration de jugement commun » et comprend cinq articles.

D'après ce projet, rien n'est changé aux conditions générales de l'intervention, à sa recevabilité, ou à ses effets ; seule, la forme en elle-même subissait quelques modifications.

L'innovation la plus importante est l'abandon de la voie de la requête grossoyée comme mode d'introduction de l'intervention. Désormais cet incident devra être formé par actes de conclusions motivées conformément à l'article 2 du titre Des constitutions d'avoués et défenses. Le mérite de cette innovation sera de rendre plus simple et moins coûteux le mode de signification de l'intervention, et de mieux s'adapter avec son caractère qui nécessite la rapidité et le moins de frais possible. Le second alinéa du même paragraphe tranche.

définitivement une question que le Code de procédure n'avait pas prévue, et que la pratique solutionnait dans un sens différent. Lorsqu'une partie fait défaut, l'intervention lui sera notifiée par acte d'huissier contenant assignation devant le tribunal. L'intérêt des tiers sera sauvegardé par cette assignation, et leur offrira une source de garantie nouvelle.

L'article 2 consacre officiellement l'assignation en déclaration de jugement commun, que beaucoup contestaient, comme nous avons eu l'occasion de le dire, en se fondant sur le silence du Code de procédure à cet égard.

Enfin, d'après l'article 4, le tiers ne pouvait décliner la compétence du tribunal saisi, à moins qu'il ne prouve que l'intervention n'a été formée que pour le distraire de ses juges naturels.

Les articles 3 et 5 confirmeraient la théorie générale que nous avons exposée et admise par la doctrine et la jurisprudence (1).

M. Tissier (203-207) voudrait que le droit d'assignation

(1) Texte du projet de loi de M. Thévenet :

ARTICLE PREMIER. — L'intervention est formée par acte de conclusions motivées conformément à l'article 2 du Titre : « Des constitutions d'avoués et défenses. » — Lorsqu'une partie est défaillante, l'intervention lui est notifiée par acte d'huissier contenant assignation devant le Tribunal.

ART. 2. — Toute personne peut être assignée, à la requête de l'une ou l'autre des parties, pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir.

ART. 3. — L'assignation est donnée sans préliminaire de conciliation, en la forme ordinaire des ajournements. Elle énonce les motifs et l'objet de la demande originaire.

ART. 4. — Le tiers assigné en déclaration de jugement commun ne peut décliner la compétence du tribunal saisi de la demande origi-

en déclaration de jugement commun ne soit accordé, même en première instance, qu'à ceux qui peuvent former tierce-opposition; car, sans cela ce droit serait dangereux et excessif, puisque en forçant l'intervenant à intervenir en appel, on le prive déjà d'un degré de juridiction.

Le projet de loi de M. Thévenet n'a pas encore abouti; nous aurions désiré qu'il tranchât bien des difficultés qui se sont soulevées dans le cours de cette étude; nous souhaitons qu'il soit le plus tôt possible complété et transformé en loi.

naire, à moins qu'il ne prouve que cette demande n'a été formée que pour le distraire de ses juges naturels.

ART. 5. — L'intervention et la demande en déclaration de jugement commun ne peuvent retarder le jugement de la cause principale si elle est en état.

CHAPITRE II

Droit comparé.

Un rapprochement des législations étrangères sur la procédure d'intervention sera pour nous des plus instructifs : nous trouvons dans le Code civil de Genève et le Code allemand, seules législations qui ont nettement dégagé la théorie de l'intervention, matière à nous édifier.

Code civil de Genève (1). — Ce Code a été promulgué le 15 février 1816, et modifié par la loi du 5 décembre 1832.

Toute personne qui a un intérêt dans un procès engagé entre d'autres parties, peut intervenir dans cette instance (art. 267, titre XX).

L'intervention peut être destinée à prévenir tout concert frauduleux qui pourrait être tenté au préjudice des créanciers. La demande d'intervention ne se forme plus comme dans notre droit par une requête, mais simplement à l'audience. Avant de statuer, les juges peuvent ordonner que l'intervenant justifie de ses moyens et pièces. L'intervention admise, il recevra communication des écritures. Enfin, d'après l'article 269, l'instruction et le jugement deviennent communs à l'intervenant.

(1) Bellot, *Loi sur la procédure civile du canton de Genève*.

La cause n'est en état que si la plaidoirie est terminée, ou si l'instruction qui doit en tenir lieu est complète (art. 274).

Code allemand (1). — Le Code allemand, promulgué le 30 janvier 1877, dans sa Section II, Titre III : « De la Participation des Tiers au procès », renferme dans ses articles 61 à 74 toute la théorie de l'intervention.

Nous trouvons reproduite la distinction que nous avons faite dans la théorie française entre l'intervention agressive et l'intervention conservatoire : si le tiers intervenant prétend à une chose ou à un droit sur lesquels un procès est engagé entre d'autres parties, son intervention est dite principale (*Haupt-intervention*); si, au contraire, ce tiers n'a qu'un intérêt légitime au succès de l'une des parties et que, pour ce motif, il désire lui prêter son appui (2), l'intervention est dite accessoire (*Neben-intervention*).

En cas d'intervention principale, la demande est portée devant le Tribunal saisi du procès en première instance contre les deux parties, et est recevable jusqu'à ce que le jugement rendu sur le fond ait acquis force de chose jugée. Mais à l'encontre de notre législation, l'instance au principal peut, sur la demande de l'une ou de l'autre des parties, être suspendue jusqu'à ce qu'il ait été rendu, sur l'intervention principale, une décision ayant force de chose jugée (art. 62). L'intervention ne

(1) Traduction du *Code de procédure pour l'Empire d'Allemagne*, par E. Glasson, E. Lederlin, et F.-R. Daresté, p. 34.

(2) *Op. cit.*, note 1, page 34.

sera donc qu'un incident du procès sur lequel les juges devront statuer avant la décision du fond. Ce système, qui scinde le procès en deux parties distinctes, a l'inconvénient de suspendre l'affaire principale.

L'intervention accessoire peut être formée en tout état de cause, jusqu'à ce qu'il ait été rendu, sur la contestation principale, une décision ayant force de chose jugée; elle peut concourir avec une voie de recours (art. 63). Le délai pendant lequel on peut intervenir en Allemagne est donc plus long qu'en France, où l'intervention n'est plus recevable dès que la cause est en état.

Aux termes de l'article 64, l'intervenant conservatoire doit accepter le débat dans l'état où il se trouve au moment de son intervention; il peut faire toutes déclarations et actes qui ne seront pas en contradiction avec ceux de la partie principale qu'il vient appuyer. Il ne pourrait prétendre que la contestation a été mal jugée, à moins de prouver qu'il n'ait été empêché de faire valoir ses moyens de défense, ou que la partie principale, par négligence intentionnelle ou par suite d'une faute lourde, lui a laissé ignorer les attaques.

Les effets de l'intervention volontaire, qu'elle soit principale ou accessoire, sont de priver le tiers, vis-à-vis de la partie principale, du droit de prétendre que la contestation a été mal jugée : il est considéré comme coïntéressé de la partie principale (art. 65 et 66).

Enfin, au lieu de se former par voie de requête, l'intervention se forme par la signification d'un mémoire écrit renfermant la désignation des parties et du litige, l'indication de l'intérêt de l'intervenant et sa déclaration de se joindre au procès (art. 67).

L'intervention forcée est reconnue officiellement par le Code de procédure allemand. L'art. 69 reconnaît à la partie principale, qui aurait de justes craintes de succomber sur la contestation, qui croirait avoir contre un tiers un droit à garantie ou à indemnité, ou qui redouterait la réclamation de la part d'un tiers, le droit de dénoncer judiciairement l'instance à ce tiers, tant qu'une décision ayant force de chose jugée n'a pas été rendue.

Cette dénonciation s'opère par la signification d'un mémoire écrit dont le but est de notifier l'instance à ce tiers qui est libre d'intervenir; s'il intervient, il est lié par le jugement comme au cas d'intervention accessoire; si, au contraire il ne se joint pas au débat, ou ne s'explique pas, le procès est continué sans lui, et tous les actes de procédure, du jour où la dénonciation de l'instance lui a été notifiée, lui sont opposables : il est assimilé à un défendeur défaillant (art. 69, 70 et 71). Aux termes de l'article 73, celui qui est recherché comme possesseur d'une chose qu'il prétend détenir au nom d'un tiers peut, en dénonçant l'instance à ce tiers avant la plaidoirie sur le fond, et en l'assignant aux fins de déclaration en même temps qu'il le désigne au demandeur, refuser de plaider au fond jusqu'à cette déclaration, ou jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le tiers est tenu de le faire.

Si le tiers se charge du procès, le défendeur est mis hors de cause; si au contraire le tiers conteste la prétention du défendeur, le demandeur est en droit de satisfaire aux conditions de la demande.

CONCLUSION

S'il nous est permis de tirer une conclusion de cette modeste étude, nous pouvons constater, en terminant, que la législation française a fait de l'intervention un des rouages les mieux compris de notre procédure.

Elle a su dégager cette institution des règles arbitraires qui, dans notre ancien droit, l'avaient faussée et détournée de son véritable but.

Elle a déjoué les calculs qui n'auraient pas manqué de faire maudire l'intervention : elle a empêché que l'intervention ne serve à retarder perpétuellement la solution des procès en édictant la règle si sage de l'art. 340.

Habile à supprimer ainsi les inconvénients que l'intervention aurait pu entraîner après elle, la législation française a, et c'est là son principal mérite, donné à l'intervention l'expansion la plus grande. Elle est appliquée en France de la façon la plus large, elle a produit, au point de vue social et au point de vue économique, les résultats les meilleurs.

On se plaint bien souvent que la procédure, d'une façon générale, soit une série de complications : l'intervention est indiscutablement une simplification.

Vu :

DUVERDIER DE SUZE.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 7 novembre 1903.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
AVANT-PROPOS	7
NOTIONS GÉNÉRALES. — Définitions, Caractères, Différentes interventions.....	13
HISTORIQUE. — Droit romain, Ancien Droit, Travaux préparatoires, Code de procédure civile.....	21

TITRE PREMIER

Intervention volontaire

CHAPITRE I. — Personnes qui peuvent intervenir.....	31
SECTION I. — Intervention devant la juridiction de premier degré.....	31
A. — Intérêt.....	35
a) Intérêt matériel.....	38
b) Intérêt moral.....	44
B. — Qualité.....	53
a) Intervention en vertu de la loi	55
b) Intervention en vertu d'un contrat.....	69
1° Intervention des créanciers.....	69
2° Intervention en vertu d'un contrat nommé..	77
c) Intervention en vertu d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit	80
C. — Capacité.....	81
a) Première catégorie d'incapables	83
b) Deuxième catégorie d'incapables.....	94
c) Incapacité spéciale du failli.....	103
SECTION II. — Intervention en appel	105
Notions générales	105
A. — Première condition : Il faut être tiers	110
a) Il faut ne pas avoir été partie au jugement.....	110
b) Il faut n'avoir pas été représenté au procès.....	113
B. — Deuxième condition : Il faut éprouver un préjudice causé par le jugement	129

CHAPITRE II. — Procédure.....	137
SECTION I. — Formes de l'intervention.....	137
A. — Conditions de forme.....	140
B. — Conditions de fond.....	145
SECTION II. — Recevabilité de l'intervention.....	148
SECTION III. — Jugement.....	157
CHAPITRE III. — Effets de l'intervention.....	165
Frais et dépens.....	179

TITRE II

Intervention forcée

NOTIONS GÉNÉRALES.....	183
CHAPITRE I. — Caractères de l'intervention forcée.....	187
CHAPITRE II. — Formes de l'intervention.....	193
CHAPITRE III. — Conditions et effets de l'intervention.....	197
APPENDICE. — Mise en cause. — Appel en garantie.....	201

TITRE III

Projet de législation et droit comparé

CHAPITRE I. — Projet de législation.....	213
CHAPITRE II. — Droit comparé.....	217
CONCLUSION.....	221

